CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

4^e Législature

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1971-1972

COMPTE RENDU INTEGRAL — 14^e SEANCE2^e Séance du Mercredi 3 Mai 1972.

SOMMAIRE

1. — Fixation de l'ordre du jour (p. 1306).

2. — Statut général des militaires. — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 1307).

Art. 44 :

Amendement n° 142 de M. Villon : MM. Villon, Le Theule, rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées ; Debré, ministre d'Etat chargé de la défense nationale.

— Adoption.

Adoption de l'article 44 modifié.

Art. 45 :

Amendement n° 84 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Retrait.

Adoption de l'article 45.

Art. 46 :

Amendements n° 169 du Gouvernement et 143 de M. Villon : MM. le ministre d'Etat, Duroméa, le rapporteur. — Adoption de l'amendement n° 169 ; l'amendement n° 143 n'a plus d'objet.

Amendement n° 85. — Retrait.

Les amendements n° 17 de M. Julia et 41 de M. Stehlin ne sont pas soutenus.

Amendement n° 144 de M. Villon : MM. Duroméa, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet.

Amendement n° 86 de la commission : M. le rapporteur. — Retrait.

Adoption de l'article 46 modifié.

Art. 47 :

Amendement n° 87 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 47 modifié.

Art. 48 :

Amendements n° 88 et 89 corrigé de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Retrait de l'amendement n° 88 ; adoption de l'amendement n° 89 corrigé.

Adoption de l'article 48 modifié.

Art. 49 et 50. — Adoption.

Après l'article 50 :

Amendement n° 145 de M. Villon : MM. Duroméa, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet.

Art. 51 et 52. — Adoption.

Art. 53 :

Amendement n° 91 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 53 modifié.

Art. 54. — Adoption.

Art. 55 :

Amendement n° 92 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 55 modifié.

Art. 56 :

Amendement n° 93 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Retrait.

Adoption de l'article 56.

Art. 57. — Adoption.

Art. 58 :

Amendement n° 170 du Gouvernement : MM. le ministre d'Etat, le rapporteur. — Adoption.

Adoption de l'article 58 modifié.

Art. 59 à 64. — Adoption.

Art. 65 :

Amendement n° 95 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 65 modifié.

Art. 66. — Adoption.

Art. 67 :

Amendement n° 146 de M. Villon : MM. Garcin, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet.

Adoption de l'article 67.

Après l'article 67 :

Amendement n° 23 de M. Brocard : MM. Brocard, le ministre d'Etat, le rapporteur. — Retrait.

Art. 68 :

Les amendements n° 18 de M. Julia et 42 de M. Stehlin ne sont pas soutenus.

Adoption de l'article 68.

Art. 69 :

Amendement n° 96 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Retrait.

Adoption de l'article 69.

Art. 70 à 74. — Adoption.

Art. 75 :

Amendement n° 147 de M. Villon : MM. Duroméa, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet.

Adoption de l'article 75.

Art. 76 à 79. — Adoption.

Art. 80 :

Amendement n° 97 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 80 modifié.

Art. 81 :
Amendement n° 148 de M. Villon : MM. Garcin, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 81 modifié.

Art. 82 :
Amendement n° 99 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 163 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Retrait.

Adoption de l'article 82 modifié.

Art. 83 à 86. — Adoption.

Art. 87 :
Amendement n° 171 du Gouvernement : MM. le ministre d'Etat, le rapporteur. — Adoption.

L'amendement n° 161 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République n'est pas soutenu.

Les amendements n° 100, 101 et 102 de la commission, 149, 150 et 151 de M. Villon deviennent sans objet.

Amendement n° 103 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 87 modifié.

Art. 88 et 89. — Adoption.

Art. 90 :
Amendement n° 104 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 90 modifié.

Art. 91. — Adoption.

Art. 92
Amendement n° 105 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Retrait.

Adoption de l'article 92.

Art. 93 à 97. — Adoption.

Art. 98 :
Amendement n° 152 de M. Villon : MM. Duroméa, le rapporteur, le ministre d'Etat, Garcin. — Rejet.

Adoption de l'article 98.

Art. 99 :
Amendement n° 153 de M. Villon. — Retrait.
Amendement n° 44 de M. Stehlin : MM. Dronne, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Amendements n° 20 de M. Julia et 45 corrigé de M. Stehlin : M. le rapporteur. — Adoption.

Adoption de l'article 99 modifié.

Art. 100. — Adoption.

Avant l'article 101 :
L'amendement n° 166 de la commission n'a plus d'objet.

Art. 101 :
Les amendements n° 106 de la commission et 193 de M. Delorme n'ont plus d'objet.

Adoption de l'article 101.

Art. 102 :
Les amendements n° 107 de la commission et 194 de M. Delorme n'ont plus d'objet.

Adoption de l'article 102.

Art. 103 :
L'amendement n° 195 de M. Delorme n'a plus d'objet.
Amendement n° 108 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 154 de M. Villon : MM. Villon, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet.

Adoption de l'article 103 modifié.

Art. 104 :
L'amendement n° 196 de M. Delorme n'a plus d'objet.
Amendement n° 155 de M. Villon : MM. Villon, le ministre d'Etat. — Rejet.

Adoption de l'article 104.

Art. 105 :
L'amendement n° 197 de M. Delorme n'a plus d'objet.
Adoption de l'article 105.

Art. 106 :
Amendement n° 109 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Cet amendement devient l'article 106.

Art. 107 :
Amendements n° 110 de la commission et 172 du Gouvernement : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Retrait de l'amendement n° 110 ; adoption de l'amendement n° 172.
Adoption de l'article 107 modifié.

Art. 108 :
L'amendement n° 111 de la commission n'a plus d'objet.
Amendement n° 173 du Gouvernement : MM. le ministre d'Etat, le rapporteur. — Rejet.
Adoption de l'article 108.

Art. 109. — Adoption.

Art. 110 :
Amendement n° 112 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.
Amendements n° 46 et 47 de M. Brocard : MM. Brocard, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Retrait.
Adoption de l'article 110 modifié.

Titre :

Amendement n° 167 de la commission : M. le rapporteur. — Retrait.

Explications de vote : MM. Dardé, d'Aillières, Gerbaud, Villon, Dronne.

M. le ministre d'Etat.

Adoption, par scrutin, de l'ensemble du projet de loi.

3. — **Ordre du jour** (p. 1325).

PRESIDENCE DE M. FRANÇOIS LE DOUAREC,

vice-président.

La séance est ouverte à vingt et une heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

FIXATION DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. La conférence des présidents a établi comme suit l'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra jusqu'au mercredi 10 mai, inclus :

I. — **Ordre du jour prioritaire** fixé par le Gouvernement :

Ce soir :

Fin du projet de loi portant statut général des militaires.

Jeu 4 mai, après-midi :

Projet de loi sur les armes biologiques ;

Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

Mardi 9 mai, après-midi :

Projet de loi sur l'état civil des Afars et des Issas ;

Projet de loi relatif aux congés payés dans les territoires d'outre-mer ;

Projet de loi sur l'électorat aux comités d'entreprise ;

Projet de loi sur les contrats d'assurance.

II. — **Questions orales** inscrites par la conférence des présidents :

Vendredi 5 mai, après-midi :

Cinq questions d'actualité :

— de M. Feix, ou à défaut de M. Arthur Charles, sur le conflit du « Joint français » ;

— de M. Cousté, sur la coopération militaire franco-britannique ;

— de M. Brugnon, sur les travaux des collectivités locales ;

— de M. Odru, ou à défaut de M. Stehlin, sur la sécurité des chauffeurs de taxi ;

— de M. Chazelle, sur le coût de la vie.

Cinq questions orales avec débat, jointes, à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, sur les accidents de la route : de MM. Barberot, Ansquer, Dupuy, Tissandier et Chazelle.

Mercredi 10 mai, après-midi, après l'heure réservée aux questions d'actualité :

Cinq questions orales avec débat, jointes, à M. le Premier ministre, sur l'O. R. T. F. : de MM. Gosnat, de Précaumont, Achille-Fould, Delorme et Griotteray.

Le texte de ces questions sera annexé au compte rendu intégral.

— 2 —

STATUT GENERAL DES MILITAIRES

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant statut général des militaires (n° 2206, 2283).

Cet après-midi, l'Assemblée a continué la discussion des articles et s'est arrêtée à l'article 44.

Article 44.

M. le président. Je donne lecture de l'article 44 :

Section II. — Sous-officiers de carrière.

« Art. 44. — Nul ne peut être admis en qualité de sous-officier de carrière :

- « — s'il ne possède la nationalité française ;
- « — s'il ne sert en vertu d'un contrat ;
- « — s'il n'a accompli au moins quatre ans de services militaires effectifs dont une partie dans un grade de sous-officier ;
- « — s'il ne présente les aptitudes exigées pour l'exercice de la fonction.

« L'admission au statut de sous-officier de carrière est prononcée par décision du ministre ou de l'autorité déléguée par lui. »

MM. Villon, Duroméa, Garcin, ont présenté un amendement n° 142 ainsi rédigé :

- « Après le premier alinéa de l'article 44, insérer le nouvel alinéa suivant :
- « — s'il ne jouit de ses droits civiques. »

La parole est à M. Villon.

M. Pierre Villon. L'article 44 énumère les conditions d'admission à la qualité de sous-officier de carrière, comme le fait l'article 36 pour les officiers de carrière, à cette différence assez curieuse que l'article 44 ne reprend pas cette condition exigée pour les officiers : « s'il ne jouit pas de ses droits civiques ».

Il n'y a pas de raison de ne pas exiger les mêmes conditions de recrutement pour les uns comme pour les autres. Si notre amendement n'était pas adopté, la carrière de sous-officier risquerait d'être ouverte à des condamnés de droit commun.

Nous sommes d'ailleurs assez frappés par le fait que la même omission se retrouve à l'article 87 concernant les engagements.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Joël Le Theule, rapporteur de la commission de la défense nationale. La commission estimait que la chose allait de soi, en ce sens que la dernière des conditions énumérées à l'article, à savoir présenter les aptitudes exigées pour l'exercice de la fonction, semblait répondre à la préoccupation de M. Villon. Mais elle ne voit aucun inconvénient à ce que l'Assemblée adopte l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Michel Debré, ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Le Gouvernement se range à l'avis de la commission.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 142. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix l'article 44, complété par l'amendement n° 142.

(L'article 44, ainsi complété, est adopté.)

Article 45.

M. le président. « Art. 45. — L'ancienneté des sous-officiers de carrière dans leur grade est déterminée par le temps passé en activité et, dans chaque cas, par celui pris en compte pour l'avancement au titre des autres positions prévues par la présente loi. « A égalité d'ancienneté, le rang est déterminé dans les conditions fixées par les statuts particuliers. »

M. le rapporteur a présenté un amendement, n° 84, libellé comme suit :

- « Au début du deuxième alinéa de l'article 45, insérer la phrase suivante :
- « Ils prennent rang sur une liste d'ancienneté établie par grade, dans chaque corps, en fonction de leur ancienneté. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. La commission estime que si l'ancienneté doit jouer un rôle, une liste d'ancienneté doit être établie.

Je précise que, dans plusieurs armées étrangères, de telles listes d'ancienneté existent, sans que cela exige un lourd travail supplémentaire.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale.

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Je suis d'un avis opposé et je demande fermement à l'Assemblée d'écarter cette disposition.

A supposer que nous établissions une liste d'ancienneté pour la seule gendarmerie, elle comportera déjà 40.000 noms, et on atteindrait deux cent mille noms si aux gendarmes on ajoutait les sous-officiers. C'est dire l'ampleur que prendrait le travail. De plus, le mouvement dans ce corps important des sous-officiers est si rapide, comme il se doit, qu'une liste ne serait plus à jour un ou deux mois après son établissement.

Il est un dernier argument, essentiel. Nous nous efforçons, par un pouvoir décentralisé, de donner aux chefs de corps la possibilité de nommer sous-officiers un nombre croissant de leurs gradés. Cette disposition, fort intéressante, n'a pas pour objet, dans notre esprit, de diminuer l'importance des écoles de sous-officiers ; mais l'expérience a montré que le recrutement dans le corps de troupe et le pouvoir donné aux chefs de corps de donner à un gradé la qualité de sous-officier constituait une amélioration importante et avait une valeur insigne pour le corps des sous-officiers lui-même.

Une disposition centralisatrice telle que celle qui est prévue dans l'amendement ne peut qu'aller à l'encontre de cet effort.

Pour ces raisons — travail administratif considérable et relativement vain s'il n'est pas repris trois ou quatre fois par an, diminution du pouvoir accordé aux chefs de corps — je demande à la commission de retirer son amendement.

M. Joël Le Theule, rapporteur. Nous le retirons.

M. le président. L'amendement n° 84 est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?..

Je mets aux voix l'article 45.

(L'article 45 est adopté.)

Article 46.

M. le président. « Art. 46. — Nul ne peut être promu à un grade s'il ne compte dans le grade inférieur un minimum de durée de service fixé, pour chaque corps, par le statut particulier.

« L'avancement de grade a lieu, soit au choix, soit au choix et à l'ancienneté, soit à l'ancienneté.

« Pour les corps et dans les grades où l'avancement a lieu à la fois au choix et à l'ancienneté, les statuts particuliers en fixent les proportions respectives et les modalités.

« Pour l'avancement à l'ancienneté, les sous-officiers de carrière prennent rang en fonction de leur ancienneté dans chaque corps ou spécialité.

« Nul ne peut faire l'objet d'un avancement au choix s'il n'est inscrit sur un tableau d'avancement, établi au moins une fois par an sur proposition d'une commission composée d'officiers désignés par le ministre.

« Sous réserve des nécessités du service, les promotions ont lieu dans l'ordre du tableau d'avancement.

« Si le tableau n'a pas été épuisé, les sous-officiers qui y figurent sont reportés en tête du tableau suivant.

« Les nominations et promotions sont prononcées par décision du ministre ou de l'autorité déléguée par lui.

« Les statuts particuliers précisent les conditions d'application du présent article et notamment l'ordre d'inscription au tableau. »

Je suis saisi de deux amendements pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 169, présenté par le Gouvernement, est libellé comme suit :

« Après les mots « une fois par an », rédiger ainsi la fin du cinquième alinéa de l'article 46 :

« Une commission composée d'officiers désignés par le ministre ou l'autorité habilitée à cet effet a pour rôle de présenter à celui-ci ou à cette autorité tous les éléments d'appréciation nécessaires, notamment les numéros de préférence et les notes données aux candidats par leurs supérieurs hiérarchiques. »

L'amendement n° 143, présenté par MM. Villon, Duroméa, Garcin, est ainsi rédigé :

« A la fin du cinquième alinéa de l'article 46, après les mots « d'officiers », insérer les mots : « et de sous-officiers. »

La parole est à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale, pour soutenir l'amendement n° 169.

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Cet après-midi, le Gouvernement a proposé à l'Assemblée, qui l'a acceptée, une disposition précisant les pouvoirs de la commission chargée de présenter les officiers candidats à l'avancement.

Dans un souci d'unification des procédures, nous présentons un amendement quasi identique pour les sous-officiers. L'Assemblée ne verra certainement pas d'inconvénient à l'adopter.

M. le président. La parole est à M. Duroméa, pour défendre l'amendement n° 143.

M. André Duroméa. Notre amendement tend à donner de meilleures garanties pour l'avancement des sous-officiers de carrière.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur ces deux amendements ?

M. Joël Le Theule, rapporteur. La commission a accepté l'amendement du Gouvernement.

Quant à l'amendement n° 143, il appartient à toute une série d'amendements qui ont de nombreux traits communs, ne serait-ce que celui d'avoir toujours été repoussés par la commission. J'en ai longuement exposé les raisons cet après-midi.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 169. (L'amendement est adopté.)

M. le président. L'amendement n° 143 devient donc sans objet.

Je suis saisi de quatre amendements pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 85, présenté par M. le rapporteur, est libellé comme suit :

- « Rédiger ainsi le sixième alinéa de l'article 46 :
- « Les sous-officiers retenus pour l'avancement au choix sont inscrits au tableau d'avancement dans l'ordre de leurs anciennetés respectives. Sauf circonstances particulières, les promotions ont lieu dans cet ordre. »

Les trois autres amendements sont identiques. Présentés sous les numéros 17 par M. Julia, 41 par M. Stehlin, 144 par MM. Villon, Duroméa et Garcin, ils sont ainsi rédigés :

- « Dans le sixième alinéa de l'article 46, supprimer les mots : « Sous réserve des nécessités du service ».

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 85.

M. Joël Le Theule, rapporteur. Cet amendement tendait à introduire le parallélisme entre sous-officiers et officiers. Mais l'Assemblée n'ayant pas suivi la commission en ce qui concerne les officiers, nous retirons notre amendement.

M. le président. L'amendement n° 85 est retiré.

Les amendements n° 17 et 41 ne sont pas soutenus.

La parole est à M. Duroméa pour soutenir l'amendement n° 144.

M. André Duroméa. Nous avons déjà eu l'occasion de dire cet après-midi que le maintien de la formule « Sous réserve des nécessités du service » est source d'injustice en raison de l'imprécision des termes.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Joël Le Theule, rapporteur. La commission aurait préféré qu'on adopte l'expression « Sauf en cas exceptionnel ». A défaut, mieux vaut conserver le texte du Gouvernement. Elle aurait donc refusé cet amendement si elle en avait été saisie.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Le Gouvernement repousse l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 144. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. le rapporteur a présenté un amendement n° 86 ainsi rédigé :

- « Dans le dernier alinéa de l'article 46, supprimer les mots : « et notamment l'ordre d'inscription au tableau ».

M. Joël Le Theule, rapporteur. La commission retire cet amendement.

M. le président. L'amendement n° 86 est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 46, modifié par l'amendement n° 169. (L'article 46, ainsi modifié, est adopté.)

Article 47.

M. le président. Je donne lecture de l'article 47 :

CHAPITRE III

Discipline.

« Art. 47. — Les sanctions statutaires applicables aux militaires de carrière sont :

- « 1. La radiation du tableau d'avancement ;
- « 2. Le retrait d'emploi par mise en non-activité ;
- « 3. La radiation des cadres par mesure disciplinaire. »

M. le rapporteur a présenté un amendement n° 87 ainsi rédigé :

« Compléter l'article 47 par le nouvel alinéa suivant :

« Ces sanctions peuvent être prononcées pour insuffisance professionnelle, conduite habituelle, faute grave dans le service ou contre la discipline, faute contre l'honneur, ou pour condamnation à une peine d'emprisonnement, n'entraînant pas la perte du grade. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. Il convient de mentionner dans la loi les fautes qui peuvent entraîner les sanctions statutaires.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Pas d'opposition.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 87. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 47, complété par l'amendement n° 87.

(L'article 47, ainsi complété, est adopté.)

Article 48.

M. le président. « Art. 48. — Le retrait d'emploi par mise en non-activité n'est applicable qu'aux militaires qui n'ont pas acquis de droits à pension à jouissance immédiate. Il est prononcé pour une durée qui ne peut excéder trois ans. A l'expiration de la période de non-activité ils sont replacés en position d'activité.

« Le temps passé dans la position de non-activité par retrait d'emploi ne compte ni pour l'avancement ni pour l'ouverture et la liquidation des droits à pension de retraite. Dans cette position le militaire cesse de figurer sur la liste d'ancienneté ; il a droit aux deux cinquièmes de la solde. Il continue à percevoir la totalité des suppléments pour charges de famille. »

M. Le Theule, rapporteur, a déposé un amendement n° 88 ainsi rédigé :

« Dans le premier alinéa de l'article 48, après les mots « à jouissance immédiate », insérer la nouvelle phrase suivante : « Il doit être précédé de la communication du dossier. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. S'agissant du retrait d'emploi — sanction qui fut jadis infligée au général Boulanger (Sourires) — il doit y avoir communication du dossier.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale.

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Cet amendement semble superflu étant donné que nous avons déjà voté un article 29 qui prévoit l'application, avant toute sanction statutaire, des dispositions de l'ancien article 65 de la loi du 22 avril 1905, c'est-à-dire la communication du dossier. Evitons les redondances.

M. Joël Le Theule, rapporteur. Nous retirons l'amendement.

M. le président. L'amendement n° 88 est retiré.

M. le rapporteur a déposé un amendement n° 89 corrigé, qui est ainsi conçu :

« A la fin du premier alinéa de l'article 48, substituer aux mots « ils sont replacés » les mots : « le militaire en situation de retrait d'emploi est remplacé. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. C'est un amendement de pure forme.

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Je suis d'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 89 corrigé. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix l'article 48, modifié par l'amendement n° 89 corrigé.

(L'article 48, ainsi modifié, est adopté.)

Articles 49 et 50.

M. le président. « Art. 49. — La radiation des cadres par mesure disciplinaire peut être prononcée à l'égard d'un militaire de carrière quelle que soit la durée des services accomplis. » Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 49.

(L'article 49 est adopté.)

« Art. 50. — En cas de faute grave commise par un militaire de carrière, celui-ci peut être immédiatement suspendu par l'autorité ayant pouvoir disciplinaire.

« Le ministre précise si l'intéressé conserve, pendant le temps où il est suspendu, le bénéfice de sa rémunération ou détermine la quotité de la retenue qu'il subit et qui ne peut être supérieure à la moitié de la solde du grade et de l'échelon détenus. L'intéressé continue à percevoir la totalité des suppléments pour charges de famille.

« La situation du militaire suspendu doit être définitivement réglée dans un délai de quatre mois à compter du jour où la décision de suspension a pris effet. Lorsque aucune décision n'est intervenue à l'expiration de ce délai, l'intéressé reçoit à nouveau l'intégralité de sa rémunération, sauf s'il est l'objet de poursuites pénales.

« Si le militaire suspendu n'a subi aucune sanction statutaire ou si, à l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent, aucune décision n'a pu être prise à son égard, il a droit au remboursement des retenues opérées sur sa rémunération.

« Toutefois, en cas de poursuites pénales, les droits à rémunération ne sont définitivement arrêtés qu'après que la décision rendue par la juridiction saisie est devenue définitive. » — (Adopté.)

Après l'article 50.

M. le président. MM. Pierre Villon, Duroméa, Garcin ont présenté un amendement n° 145 ainsi rédigé :

« Après l'article 50, insérer le nouvel article suivant :

« Aucune sanction ne peut être prise sans consultation de la commission paritaire prévue à l'article 27. La procédure est contradictoire. »

La parole est à M. Duroméa.

M. André Duroméa. Puisque notre amendement à l'article 27 n'a pas été retenu, nous corrigeons le présent amendement en supprimant le mot « paritaire » et nous le justifions en indiquant qu'il apporte une garantie d'équité.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Joël Le Theule, rapporteur. La commission a repoussé cet amendement car elle ne souhaite absolument pas l'instauration de commissions, paritaires ou autres, dans l'organisation des armées.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Le Gouvernement est d'accord avec la commission.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 145. (L'amendement n'est pas adopté.)

Articles 51 et 52.

M. le président. Je donne lecture de l'article 51 :

CHAPITRE IV

Positions.

« Art. 51. — Tout militaire de carrière est placé dans l'une des positions suivantes :

- « 1° En activité,
- « 2° En service détaché,
- « 3° En non-activité,
- « 4° Hors cadres,
- « 5° En retraite. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 51.

(L'article 51 est adopté.)

Section I. — Activité.

« Art. 52. — L'activité est la position du militaire de carrière qui occupe un emploi de son grade.

« Reste dans cette position le militaire de carrière qui obtient :

« 1° Des congés de maladie, avec solde, d'une durée maximum de six mois pendant une période de douze mois consécutifs ;

« 2° Pour les personnels féminins, les congés, avec solde, prévus à l'article 54 a et b du code du travail ;

« 3° Des congés exceptionnels d'une durée maximum de six mois accordés avec solde dans l'intérêt du service, notamment pour la formation ou le perfectionnement, ou sans solde pour convenances personnelles ;

« 4° Des congés de fin de service avec solde réduite de moitié et de fin de campagne avec solde, d'une durée maximum de six mois. » — Adopté.

Article 53.

M. le président. Je donne lecture de l'article 53 :

Section II. — Service détaché.

« Art. 53. — La position en service détaché est celle du militaire placé hors de son corps d'origine pour exercer des fonctions publiques électives, pour occuper un emploi public ainsi que, dans les conditions fixées par le décret visé à l'article 105, un emploi privé d'intérêt public. Dans cette position, le militaire continue à figurer sur la liste d'ancienneté de son corps et à bénéficier des droits à l'avancement et à pension de retraite.

« La mise en service détaché est prononcée sur demande ou d'office pour une durée maximum de cinq années. Sauf lorsqu'elle est de droit, elle ne peut être renouvelée que sur demande.

« Le détachement d'office est prononcé par le ministre après avis d'une commission comprenant un officier général et deux militaires de carrière de grade égal ou supérieur à celui des intéressés.

« La position en service détaché est essentiellement réversible.

« Le militaire en service détaché est remplacé dans son emploi. »

M. Le Theule, rapporteur, a présenté un amendement n° 91 ainsi rédigé :

« Compléter l'article 53 par le nouvel alinéa suivant :

« Le militaire en service détaché est réintégré à l'expiration de son détachement, à la première vacance venant à s'ouvrir dans le corps auquel il appartient. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. Cet amendement, qui reprend une expression figurant dans l'ordonnance de 1958, ajoute une précision qui paraît bien à sa place dans l'article 53. Je demande à l'Assemblée de l'adopter.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 91. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix l'article 53, modifié par l'amendement n° 91. (L'article 53, ainsi modifié, est adopté.)

Article 54.

M. le président. « Art. 54. — Sous réserve des dérogations fixées par décret en Conseil d'Etat, la collectivité ou l'organisme auprès desquels un militaire de carrière est en service détaché est redevable envers le Trésor d'une contribution pour la constitution des droits à pension de l'intéressé, égale à 12 p. 100 de la solde du militaire dans son corps d'origine. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 54.

(L'article 54 est adopté.)

Article 55.

M. le président. « Art. 55. — Le militaire en service détaché est soumis à l'ensemble des règles régissant la fonction qu'il exerce. Il ne peut cependant, sauf dans le cas où la mise en

service détaché a été prononcée pour exercer une fonction publique élective, être affilié au régime de retraite dont relève la fonction ni acquérir, à ce titre, des droits quelconques à pension ou à allocation. »

M. Le Theule, rapporteur, a présenté un amendement n° 92 ainsi rédigé :

« Au début de l'article 55 après les mots : « qu'il exerce », insérer les mots : « par l'effet de son détachement ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. Cet amendement reprend une expression tirée du statut de la fonction publique et répond parfaitement à l'intention du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 92. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix l'article 55, modifié par l'amendement n° 92. (L'article 55, ainsi modifié, est adopté.)

Article 56.

M. le président. Je donne lecture de l'article 56 :

Section III. — Non-activité.

« Art. 56. — La non-activité est la position temporaire du militaire de carrière qui se trouve dans l'une des situations suivantes :

- « 1° En congé de longue durée pour maladie ;
- « 2° En congé pour raisons de santé d'une durée supérieure à six mois ;
- « 3° En congé exceptionnel dans l'intérêt du service ou pour convenances personnelles d'une durée supérieure à six mois ;
- « 4° En disponibilité ;
- « 5° En congé du personnel navigant ;
- « 6° En retrait d'emploi. »

M. Le Theule, rapporteur, a présenté un amendement n° 93 ainsi rédigé :

« Compléter l'article 56 par le nouvel alinéa suivant :
« La mise en non-activité ne peut être prononcée que par décret. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. Cet amendement tend à inscrire dans la loi une garantie élémentaire que le Gouvernement peut, me semble-t-il, accepter sans difficulté.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. L'article 106, dont nous discuterons tout à l'heure, dispose que « des décrets en Conseil d'Etat détermineront les modalités d'application de la présente loi et notamment les conditions dans lesquelles a lieu le placement dans les positions d'activité, de service détaché, de non-activité... ».

Cette disposition, très explicite, répond, me semble-t-il, au désir de la commission.

Je peux même d'ores et déjà indiquer à M. le rapporteur qu'il est dans nos intentions de décider que la mise en non-activité sera prononcée par décret ; nous ferons référence pour cela au décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 106 et qui englobera toutes les mesures juridiques correspondant aux diverses positions des officiers et des sous-officiers.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. Quand elle a examiné l'article 106, la commission n'avait pas encore la certitude que le Gouvernement en userait pour décider que la mise en non-activité serait prononcée par décret. Après les explications que M. le ministre d'Etat vient de nous donner sur ses intentions, et forts de cet engagement, nous pouvons retirer notre amendement.

M. le président. L'amendement n° 93 est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 56.

(L'article 56 est adopté.)

Article 57.

M. le président. « Art. 57. — Le militaire de carrière atteint de tuberculose, de maladie mentale, d'affection cancéreuse ou de poliomyélite ainsi que, s'il sert ou a servi outre-mer, de lèpre, a droit à un congé de longue durée pour maladie. Il conserve, pendant les trois premières années, l'intégralité de ses droits

à solde, puis pendant les deux années qui suivent, il subit une retenue de moitié ; toutefois, si la maladie donnant droit à un congé de longue durée est reconnue imputable au service, ces délais sont respectivement portés à cinq et trois années. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 57.

(L'article 57 est adopté.)

Article 58.

M. le président. « Art. 58. — Le militaire de carrière atteint d'infirmité ou de maladie autres que celles visées à l'article précédent, dans l'impossibilité d'occuper un emploi après avoir épuisé les congés de maladies prévus à l'article 52-1° est, après avis médical, placé en congé pour raisons de santé.

« Le militaire de carrière perçoit pendant une durée maximum de trois ans une solde réduite des deux cinquièmes s'il est lieutenant, sous-lieutenant ou sous-officier ou une solde réduite de moitié s'il détient un autre grade.

« Lorsque la maladie dont il est atteint nécessite des soins prolongés, il conserve pendant un an l'intégralité de sa solde puis, pendant les deux années qui suivent, il subit une retenue de moitié ; la liste de ces maladies est fixée par décret.

« Si l'infirmité ou la maladie provient de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L. 27 du code des pensions civiles et militaires de retraite ou d'un fait imputable au service, il conserve l'intégralité de sa solde jusqu'à ce qu'il soit en état de reprendre son service ou jusqu'à sa mise à la retraite. »

Le Gouvernement a présenté un amendement n° 170 ainsi rédigé :

« Substituer au troisième alinéa de l'article 58 les nouvelles dispositions suivantes :

« Lorsqu'il est atteint d'une affection, dûment constatée, le mettant dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, qui rend nécessaire un traitement et des soins coûteux et prolongés et qui figure sur une liste établie par décret, le militaire de carrière a droit à un congé de longue maladie, d'une durée maximum de trois ans. Il conserve l'intégralité de sa solde pendant un an ; cette solde est réduite de moitié pendant les deux années qui suivent. L'intéressé conserve, en outre, ses droits à la totalité des suppléments pour charges de famille.

« Le militaire de carrière qui a obtenu un congé de longue maladie ne peut bénéficier d'un autre congé de cette nature s'il n'a pas auparavant repris l'exercice de ses fonctions pendant un an. »

La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Cet amendement tend à instituer en faveur des militaires de carrière un congé dit de longue maladie, analogue à celui qui sera institué pour les fonctionnaires civils en vertu d'un projet de loi qui est déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale.

Nous demandons à l'Assemblée d'adopter cet amendement et de décider ainsi, à l'avance, d'appliquer aux militaires les dispositions qui seront très prochainement votées en faveur des fonctionnaires civils.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. La nouvelle rédaction est incontestablement plus intéressante que la première. La commission l'accepte.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Je signale — j'aurais dû le dire — que cette disposition nouvelle est l'application par avance de la parité votée par l'Assemblée dans le courant de l'après-midi.

Nous avons très aisément obtenu en faveur des militaires en général des dispositions identiques à celles applicables aux fonctionnaires civils à partir du moment où le principe de la parité a été considéré par le Gouvernement, et désormais par l'Assemblée nationale, comme la règle statutaire pour les uns et les autres.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 170 accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 58, modifié par l'amendement n° 170.

(L'article 58, ainsi modifié, est adopté.)

Articles 59 à 64.

M. le président. « Art. 59. — Le militaire de carrière en congé de longue durée pour maladie ou en congé pour raisons de santé continue à figurer sur la liste d'ancienneté, concourt pour l'avan-

ement à l'ancienneté et, en cas d'imputabilité au service, pour l'avancement au choix. Le temps passé en congé est pris en compte pour les droits à pension de retraite. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 59.

(L'article 59 est adopté.)

« Art. 60. — Le militaire de carrière peut obtenir, sur sa demande, les congés exceptionnels suivants d'une durée supérieure à six mois :

« — congé pour convenances personnelles sans solde, d'une durée maximum de cinq années, renouvelable une fois, dans la limite d'un contingent fixé annuellement par arrêté interministériel. Le temps passé dans cette situation ne compte ni pour l'avancement, ni pour les droits à pension de retraite ;

« — congé dans l'intérêt du service avec solde, d'une durée maximum d'un an. Le temps passé dans cette situation compte pour l'avancement et pour les droits à pension de retraite. » — (Adopté.)

« Art. 61. — La disponibilité est la situation de l'officier de carrière qui, ayant accompli plus de quinze ans de services dont, six au moins en qualité d'officier et, le cas échéant, satisfait aux obligations de la formation spécialisée prévue à l'article 79 ci-après, a été admis sur sa demande à cesser temporairement de servir dans les armées.

« Elle est prononcée pour une période d'une durée maximum de cinq années, renouvelable, pendant laquelle l'officier perçoit un solde réduite des deux tiers. La durée totale de la disponibilité ne peut excéder dix ans.

« Le temps passé en disponibilité ne compte pas pour l'avancement au choix ; il compte pour la moitié de sa durée pour l'avancement à l'ancienneté et, dans la limite de dix années, pour les droits à pension de retraite.

« L'officier de carrière en disponibilité est remplacé dans les cadres. Il peut être rappelé à l'activité si les circonstances l'exigent. Il peut être mis à la retraite sur sa demande ou d'office ; il est mis d'office dans cette position dès qu'il a acquis des droits à pension à jouissance immédiate.

« L'officier général ne peut bénéficier des dispositions du présent article. » — (Adopté.)

« Art. 62. — L'officier de l'armée de l'air appartenant au personnel navigant est placé en congé du personnel navigant dès qu'il atteint la limite d'âge ou de durée des services fixée en annexe dans les conditions du deuxième alinéa de l'article 32. La durée de ce congé ne peut dépasser cinq ans. A l'expiration de ce congé, il est mis à la retraite ou admis dans la deuxième section des officiers généraux.

« Sauf en ce qui concerne l'officier général, le temps passé dans cette situation compte pour l'avancement et les droits à pension de retraite. Toutefois, pour l'officier en congé promu au grade supérieur, les règles de détermination de la solde demeurent celles applicables en fonction du grade détenu au moment de la mise en congé et la pension est calculée sur la base de cette solde.

« Les dispositions qui précèdent sont applicables au sous-officier de carrière appartenant au personnel navigant de l'armée de l'air, la durée du congé du personnel navigant étant fixée à six mois. » — (Adopté.)

« Art. 63. — L'officier de l'armée de l'air, de la marine ou des services appartenant au personnel navigant et totalisant au moins quinze années de services militaires effectifs dont six dans le personnel navigant peut, sur sa demande, dans la limite du nombre fixé annuellement par arrêté interministériel, bénéficier d'un congé du personnel navigant, en cas soit d'invalidité d'au moins quarante pour cent résultant de services aériens commandés, soit de services aériens exceptionnels.

« La durée de ce congé varie suivant le temps d'appartenance au personnel navigant, sans que le bénéficiaire puisse dans cette situation dépasser :

« — pour l'officier de l'armée de l'air, la limite d'âge fixée en annexe dans les conditions du deuxième alinéa de l'article 32 ;

« — pour les autres officiers, les limites d'âge fixées en annexe dans les conditions du premier alinéa dudit article.

« A l'expiration du congé, l'intéressé est mis à la retraite ou admis dans la deuxième section. Le temps passé en congé à ce titre n'entre en compte ni pour l'avancement, ni pour les droits à pension. La pension de retraite est à jouissance immédiate sauf dans le cas où l'intéressé a été mis en congé entre vingt et vingt-cinq années de services. » — (Adopté.)

« Art. 64. — Le militaire en congé du personnel navigant a droit à la solde ; il est remplacé dans les cadres. Il peut être rappelé à l'activité lorsque les circonstances l'exigent. » — (Adopté.)

Article 65.

M. le président. Je donne lecture de l'article 65 :

Section IV. — Hors cadres.

« Art. 65. — La position hors cadres est celle dans laquelle un militaire de carrière ayant accompli au moins quinze années de services valables pour la retraite et placé en service détaché soit auprès d'une administration ou d'une entreprise publique dans un emploi ne conduisant pas à pension du régime général des retraites, soit auprès d'un organisme international, peut être placé sur sa demande pour continuer à servir dans la même administration, entreprise ou organisme.

« Dans cette position, le militaire de carrière cesse de figurer sur la liste d'ancienneté, de bénéficier de droits à l'avancement et d'acquiescer des droits à pension. Il est soumis aux régimes statutaires et de retraites régissant la fonction qu'il exerce. »

M. Le Theule, rapporteur, a présenté un amendement n° 95 ainsi rédigé :

« Compléter l'article 65 par le nouvel alinéa suivant :

« Le militaire en position hors cadre peut demander sa réintégration dans son cadre d'origine ; celle-ci est prononcée à la première vacance venant à s'ouvrir dans le corps auquel il appartient. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. Monsieur le président, je découvre à l'instant qu'un nouvel amendement de la commission de la défense nationale a été déclaré irrecevable par la commission des finances. Il est curieux que le président de cette commission n'ait pas eu la courtoisie d'en donner les raisons. Il n'a certes pas l'obligation de le faire, mais nous comprendrions peut-être mieux certaines décisions de cette commission qui paraissent toujours excessives à votre rapporteur.

A l'article 65, notre commission propose un amendement qui ne devrait pas tellement surprendre le Gouvernement car il s'agit d'introduire dans la loi une garantie, que l'ordonnance du 23 décembre 1958 donnait aux militaires en position hors cadres.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Afin d'éclairer le débat, je précise que la disposition à laquelle M. le rapporteur fait allusion est en fait fort différente de celle qui fait l'objet de l'article 65.

J'avais affirmé lors de la première réunion de la commission que l'une des caractéristiques juridiques de ce texte était d'établir désormais un vocabulaire identique pour les fonctionnaires civils et pour les militaires.

Jusqu'à présent, la situation « hors cadres » dans le langage du statut militaire équivalait à celle de « détaché » pour les fonctionnaires civils. La disposition relative aux militaires hors cadres à laquelle vous avez fait référence, monsieur le rapporteur, correspond donc dans le langage du statut général de la fonction publique aux fonctionnaires détachés. Nous appliquerons désormais le même vocabulaire pour les deux statuts ; si bien que l'expression « militaire hors cadres » n'aura plus le même sens après l'adoption du présent projet de loi.

Cela dit, la précision souhaitée par la commission, et qui concernera donc les militaires hors cadres nouvelle formule, nous agré. Nous comptons l'introduire par la voie réglementaire mais il est tout à fait possible de la prévoir dans le texte même de la loi.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 95.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 65, modifié par l'amendement n° 95.

(L'article 65, ainsi modifié, est adopté.)

Article 66.

M. le président. « Art. 66. — Lorsque le militaire en position hors cadres est réintégré dans son corps d'origine, l'organisme dans lequel il a été employé doit, s'il y a lieu, verser la contribution prévue à l'article 54. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 66.

(L'article 66 est adopté.)

Article 67.

M. le président. Je donne lecture de l'article 67 :

Section V. — Retraite.

« Art. 67. — La retraite est la position définitive du militaire de carrière rendu à la vie civile et admis au bénéfice des dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite. »

MM. Pierre Villon, Duroméa, Garcin ont présenté un amendement n° 146 ainsi rédigé :

« Compléter l'article 67 par le nouvel alinéa suivant :
« Les retraités militaires conservent les avantages sociaux acquis en activité. »

La parole est à M. Garcin.

M. Edmond Garcin. Cet amendement tend à fixer comme règle générale ce qui aujourd'hui est appliqué dans certains cas et pas dans d'autres, par exemple en matière de soins dans les hôpitaux militaires.

M. le rapporteur. La commission a accepté l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Je ne crois pas que l'amendement soit recevable.

M. Joël Le Theule, rapporteur. Il a été déclaré recevable.

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Alors, je suis obligé de demander à l'Assemblée de l'écartier.

Un certain nombre d'avantages sont conférés à tous les fonctionnaires, en particulier aux militaires, parce qu'ils sont en activité. C'est ainsi par exemple, que vous venez de décider qu'il y aurait une aide en matière de logement. Il existe bien d'autres avantages accordés aux actifs, ne serait-ce que le quart de place sur les transports en commun ou certains services sanitaires ou sociaux. Nous ne pouvons pas en envisager l'extension aux retraités. Qui paierait ? Le budget de la défense nationale ? Actuellement cela n'est pas prévu. Les caisses de retraites ? Il y aurait alors une cotisation supplémentaire à imposer.

On ne peut pas, par un simple amendement de ce genre, mettre à la charge du budget, ou des caisses, et par conséquent des cotisations, des dépenses supplémentaires qui seraient, au surplus, assez indéterminées car l'expression « avantages sociaux » est extrêmement vague, et nous venons de voir qu'elle englobe, par exemple, une notion aussi précise que l'aide au logement. Il est donc impossible de décider que ces avantages seront maintenus à tous les personnels retraités.

J'ajoute, en ce qui concerne la fonction militaire — j'y ai fait allusion en répondant à M. Brocard — que la situation est parfois très particulière.

Nombreux sont les militaires qui, après avoir quitté le service, exercent ensuite une activité civile et bénéficient du régime des retraités militaires. Allez-vous leur conférer les avantages sociaux accordés aux militaires en activité ?

Je suis étonné que la commission des finances ait déclaré recevable un tel amendement. Du point de vue des finances publiques, il entraînerait des dépenses que l'on ne peut certainement pas décider à l'occasion d'un simple amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 146, accepté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix l'article 67.

(L'article 67 est adopté.)

Après l'article 67.

M. le président. M. Brocard a présenté un amendement n° 23 ainsi conçu :

« Après l'article 67, insérer le nouvel article suivant :

« Les retraités militaires conservent les avantages sociaux acquis en activité. »

La parole est à M. Brocard.

M. Jean Brocard. Je prends la parole sans conviction car mon amendement est identique à celui qui vient d'être repoussé.

Effectivement, monsieur le ministre, cette demande d'avantages sociaux en faveur des militaires retraités couvre beaucoup de choses. Actuellement, grâce à votre bienveillance, ces derniers bénéficient d'un certain nombre d'avantages, comme par exemple la possibilité d'accéder aux mess de garnison ou aux centres de vacances dans la limite des places disponibles.

Mon amendement avait pour objet de légaliser ce qui est actuellement toléré. Je regrette beaucoup que vous le refusiez, monsieur le ministre, parce que, sur le plan psychologique, il aurait été excellent pour les militaires retraités.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Je complète ce que vient de dire M. Brocard en rappelant que les militaires retraités bénéficient de la sécurité sociale et des soins du service de santé. Année après année, nous faisons un effort pour que le bénéfice des œuvres sociales qui est en principe réservé aux militaires en activité soit étendu aux militaires en retraite.

Je suis heureux que M. Brocard ait ainsi rendu hommage indirectement à l'effort que nous accomplissons. Mais entre cet effort constant qui naturellement sera poursuivi et la légalisation d'une situation tolérée il y a un fossé qu'il ne nous est pas possible de franchir aujourd'hui.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. La commission de la défense nationale avait adopté l'amendement de M. Brocard mais l'Assemblée venant de refuser un amendement identique votre rapporteur se trouve très embarrassé. Il se réjouissait du fait que la commission des finances l'ait déclaré recevable, mais cette satisfaction a disparu après les propos de M. le ministre d'Etat.

M. le président. La parole est à M. Brocard.

M. Jean Brocard. Je remercie M. le ministre d'Etat pour les indications qu'il vient de donner et je souhaite que les tolérances actuelles s'amplifient au fil des années, permettant en particulier aux sous-officiers retraités, de continuer à faire partie de la famille militaire.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Jean Brocard. Je le retire.

M. le président. L'amendement n° 23 est retiré.

Article 68.

M. le président. « Art. 68. — Le militaire de carrière est placé en position de retraite :

« a) D'office, lorsqu'il est rayé des cadres par limite d'âge, par suite d'infirmités ou par mesure disciplinaire ;

« b) Sur sa demande, dès qu'il a acquis des droits à pension de retraite à jouissance immédiate, à moins que le temps pendant lequel il s'est engagé à rester en activité après une formation spécialisée ne soit pas expiré. Toutefois, lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent, le Gouvernement peut prévoir, par décret, le maintien d'office en service pour une durée limitée ;

« c) Sur demande agréée, dès qu'il a acquis des droits à pension de retraite à jouissance différée. »

Je suis saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° 18 présenté par M. Julia et l'amendement n° 42 présenté par M. Stehlin.

Ces amendements sont ainsi rédigés :

« Dans la dernière phrase du troisième alinéa (b) de l'article 68, substituer aux mots :

« lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent », les mots : « dans des circonstances graves faisant présager le rappel ultérieur des intéressés ».

Ces amendements ne sont pas soutenus.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 68.

(L'article 68, est adopté.)

Article 69.

M. le président. « Art. 69. — Le militaire de carrière ayant acquis des droits à pension de retraite à jouissance immédiate peut être mis à la retraite pour aptitude physique insuffisante, sur avis du conseil d'enquête prévu à l'article 27 de la présente loi. »

M. Le Theule, rapporteur, a présenté un amendement n° 96 ainsi rédigé :

« Compléter l'article 69 par les mots suivants :

« compte tenu, le cas échéant, des avis médicaux demandés par le conseil d'enquête. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. La précision que nous demandons nous paraît aller de soi.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Voilà le type même de la disposition réglementaire.

Mon premier mouvement serait de demander à la commission de retirer cet amendement. Mon second, si elle le maintient, c'est de demander que soient supprimés les mots : « le cas échéant ». En effet, s'il y a avis du conseil d'enquête pour aptitude physique insuffisante, il y a forcément avis médical.

M. le président. Qu'en pense la commission ?

M. Joël Le Theule, rapporteur. Compte tenu des explications qui viennent d'être fournies par M. le ministre d'Etat, la commission retire l'amendement.

M. le président. L'amendement est retiré. Personne ne demande plus la parole ? ... Je mets aux voix l'article 69.

(L'article 69 est adopté.)

Articles 70 à 74.

M. le président. « Art. 70. — Les militaires de carrière mis à la retraite avec le bénéfice d'une pension de retraite à jouissance différée et appartenant aux armes et aux corps combattants des armées, peuvent, dans la limite d'un contingent annuel fixé par arrêté interministériel, recevoir dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, un pécule déterminé en fonction de la solde perçue en fin de service. »

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'article 70.

(L'article 70 est adopté.)

CHAPITRE V

Dispositions particulières aux officiers généraux.

« Art. 71. — Les officiers généraux et assimilés sont répartis en deux sections :

« — la première section comprend les officiers généraux en activité, en service détaché, en non-activité et hors cadres ;
« — la deuxième section comprend les officiers généraux qui, n'appartenant pas à la première section, sont maintenus à la disposition du ministre qui peut, en fonction des nécessités de l'encadrement, les employer notamment en temps de guerre

« Les officiers généraux peuvent également être mis à la retraite. » — (Adopté.)

« Art. 72. — L'officier général en activité peut être placé, quelle que soit l'ancienneté de services, en situation de disponibilité spéciale :

« — d'office et pour une année au plus, s'il n'est pas pourvu d'emploi depuis six mois ;
« — sur sa demande et pour six mois au plus, s'il est titulaire d'un emploi.

« Le temps passé dans cette situation est pris en compte pour l'avancement, dans la limite de six mois, et pour le calcul de la solde de réserve ou de la pension de retraite.

« Dans cette situation, l'officier général a droit à la solde entière pendant six mois, ensuite à la solde réduite de moitié.

« A l'expiration de la disponibilité spéciale, l'intéressé est, soit maintenu dans la première section, soit, après avis du conseil supérieur de l'armée à laquelle il appartient ou du conseil correspondant, admis dans la deuxième section ou mis à la retraite. » — (Adopté.)

« Art. 73. — L'officier général est admis dans la deuxième section :

« — par limite d'âge ou à l'expiration du congé du personnel navigant ;
« — par anticipation ;
« — soit sur sa demande ;
« — soit d'office pour raisons de santé constatées par un conseil de santé ou, pour toute autre cause non disciplinaire, après avis du conseil supérieur de l'armée intéressée ou du conseil correspondant.

« En temps de guerre, les avis des conseils prévus ci-dessus sont remplacés par celui d'un médecin général ou d'un officier général appartenant au conseil intéressé, désigné par le ministre.

« L'officier général placé dans la deuxième section pour raisons de santé peut être réintégré dans la première section après avis du conseil de santé. » — (Adopté.)

« Art. 74. — Les dispositions des articles 6, 1^{er} et 3^e alinéa, 17, 22 et 23 de la présente loi sont applicables à l'officier général de la deuxième section.

« L'intéressé perçoit une solde de réserve calculée dans les conditions fixées par le code des pensions civiles et militaires de retraite. » — (Adopté.)

Article 75.

M. le président. « Art. 75. — Peut être maintenu dans la première section :

« — sans limite d'âge, l'officier général qui a commandé en chef en temps de guerre ou a exercé avec distinction devant l'ennemi le commandement d'une armée ou d'une formation équivalente. Cet officier général peut être pourvu d'emploi ; il est numériquement remplacé dans les cadres ;

« — temporairement au-delà de la limite d'âge dans son emploi, l'officier général exerçant des fonctions de hautes responsabilités. »

MM. Pierre Villon, Duroméa et Garcin ont présenté un amendement n° 147 ainsi rédigé :

« Supprimer le deuxième alinéa de l'article 75. »

La parole est à M. Duroméa.

M. André Duroméa. L'alinéa dont l'amendement demande la suppression dispose que, sans limite d'âge, l'officier général qui a commandé en chef en temps de guerre ou a exercé avec distinction devant l'ennemi le commandement d'une armée ou d'une formation équivalente peut être pourvu d'emploi et qu'il est numériquement remplacé dans les cadres.

Nous pensons qu'il n'est pas admissible que soient maintenus en service sans limite d'âge des officiers généraux dont, parfois, l'état physique ou mental est incompatible avec l'emploi, d'autant plus que le deuxième alinéa permet temporairement, au-delà de la limite d'âge dans son emploi, le maintien dans la première section de l'officier général exerçant des fonctions de hautes responsabilités.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Joël Le Theule, rapporteur. La commission a adopté cet amendement car elle a estimé que l'officier général qui a commandé en chef en temps de guerre ou a exercé avec distinction devant l'ennemi le commandement d'une armée ou d'une formation équivalente a certainement été couvert d'honneurs. Il touche une retraite et il est bon qu'il puisse se reposer.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale.

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Le Gouvernement ne peut pas prendre cet amendement tout à fait au sérieux.

De quoi s'agit-il ? Les officiers généraux sont placés, à partir de la limite d'âge, dans la deuxième section. Une tradition très ancienne maintient dans la première section, sans limite d'âge, certains d'entre eux, essentiellement ceux qui ont commandé en chef en temps de guerre ou qui ont exercé avec distinction devant l'ennemi le commandement d'une armée au moins.

On peut maintenir également dans la première section, mais cette fois temporairement, des officiers généraux qui exercent des fonctions de hautes responsabilités, fonctions qui, naturellement, peuvent ne pas être des fonctions militaires.

Ces dispositions qui visent un très petit nombre d'officiers généraux et qui, je l'espère, dans les années que nous avons à vivre et dans celles que vivront nos enfants, n'auront pas à s'appliquer, sauf, peut-être, en application du deuxième alinéa relatif au maintien temporaire, sont parfaitement justifiées.

Je demande donc avec force à la commission de ne pas maintenir son avis favorable à un amendement dont je ne peux pas dire qu'il serait digne de l'Assemblée, si elle l'adoptait.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 147, accepté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ? ...

Je mets aux voix l'article 75.

(L'article 75 est adopté.)

Articles 76 à 79.

M. le président. « Art. 76. — Le général de brigade, le contre-amiral, le colonel ou le capitaine de vaisseau ayant été jugé apte à tenir un emploi du grade supérieur peut être promu au titre de la deuxième section soit à la date de son passage dans cette section ou de sa mise à la retraite, soit dans les six mois qui suivent cette date, soit en temps de guerre.

« Ces promotions sont prononcées dans la limite des besoins de l'encadrement pour le temps de guerre. »

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'article 76.

(L'article 76 est adopté.)

« Art. 77. — Pour l'application à un officier général des dispositions des articles 27 et 47-2^e et 3^e, l'avis du conseil d'enquête est remplacé par celui du conseil supérieur de l'armée à laquelle il appartient ou du conseil correspondant et la décision

entraîne, en cas de mise à la retraite, la radiation de la première ou de la deuxième section des officiers généraux. Toutefois, les dispositions du deuxième alinéa de l'article 28 ne sont pas applicables.

« Les dispositions de l'article 69 de la présente loi sont applicables à l'officier général, sous réserve que l'avis du conseil d'enquête soit remplacé par celui du conseil supérieur de l'armée à laquelle appartient l'intéressé, ou du conseil correspondant. » — (Adopté.)

CHAPITRE VI

Cessation de l'état de militaire de carrière.

« Art. 78. — La cessation de l'état de militaire de carrière résulte de la démission régulièrement acceptée, de la nomination dans un corps de fonctionnaires civils ou d'agents des collectivités publiques ou entreprises publiques, ou de la perte du grade.

« Le grade ne peut être perdu que pour l'une des causes suivantes :

« 1. Perte de la nationalité française ;

« 2. Condamnation soit à une peine criminelle, soit à la destitution ou à la perte du grade dans les conditions prévues aux articles 365 à 371 du code de justice militaire. » — (Adopté.)

« Art. 79. — La démission ne peut être acceptée que pour des motifs exceptionnels lorsque le militaire de carrière :

« 1. N'est pas parvenu au terme de l'engagement exigé pour l'entrée dans les écoles militaires ;

« 2. Ayant reçu une formation spécialisée, n'a pas atteint le terme du délai pendant lequel il s'est engagé à rester en activité. » — (Adopté.)

Article 80.

M. le président. « Art. 80. — Le militaire de carrière dont la démission a été acceptée ou qui a été nommé dans un corps d'agents civils ou d'agents des collectivités publiques ou entreprises publiques est, sauf décision contraire du ministre, versé dans la réserve avec un grade au moins égal à celui qu'il détenait.

« Celui qui a été condamné à l'une des peines prévues à l'article 78 ci-dessus est soumis aux obligations du service national et admis dans la réserve comme homme du rang. »

M. Le Theule, rapporteur, a présenté un amendement n° 97 ainsi libellé :

« A la fin du premier alinéa de l'article 80, substituer aux mots : « versé dans la réserve avec un grade au moins égal », les mots : « versé dans la réserve. Il y conserve un grade au moins égal ».

La parole est à **M. le rapporteur.**

M. Joël Le Theule, rapporteur. Cet amendement n'est pas de forme ; il maintient une garantie, et je pense qu'il ne soulève aucune difficulté.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Le Gouvernement est favorable à l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 97. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix l'article 80, modifié par l'amendement n° 97.

(L'article 80, ainsi modifié, est adopté.)

Article 81.

M. le président. Je donne lecture de l'article 81 :

TITRE III

DISPOSITIONS CONCERNANT LES MILITAIRES SERVANT EN VERTU D'UN CONTRAT

CHAPITRE I^{er}.

Officiers de réserve servant en situation d'activité.

« Art. 81. — L'officier de réserve peut être admis, sur demande et dans la limite des effectifs autorisés, à servir avec son grade en situation d'activité par contrat conclu pour une période déterminée et renouvelable. Il ne peut, dans cette situation dépasser la limite d'âge des officiers de carrière de grade correspondant, ni servir plus de vingt années, ni accéder à un grade supérieur à celui de commandant ou capitaine de corvette.

« Dans cette situation, il reste soumis au statut des officiers de réserve et l'avancement a lieu conformément aux prescriptions régissant les officiers de réserve de son corps. Néanmoins, les dispositions des articles 34, 50, 52 à 55 lui sont applicables. »

MM. Pierre Villon, Duroméa, Garcin ont présenté un amendement n° 148 ainsi rédigé :

« A la fin du premier alinéa de l'article 81, supprimer les mots : « ni accéder à un grade supérieur à celui de commandant ou capitaine de corvette ».

La parole est à **M. Garcin.**

M. Edmond Garcin. L'article 81 dispose que l'officier de réserve, admis à servir en situation d'activité, ne peut dépasser la limite d'âge des officiers de carrière de grade correspondant, ni servir plus de vingt années, ni accéder à un grade supérieur à celui de commandant ou de capitaine de corvette.

Nous demandons la suppression des mots « ni accéder à un grade supérieur à celui de commandant ou de capitaine de corvette ». Ce serait, en effet, une discrimination envers les officiers de réserve en situation d'activité qui risquerait de priver l'armée de cadres supérieurs valables.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Joël Le Theule, rapporteur. Nous avons accepté cet amendement, en pensant, d'ailleurs, que la limite qu'il précisait ne pourrait être atteinte qu'exceptionnellement. Néanmoins, nous ne voyons pas pourquoi nous l'aurions refusé.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Le Gouvernement se rallie à l'avis de la commission.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 148.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix l'article 81, modifié par l'amendement n° 148.

(L'article 81, ainsi modifié, est adopté.)

Article 82.

M. le président. « Art. 82. — Il peut être mis fin à tout moment à la situation d'activité de l'officier de réserve, soit pour inaptitude physique, soit par mesure de discipline après avis d'un conseil d'enquête.

« Le non-renouvellement de la situation d'activité pour un motif autre que disciplinaire fait l'objet d'un préavis de deux mois. »

M. Le Theule, rapporteur, a présenté un amendement n° 99 libellé comme suit :

« Rédiger ainsi le premier alinéa de l'article 82 :

« Il peut être mis fin à la situation d'activité de l'officier de réserve, soit pour infirmités ou maladies dans les conditions fixées à l'article 82, soit par mesure de discipline après avis d'un conseil d'enquête. »

La parole est à **M. le rapporteur.**

M. Joël Le Theule, rapporteur. L'article 82 se borne à indiquer qu'il peut être mis fin à tout moment à la situation d'activité de l'officier de réserve pour inaptitude physique. Dans le cas d'infirmité temporaire, cet article n'apporte aucune garantie à l'officier de réserve servant sous contrat.

Il a semblé logique à la commission que la situation de l'officier de réserve servant en situation d'activité soit réglée, dans cette hypothèse, par analogie avec celle de l'engagé, ce qui l'a amenée à reprendre, de façon très littérale, pour l'officier de réserve les dispositions prévues pour l'engagé.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Le Gouvernement est favorable à cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 99.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. **M. Le Theule, rapporteur,** a présenté un amendement n° 163 ainsi rédigé :

« A la fin du deuxième alinéa de l'article 82, substituer aux mots : « deux mois », les mots : « trois mois ».

La parole est à **M. le rapporteur.**

M. Joël Le Theule, rapporteur. Cet amendement, comme je l'ai indiqué pour l'amendement précédent, reprend les dispositions prévues pour l'engagé ; il nous paraît normal de les appliquer à l'officier de réserve servant sous contrat.

M. le président. La parole est à **M. le ministre d'Etat.**

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Actuellement, aucun préavis n'est prévu. Par comparaison avec des situations analogues — car il faut prendre garde de ne pas toujours faire jouer la parité en sens unique — les membres du

Gouvernement chargés des problèmes de la fonction publique, soit à titre administratif, soit à titre financier, et moi-même, avons convenu de fixer le préavis à deux mois, terme qu'il nous paraissait normal d'envisager.

Je souhaite que la commission, considérant qu'il n'existe aucun préavis à l'heure actuelle et que la réforme est en cours, veuille bien admettre que nous accordons une garantie importante en fixant ce préavis à deux mois. Pour rester dans la ligne de la parité, il convient de ne pas instituer, pour une disposition somme toute secondaire, une différenciation qui ne se justifierait pas et qui pourrait, dans d'autres cas, nous valoir par la suite des difficultés avec les ministres chargés de l'application du statut de la fonction publique.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. La commission estime qu'elle peut retirer son amendement compte tenu des explications que le Gouvernement vient de donner. Mes hésitations — je tiens à m'en expliquer devant mes collègues — tiennent pour une large part, encore une fois, à l'attitude de la commission des finances qui a déclaré irrecevable une partie de l'amendement que j'avais présenté à l'article 82 et je ne me retrouvais pas dans les alinéas qui demeuraient.

Je serais incapable de vous expliquer pourquoi des alinéas ont été maintenus et d'autres ne l'ont pas été. Néanmoins, l'Assemblée a retenu ce qui pouvait l'être et je pense que les dispositions prévues par le Gouvernement peuvent être acceptées, même si elles ne sont pas aussi libérales que nous l'aurions souhaité.

M. le président. L'amendement n° 163 est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 82, modifié par l'amendement n° 99. (L'article 82, ainsi modifié, est adopté.)

Articles 83 à 86.

M. le président. « Art. 83. — A l'expiration de la situation d'activité, sous réserve que celle-ci ait duré au moins deux années en plus de la durée de service militaire actif, l'intéressé reçoit un pécule et, si le contrat souscrit le permet, une prime déterminée en fonction de la solde obtenue en fin de service et de la durée des services accomplis. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 83.

(L'article 83 est adopté.)

« Art. 84. — L'officier de réserve servant en situation d'activité peut être admis dans un corps d'officiers de carrière dans les conditions prévues par le statut particulier dudit corps. » — (Adopté.)

« Art. 85. — L'officier de réserve qui a accompli au moins quinze années de services civils et militaires effectifs tels qu'ils sont définis par le code des pensions civiles et militaires de retraite peut opter, soit pour le pécule et la prime prévus à l'article 83, soit pour l'attribution d'une pension de retraite.

« S'il a effectué au moins quinze ans de services, dont six au moins dans le personnel navigant militaire, il peut opter pour un congé du personnel navigant d'une durée d'un an, à l'issue duquel il est mis en retraite avec le bénéfice d'une pension à jouissance immédiate.

« Les articles L. 34 et L. 35 du code des pensions civiles et militaires de retraite sont applicables à l'officier de réserve servant en situation d'activité. » — (Adopté.)

CHAPITRE II

Militaires engagés.

« Art. 86. — L'engagé est celui qui est admis par contrat à servir volontairement dans les armées ou les formations rattachées :

« — pour un temps supérieur à la durée légale du service actif avant tout appel au service national ;

« — pour une durée déterminée, s'il a déjà été appelé à satisfaire aux obligations du service actif ou s'il a souscrit un engagement antérieur ;

« — pour tout ou partie de la durée de la guerre, s'il n'est ni mobilisable, ni encore mobilisé ou s'il est dégagé de toute obligation militaire. » — (Adopté.)

Article 87.

M. le président. « Art. 87. — Nul ne peut souscrire un engagement :

« — s'il n'est, sauf en temps de guerre, de nationalité française

ou susceptible d'être inscrit sur les listes de recensement ;

« — s'il n'a dix-sept ans révolus ;

« — pour le mineur non émancipé, s'il n'est pourvu du consentement du représentant légal ;

« — s'il ne présente les aptitudes exigées pour l'exercice de la fonction.

« Les jeunes gens âgés de moins de dix-huit ans ne peuvent s'engager pour une durée inférieure à trois ans. »

Le Gouvernement a présenté un amendement n° 171 ainsi rédigé :

« Après le premier alinéa de l'article 87, insérer le nouvel alinéa suivant :

« — s'il tombe sous le coup des dispositions de l'article 51 du code du service national. »

La parole est à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale.

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. L'amendement que nous présentons résulte d'un débat qui a eu lieu au sein de la commission de la défense nationale et qui justifie quelques mots d'explication. Le cas échéant, M. le rapporteur en dira plus que moi.

Le Gouvernement avait considéré que l'on pouvait envisager de se contenter de cette phrase en ce qui concerne les conditions d'engagement d'un jeune homme :

« Il doit présenter les aptitudes exigées pour l'exercice de la fonction. »

En d'autres termes, nous laissons à l'autorité militaire le soin d'apprécier si une légère condamnation pouvait ou non être considérée comme un empêchement pour souscrire un engagement. A la commission de la défense nationale, la tendance a été de considérer qu'il fallait écarter de l'engagement dans l'armée tout garçon ayant subi une condamnation.

Nous avons alors procédé à un examen plus approfondi de la question et, sur un point, le Gouvernement s'est rapproché de la commission, en ce sens qu'il accepte de considérer qu'une disposition ayant un caractère législatif peut diminuer en ce domaine le libre arbitre de l'autorité militaire pour déterminer si une condamnation peut ou non constituer un empêchement à l'engagement.

Mais nous demandons à la commission et à l'Assemblée de ne pas être plus rigoureuses pour les engagés qu'elles ne l'ont été pour les appelés. En 1970, puis en 1971, vous avez adopté la disposition suivante, insérée dans le code du service national :

« La situation des jeunes gens âgés de moins de vingt-neuf ans qui, n'ayant pas accompli la totalité des obligations du service national actif et n'en ayant été ni exemptés ni dispensés, ont été condamnés définitivement à une peine égale ou supérieure à un an d'emprisonnement sans sursis est soumise à une commission juridictionnelle. Celle-ci décide que les intéressés seront tenus d'accomplir le service national actif :

« — soit au titre de l'une des formes du titre III ;

« — soit suivant les modalités particulières comportant des obligations destinées à assurer leur reclassement social. »

Il n'apparaît pas souhaitable d'admettre l'engagement dans les armées des jeunes gens pour lesquels le législateur a estimé qu'en raison de leur comportement antérieur, ils devaient être soumis à des modalités particulières d'accomplissement des obligations du service national pouvant même aller jusqu'à l'interdiction d'effectuer le service militaire ou une autre forme de service national.

Donc, nous nous rapprochons de la position de la commission, en écartant de la liberté ou du droit de s'engager quiconque, au regard du code du service national, se trouve dans l'impossibilité d'effectuer un service militaire, ou un des types particuliers de service national.

Une harmonie pénale, si j'ose dire, serait ainsi établie et, dans ces conditions assez strictes, comme vous pouvez le constater, nous nous rallierions à la position de la commission qui n'admet pas qu'un engagement puisse être accepté si l'intéressé a subi une condamnation qui, au titre du code du service national, l'empêcherait d'effectuer son service militaire.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. La commission m'avait demandé d'interroger M. le ministre d'Etat sur la portée de l'amendement qu'il vient de soutenir.

M. le ministre d'Etat a indiqué exactement ce qu'il en était. Il est certain que l'amendement du Gouvernement va dans le sens souhaité par la commission. Celle-ci a peut-être été rigoureuse sur ce point, mais elle estime qu'il convient d'être plus strict pour l'engagé que pour l'appelé qui effectue son service national. En effet, ce service national est accompli en application de la loi — et l'armée accepte tout le monde, sauf certains jeunes qui posent des problèmes sociaux — d'où la disposition insérée dans le code du service national.

Mais personne n'oblige quiconque à s'engager et j'estime que l'armée doit faire très attention au recrutement non seulement de ses cadres, mais aussi de ses engagés. Il ne faudrait pas qu'aux yeux d'une opinion certainement mal informée l'armée puisse apparaître comme le refuge des personnes condamnées pour des affaires mineures, mais parfois aussi pour des affaires plus graves.

Je souhaite donc que le Gouvernement aille plus loin, car les amendements présentés par la commission allaient, eux, beaucoup plus loin.

Je dois indiquer néanmoins qu'une partie de la commission s'est montrée quelque peu effrayée par l'amendement qu'elle avait voté. En effet, on voit très souvent des magistrats condamner à des peines de prison ferme des jeunes qui ont provoqué un accident de voiture. Ce fait ne peut certes pas être considéré comme une vertu, mais l'interdiction d'entrer dans l'armée devait-elle être définitive ? Nous hésitions.

J'estime cependant que, pour un engagement, auquel nul n'est obligé, les dispositions prévues par le Gouvernement sont vraiment par trop libérales. Je demande donc à M. le ministre d'Etat de les améliorer, sinon la commission ne pourra pas accepter son amendement.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale.

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. J'espérais que, d'un seul coup, la commission se rallierait à ma proposition.

Il est clair que l'on ne peut admettre que l'armée, même par le biais de l'engagement, soit la voie ouverte aux jeunes garçons condamnés. Inversement, on ne peut pas non plus fermer la porte de l'armée à des jeunes gens condamnés à l'âge de dix-sept ou dix-huit ans à des peines de prison, parfois non assorties du sursis, et leur refuser la possibilité d'un redressement et d'une réinsertion dans la vie sociale que l'armée offre depuis de longues générations.

Il me semble donc que nous sommes suffisamment stricts en fixant comme règle la peine d'emprisonnement sans sursis égale ou supérieure à un an.

En outre, l'entrée dans l'armée est une possibilité, non un droit. Le fait de dire qu'une condamnation à quelques mois de prison sans sursis à l'âge de dix-huit ans n'interdit pas de se présenter à un bureau de recrutement pour souscrire un engagement n'oblige en aucune façon l'armée à l'accepter. C'est simplement une possibilité. L'autorité militaire examinera chaque cas.

Je comprends très bien que la commission ait estimé nécessaire de placer une barre au-dessus de laquelle l'autorité militaire ne pourra pas accepter des mauvais garçons. Mais au-dessous de cette barre, il n'est pas nuisible de laisser à un mauvais garçon la possibilité de se réhabiliter au sein de l'armée. Le fait d'autoriser cette possibilité ne constitue nullement une obligation pour l'armée de l'accepter. L'autorité militaire exerce un choix, et si, en fonction des motifs qui ont justifié le jugement, elle estime qu'il y a lieu d'écarter cette demande d'engagement, elle n'y donne pas suite.

La tradition, qui ne concerne qu'un petit nombre de jeunes garçons chaque année, permet à l'armée de redresser ce qu'on a coutume d'appeler « des fautes de jeunesse ». Il s'agit-là d'une disposition marginale. Il me semblerait contraire aux préoccupations que nous pouvons avoir dans la vie sociale d'aujourd'hui de laisser échapper cette possibilité, si faible soit-elle, pour l'armée de redresser des erreurs de jeunesse.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Joël Le Theule, rapporteur. La commission laisse l'Assemblée libre de son choix.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 171.

M. Pierre Villon. Le groupe communiste vote contre. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. de Grailly, rapporteur pour avis, a présenté un amendement, n° 161, libellé comme suit :

« Rédiger ainsi le quatrième alinéa de l'article 87 :

« Pour le mineur non émancipé, s'il n'est pourvu du consentement soit du père, soit de la mère, soit du tuteur, ou en cas de divorce, de séparation de corps des parents, du conjoint ayant la garde du mineur. »

Cet amendement n'est pas défendu.

Je suis saisi de deux amendements ayant le même objet.

L'amendement n° 100, présenté par M. Le Theule, rapporteur, est libellé comme suit :

« Après le cinquième alinéa de l'article 87, insérer le nouvel alinéa suivant : « — s'il ne jouit pas de ses droits civils. »

L'amendement n° 149 présenté par MM. Villon, Duroméa, Garcin est ainsi rédigé :

« Après le cinquième alinéa de l'article 87, insérer le nouvel alinéa suivant : « — s'il ne jouit de ses droits civils. »

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 100.

M. Joël Le Theule, rapporteur. Tout à l'heure, à titre personnel, je n'ai pas voté l'amendement du Gouvernement. Je suis donc favorable à l'amendement n° 100 qui a été adopté par la commission. Cependant, je conçois que l'Assemblée ne puisse pas l'accepter si elle veut rester logique avec le vote qu'elle vient d'émettre.

M. le président. Qu'advient-il de l'amendement n° 149 ?

M. Pierre Villon. C'est la même situation, monsieur le président.

M. le président. Les amendements n° 100 et 149 sont donc sans objet.

Je suis saisi de deux amendements pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 101 présenté par M. Le Theule, rapporteur, est ainsi rédigé :

« Après le cinquième alinéa de l'article 87 insérer le nouvel alinéa suivant :

« — s'il a été condamné à une peine privative de sa liberté pour crime ou délit et non assorti du bénéfice du sursis. »

L'amendement n° 150 présenté par MM. Villon, Duroméa, Garcin est libellé comme suit :

« Après le cinquième alinéa de l'article 87, insérer le nouvel alinéa suivant :

« — s'il a été condamné à une peine privative de sa liberté pour crime ou délit et non assortie du bénéfice de sursis. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. Je ne peux pas dire que cet amendement devient sans objet mais j'imagine mal que l'Assemblée, malgré la recommandation que je pourrais lui faire, accepte de le voter puisqu'elle a déjà adopté une disposition qui élimine celle-ci.

M. le président. Il en est sans doute de même de l'amendement n° 150 ?

M. Pierre Villon. Oui, monsieur le président.

M. le président. Les amendements n° 101 et 150 sont devenus sans objet.

Je suis saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° 102 présenté par M. Le Theule, rapporteur ; l'amendement n° 151 présenté par MM. Villon, Duroméa, Garcin.

Ces amendements sont ainsi rédigés :

« Après le cinquième alinéa de l'article 87, insérer le nouvel alinéa suivant :

« — s'il a été condamné pour délit de vol, recel, escroquerie, abus de confiance, attentat aux mœurs, outrage public à la pudeur ou proxénétisme. »

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 102.

M. Joël Le Theule, rapporteur. Même remarque que pour l'amendement précédent.

M. le président. La parole est à M. Villon, pour soutenir l'amendement n° 151.

M. Pierre Villon. Même remarque également, monsieur le président.

M. le président. Les amendements n° 102 et 151 sont devenus sans objet.

M. Le Theule, rapporteur, a présenté un amendement n° 103 ainsi rédigé :

« Compléter l'article 87 par le nouvel alinéa suivant : « L'engagement est souscrit au titre d'une armée. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. Cet amendement est à tout à fait différent.

La loi votée par l'Assemblée nationale il y a quelques années avait précisé, à la demande du Gouvernement, que l'engagement était « souscrit au titre d'une armée ». J'ai quelques raisons de m'en souvenir car l'Assemblée avait discuté sur une proposition de loi dont j'étais l'auteur. Or le Gouvernement, à l'époque, avait ainsi amendé ladite proposition de loi.

M. le président. Le Gouvernement accepte-t-il cet amendement ?

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Nous acceptons l'amendement n° 103 qui, comme la loi dont il s'agit, portera le nom de celui qui vient d'en parler.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 103.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...
Je mets aux voix l'article 87, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 87, ainsi modifié, est adopté.)

Articles 88 et 89.

M. le président. « Art. 88. — Le service compte du jour de la signature du contrat d'engagement ou, s'il n'y a pas d'interruption de service, de l'expiration de l'engagement précédent.

« L'engagé est admis à servir avec le grade qu'il a acquis. Toutefois, il peut être admis à servir avec un grade inférieur en cas d'interruption de service ou de changement d'armée. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 88.

(L'article 88 est adopté.)

M. le président. « Art. 89. — Le temps accompli en qualité d'engagé vient en déduction des obligations légales d'activité. Le cas échéant, il est compté comme effectué au titre du service national féminin. A l'expiration du ou des engagements successifs, l'intéressé reçoit application des dispositions des articles 67, deuxième alinéa, et 81 du code du service national. » — (Adopté.)

Article 90.

M. le président. « Art. 90. — Les sanctions visées à l'article 26-3° applicables aux engagés sont :

« — la radiation du tableau d'avancement ;

« — la réduction d'un ou plusieurs grades, classes ou catégories ;

« — la résiliation de l'engagement.

« Ces sanctions sont prononcées après l'avis d'un conseil d'enquête. »

M. Le Theule, rapporteur, a présenté un amendement, n° 104, ainsi rédigé :

« Supprimer le dernier alinéa de l'article 90. »

La parole est à **M. le rapporteur.**

M. Joël Le Theule, rapporteur. La commission de la défense nationale souhaite que cet alinéa soit supprimé car il fait double emploi avec les dispositions de l'article 27.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. La commission a raison.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 104.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...
Je mets aux voix l'article 90, modifié par l'amendement n° 104.
(L'article 90, ainsi modifié, est adopté.)

Article 91

M. le président. « Art. 91. — Le militaire engagé peut être mis en réforme définitive ou temporaire pour infirmités, impuissances ou non au service, sur avis médical.

« En cas de réforme définitive, l'engagement est résilié ; en cas de réforme temporaire, il est prorogé d'une durée égale à celle qui est comprise entre sa date d'expiration et la date de fin de réforme.

« Le temps passé en réforme temporaire est considéré comme service effectif pour le droit à pension. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 91.

(L'article 91 est adopté.)

Article 92.

M. le président. « Art. 92. — Il peut être mis fin à l'engagement pour raisons de santé dans les conditions fixées à l'article 91, pour motif disciplinaire dans les conditions fixées à l'article 90 ou sur demande de l'intéressé.

« Le non-renouvellement de l'engagement pour un motif autre que disciplinaire fait l'objet d'un préavis de deux mois. »
M. Le Theule, rapporteur, a présenté un amendement, n° 105, ainsi rédigé :

« A la fin du deuxième alinéa de l'article 92, substituer aux mots : « deux mois », les mots : « trois mois ».

La parole est à **M. le rapporteur.**

★

M. Joël Le Theule, rapporteur. En cas de non-renouvellement de l'engagement, le texte du Gouvernement prévoit un préavis de deux mois ; il a semblé à la commission qu'un préavis de trois mois serait préférable car il faut un minimum de temps pour retrouver une situation.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Mon observation rejoindra celle que j'ai faite tout à l'heure : dans la situation présente, il n'y a pas de préavis ; c'est donc un progrès considérable que d'établir un préavis de deux mois.

Ainsi que je l'ai indiqué, en matière de préavis avant la fin d'un contrat quel qu'il soit, je suis obligé par la force des choses de prendre l'avis des deux ministres qui ont la charge du respect des statuts de la fonction publique, ne serait-ce qu'en fonction des problèmes de parité.

Il nous a paru que la décision d'instituer un préavis de deux mois répond à un principe très général et représente un progrès considérable par rapport à la situation présente.

Je demande donc à la commission, comme elle l'a fait tout à l'heure, de bien vouloir s'aligner sur une disposition qui marque un progrès très important et qui établit, avec l'accord des ministres responsables, un système tout à fait comparable à celui qui, dans certains cas, intervient pour la fonction civile.

M. le président. La parole est à **M. le rapporteur.**

M. Joël Le Theule, rapporteur. J'ai entendu et compris l'appel de **M. le ministre d'Etat.**

La commission, qui regrettera de ne pas voir figurer dans les textes un préavis de trois mois, apprécie néanmoins la novation intéressante apportée par le Gouvernement qui accepte deux mois par rapport à zéro et s'aligne sur le souhait du Gouvernement.

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Je vous remercie.

M. le président. L'amendement n° 105 est donc retiré.

Je mets aux voix l'article 92.

Personne ne demande plus la parole?...

(L'article 92 est adopté.)

Articles 93 à 97.

M. le président. « Art. 93. — Le premier alinéa de l'article 32 et les articles 34, 52 à 55 de la présente loi sont applicables aux engagés. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 93.

(L'article 93 est adopté.)

« Art. 94. — L'engagé ayant accompli des obligations d'une durée supérieure à celle du service actif bénéficie des dispositions relatives aux emplois réservés.

« Celui qui accomplit des services d'une durée d'au moins quatre années reçoit, s'il le demande, une formation professionnelle le préparant à l'exercice d'un métier dès le retour dans la vie civile. » — (Adopté.)

« Art. 95. — Pour l'accès aux emplois de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics et des entreprises publiques dont le personnel est soumis à un statut réglementaire, l'engagé visé au premier alinéa de l'article précédent bénéficie, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, des dispositions suivantes :

« 1. La limite d'âge supérieure pour l'accès à ces emplois est reculée, dans la limite de dix années, d'un temps égal à celui qui a été passé effectivement sous les drapeaux ;

« 2. Pour l'accès auxdits emplois, les diplômes et qualifications militaires pourront être substitués aux titres et diplômes exigés par les statuts particuliers. » — (Adopté.)

« Art. 96. — Le temps passé sous les drapeaux pour un engagé accédant à un emploi visé à l'article 95 ci-dessus est compté pour l'ancienneté :

« a) Pour les emplois de catégorie C et D, ou de même niveau de qualification, pour sa durée effective jusqu'à concurrence de dix ans ;

« b) Pour les emplois de catégorie B, ou de même niveau de qualification, pour la moitié de sa durée effective jusqu'à concurrence de cinq ans, à condition que l'intéressé n'ait pas demandé, pour faire acte de candidature au concours ou à l'examen, le bénéfice des dispositions prévues à l'article 95-2 ci-dessus. » — (Adopté.)

« Art. 97. — L'engagement souscrit par les élèves des écoles militaires peut être contracté dès l'âge de seize ans ; seul le temps accompli après dix-sept ans ou après la sortie d'une école militaire vient en déduction des obligations légales d'activité. » — (Adopté.)

Article 98.

M. le président. Je donne lecture de l'article 98 :

CHAPITRE III**Militaires servant à titre étranger.**

« Art. 98. — En temps de paix, nul ne peut être admis à servir à titre étranger :

- « — s'il n'a dix-sept ans au moins et quarante ans au plus ;
- « — s'il ne justifie de son identité et, pour le mineur non émancipé, du consentement du représentant légal ;
- « — s'il ne présente les aptitudes exigées pour l'exercice de la fonction.

« Malgré l'absence des pièces justificatives prévues à l'alinéa précédent, l'autorité militaire désignée par le ministre peut accepter l'engagement. »

MM. Pierre Villon, Duroméa, Garcin ont présenté un amendement n° 152 libellé comme suit :

« Rédiger ainsi le premier alinéa de l'article 98 :

- « En temps de paix, nul ne peut être admis à titre étranger. En temps de guerre, nul ne peut être admis à servir : »

La parole est à M. Duroméa.

M. André Duroméa. Cet amendement a pour but d'empêcher, en temps de paix, la formation d'unités composées d'étrangers.

M. le ministre nous a dit lui-même que l'armée était une armée nationale. Nous pensons qu'elle doit le rester et demandons que la formation de régiments étrangers soit limitée au temps de guerre.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Joël Le Theule, rapporteur. La commission de la défense a, bien entendu, repoussé cet amendement qui aurait pour conséquence, s'il était adopté, de supprimer la Légion étrangère. Nous avons d'ailleurs été très surpris par l'une des signatures qui figurent au bas de cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Le Gouvernement, comme M. le rapporteur, s'étonne de voir figurer au nombre des auteurs de cet amendement M. le maire d'Aubagne. Je me demande s'il en a pris connaissance avant sa discussion et je présume qu'il ne se réjouira pas de lire demain dans les journaux que la Légion étrangère a été condamnée par le maire de la ville où elle est actuellement, pour une grande partie, en garnison.

Cela dit, je me rallie à l'avis défavorable de la commission.

M. Edmond Garcin. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Garcin.

M. Edmond Garcin. Puisque M. le ministre me fait l'honneur de me mettre en cause, je me permets de lui faire remarquer que notre amendement n'ayant pas d'effet rétroactif, la Légion étrangère continuerait d'exister même s'il était adopté.

Simplement, s'il n'y a plus de guerre, il n'y aura plus d'engagements. Je ne crois pas que ma position soit condamnable.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale.

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. L'adoption de l'amendement n° 152 aurait comme conséquence, la rapide disparition, à Aubagne, de la Légion étrangère, qui ne vit que grâce aux nouveaux engagements.

Cela dit, je prends acte des déclarations de M. Garcin.

M. le président. La parole est à M. Garcin.

M. Edmond Garcin. S'il est exact, monsieur le ministre d'Etat, que la Légion étrangère enregistre de nombreux engagements, elle connaît également de nombreux cas de désertion.

M. Alexandre Sanguinetti, président de la commission. Cela a toujours été sa maladie !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 152. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix l'article 98. (L'article 98 est adopté.)

Article 99.

M. le président. « Art. 99. — Le militaire qui sert à titre étranger est, quel que soit son grade, lié au service par un contrat d'engagement.

« Il souscrit le premier engagement en qualité d'homme du rang. Celui qui a servi en qualité d'officier dans une armée étrangère peut être admis, par décret, comme officier à titre étranger. »

MM. Pierre Villon, Duroméa, Garcin ont présenté un amendement n° 153 libellé comme suit :

« Compléter le premier alinéa de l'article 99 par les mots : « pour la durée de la guerre ».

Cet amendement est retiré par ses auteurs.

M. Stehlin a présenté un amendement n° 44 ainsi conçu :

« I. — Rédiger ainsi le début de la dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 99 : « ceux qui ont servi en qualité d'officiers ». (Le reste sans changement.)

« II. — En conséquence, dans la même phrase, substituer au mot : « peut », le mot : « peuvent ».

La parole est à M. Dronne, pour soutenir cet amendement.

M. Raymond Dronne. L'amendement présenté par M. Stehlin est un amendement de pure forme qui tend à substituer le pluriel au singulier.

Je crois que cette rédaction est meilleure, et peut être adoptée.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Joël Le Theule, rapporteur. La commission a adopté cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Le Gouvernement donne un avis favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 44, accepté par la commission et le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements identiques : L'amendement n° 20, présenté par M. Julia, et l'amendement n° 45 corrigé, présenté par M. Stehlin.

Ces amendements sont ainsi rédigés :

« Dans la dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 99, après les mots : « dans une armée étrangère », insérer les mots : « ou l'élève étranger d'une école militaire française ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. La commission a adopté l'amendement de M. Julia et, si vous le permettez, en l'absence de l'auteur, je désirerais le soutenir.

L'article 99, dans son deuxième alinéa, prévoit que ceux qui ont servi en qualité d'officier dans une armée étrangère peuvent être admis, par décret, comme officiers à titre étranger.

Nous souhaitons que cette disposition puisse être étendue aux élèves étrangers d'une école militaire française qui demanderaient à servir dans l'armée française.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Le Gouvernement donne un avis favorable.

M. le président. Je mets aux voix le texte commun des amendements n° 20 et 45 corrigé, acceptés par la commission et par le Gouvernement.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 99.

(L'article 99, ainsi modifié, est adopté.)

Article 100.

M. le président. « Art. 100. — L'officier servant à titre étranger peut être admis à servir à titre français après acquisition de la nationalité française. Il conserve son grade et prend rang, à compter de la date de son intégration, dans les cadres français. » Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 100.

(L'article 100 est adopté.)

Avant l'article 101.

M. le président. Je donne lecture du titre IV :

Dispositions concernant les personnels accomplissant le service militaire dans les conditions prévues par le code du service national et les militaires des réserves.

M. le Theule, rapporteur, a présenté un amendement, n° 166, libellé comme suit :

« Avant l'article 101, dans l'intitulé du titre IV, supprimer les mots : « les personnels accomplissant le service militaire dans les conditions prévues par le code du service national et... ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. Cet amendement n'a plus d'objet.

M. le président. L'amendement est sans objet. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix le libellé du titre IV. (Le libellé du titre IV est adopté.)

M. le président. « Art. 101. — Les dispositions des articles 4 et 5 du titre I de la présente loi sont applicables, quel que soit leur grade, aux personnels présents sous les drapeaux en application des dispositions du code du service national. » Je suis saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° 106 présenté par M. Le Theule, rapporteur ; l'amendement n° 193 présenté par MM. Delorme, Dardé et les membres du groupe socialiste.

Ces amendements sont ainsi rédigés :
« Supprimer l'article 101. »

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 106.

M. Joël Le Theule, rapporteur. Cet amendement n'a plus d'objet.

M. Jean Dardé. De même pour l'amendement n° 193.

M. le président. Les amendements n° 106 et 193 sont devenus sans objet. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix l'article 101. (L'article 101 est adopté.)

Article 102.

M. le président. « Art. 102. — Les jeunes gens accomplissant le service militaire actif ont la faculté pendant les permissions et congés de se livrer, en tenue civile et sous leur propre responsabilité et, le cas échéant, celle de leur employeur, à un travail rémunéré ou non. »

Je suis saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° 107 présenté par M. Le Theule, rapporteur ; l'amendement n° 194 présenté par MM. Delorme, Dardé et les membres du groupe socialiste.

Ces amendements sont ainsi rédigés :
« Supprimer l'article 102. »

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 107.

M. Joël Le Theule, rapporteur. Ces amendements n'ont plus d'objet.

M. Jean Dardé. C'est exact.

M. le président. Les amendements n° 107 et 194 sont devenus sans objet. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix l'article 102. (L'article 102 est adopté.)

Article 103.

M. le président. « Art. 103. — Le statut des officiers et des sous-officiers de réserve est fixé par décret en Conseil d'Etat. « L'officier ou le sous-officier de réserve ne peut être promu au grade supérieur que s'il compte, dans le grade, une ancienneté au moins égale à celle de l'officier ou du sous-officier de carrière du même corps et du même grade le moins ancien en grade promu, à titre normal, la même année. »

MM. Delorme, Dardé et les membres du groupe socialiste ont présenté un amendement, n° 195, ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 103. »

La parole est à M. Dardé.

M. Jean Dardé. Cet amendement n'a plus de raison d'être.

M. le président. L'amendement n° 195 est sans objet.

M. Le Theule, rapporteur, a présenté un amendement, n° 108, libellé comme suit :

« Rédiger ainsi le début du premier alinéa de l'article 103 :
« Sous réserve des dispositions de l'article 3, le statut des officiers » (le reste sans changement).

M. Joël Le Theule, rapporteur. La nouvelle rédaction que nous vous proposons fait allusion à l'article 3 qui limite un certain nombre de possibilités de dérogation. Ce n'est pas une modification mais une référence apportée au texte du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Le Gouvernement accepte cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 108. (L'amendement est adopté.)

M. le président. MM. Pierre Villon, Duroméa, Garcin ont présenté un amendement, n° 154, ainsi rédigé :

« Dans le premier alinéa de l'article 103, substituer aux mots : « décret en Conseil d'Etat », les mots : « la loi. » La parole est à M. Villon.

M. Pierre Villon. Logiques avec nous-mêmes, nous demandons cette substitution car certains articles du statut des officiers et sous-officiers de réserve comportent la fixation des limites d'âge, du recrutement, etc, autant de matières ressortissant à la compétence législative. Nous ne voyons pas comment peut être élaboré un statut des officiers et sous-officiers de réserve par la voie réglementaire alors que toute une partie de ce statut sera réglée par la loi. Nous proposons donc qu'une loi fixe le statut des officiers et sous-officiers de réserve.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. La commission de la défense nationale a repoussé cet amendement. En effet, une décision du Conseil constitutionnel de novembre 1966 précise que toute disposition relative au statut des officiers de réserve doit être prise par voie réglementaire.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale.

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. L'amendement n° 108, qui a été voté à la demande de la commission de la défense nationale donne d'ailleurs des garanties supplémentaires en limitant le domaine réglementaire pour tout ce qui concerne les officiers de réserve.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 154, repoussé par la commission et par le Gouvernement. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix l'article 103, modifié par l'amendement n° 108.

(L'article 103, ainsi modifié, est adopté.)

Article 104.

M. le président. « Art. 104. — Le droit au commandement des militaires de réserve par rapport aux militaires de carrière et assimilés de même grade est établi sur la durée des services actifs accomplis dans le grade.

« A durée égale de services actifs dans le grade, les militaires de carrière exercent le commandement. »

MM. Delorme, Dardé et les membres du groupe socialiste ont présenté un amendement n° 196 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 104. »

La parole est à M. Dardé.

M. Jean Dardé. Cet amendement est sans objet.

M. le président. L'amendement n° 196 n'a plus d'objet.

MM. Pierre Villon, Duroméa, Garcin ont présenté un amendement n° 155 libellé comme suit :

« Rédiger ainsi le deuxième alinéa de l'article 104 :

« En situation d'active ils bénéficient des mêmes droits et avantages que les officiers et sous-officiers de carrière. »

La parole est à M. Villon.

M. Pierre Villon. Nous estimons que le cadre des officiers doit être un et indivisible et qu'il ne doit pas exister d'officiers en situation d'infériorité par rapport à leurs camarades.

D'autre part, notre texte permet de donner de l'avancement à des officiers de réserve qui le méritent. Il permet aussi à l'armée d'avoir des cadres de qualité.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. La commission s'est prononcée contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Le Gouvernement appuie la commission.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 155. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix l'article 104. (L'article 104 est adopté.)

Article 105.

M. le président. « Art. 105. — Les personnels des corps spéciaux et des cadres d'assimilés spéciaux visés à l'article 83 du code du service national ne détiennent de grade d'assimilation que lorsqu'ils sont en activité dans l'emploi auquel ils ont été affectés ; ils n'exercent de commandement qu'à l'intérieur de leur formation. »

MM. Delorme, Dardé et les membres du groupe socialiste ont présenté un amendement n° 197 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 105. »

La parole est à M. Dardé.

M. Jean Dardé. Cet amendement est devenu sans objet.

M. le président. L'amendement n° 197 est devenu sans objet. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 105.

(L'article 105 est adopté.)

Article 106.

M. le président. Je donne lecture de l'article 106 :

TITRE V

Dispositions diverses et dispositions transitoires.

« Art. 106. — Des décrets en Conseil d'Etat déterminent les modalités d'application de la présente loi et notamment les conditions dans lesquelles a lieu le placement dans les positions d'activité, de service détaché, de non-activité, hors cadres ou de retraite, les conditions d'octroi des congés ainsi que, le cas échéant, les modalités de réintégration dans le corps d'origine, les statuts des militaires engagés et des militaires étrangers, la durée des engagements à contracter, les modalités de résiliation éventuelle de ces engagements ainsi que les conditions dans lesquelles le militaire servant en vertu d'un contrat peut bénéficier des congés prévus par la présente loi pour les militaires de carrière.

« Ces décrets détermineront les conditions dans lesquelles le ministre pourra déléguer les pouvoirs qu'il tient de la présente loi. »

M. Le Theule, rapporteur, a présenté un amendement n° 109 libellé comme suit :

« Rédiger ainsi l'article 106 :

« Des décrets en Conseil d'Etat déterminent les modalités d'application de la présente loi et les conditions dans lesquelles le ministre peut déléguer les pouvoirs qu'elle lui confère. »

La parole est M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. Cet amendement se justifie de lui-même. Il s'agit de dispositions anciennes que l'on souhaite voir maintenues dans ce texte.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Le Gouvernement est favorable à l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 109.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article 106.

Article 107.

M. le président. « Art. 107. — Les dispositions de la présente loi sont applicables aux corps militaires relevant du ministre chargé de la marine marchande, qui exerce à leur égard les pouvoirs dévolus au ministre dont relèvent les armées. »

Je suis saisi de deux amendements pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 110, présenté par M. Le Theule, rapporteur, est libellé comme suit :

« A la fin de l'article 107, substituer aux mots : « qui exerce à leur égard les pouvoirs dévolus au ministre dont relèvent les armées », les mots : « dans les conditions prévues par les statuts particuliers de ces corps ».

L'amendement n° 172, présenté par le Gouvernement, est ainsi libellé :

« Après les mots : « marine marchande », rédiger ainsi la fin de l'article 107 :

« qui exerce, conjointement avec le ministre dont relèvent les armées, les pouvoirs dévolus à celui-ci ».

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 110.

M. Joël Le Theule, rapporteur. L'article 107 a été examiné très longuement par la commission de la défense nationale qui, dans un premier temps, avait proposé un amendement qu'elle a ensuite modifié.

Or le texte du Gouvernement est supérieur à celui de la commission. L'amendement n° 172 qui nous est présenté ce soir par le Gouvernement est plus clair et correspond parfaitement

au souhait très légitime des intéressés de demeurer sous la tutelle du ministre des armées et non pas d'être abandonnés plus ou moins au ministre chargé de la marine marchande.

M. le président. L'amendement n° 110 est donc retiré.

Je mets aux voix l'amendement n° 172.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 107, modifié par l'amendement n° 172.

(L'article 107, ainsi modifié, est adopté.)

Article 108.

M. le président. « Art. 108. — Le code des pensions civiles et militaires de retraite est modifié ainsi qu'il suit :

« I. — Les 1^{er} et 2^e de l'article L. 6 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. L. 6. — Le droit à pension est acquis :

« 1^{er} Aux officiers et aux militaires non officiers qui ont accompli quinze ans de services civils et militaires effectifs ;

« 2^e Sans condition de durée de services aux officiers et sous-officiers de carrière radiés des cadres par suite d'infirmités. »

« II. — L'article L. 7 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 7. — Le droit à solde de réforme est acquis :

« 1^{er} S'ils sont réformés définitivement pour infirmités, aux militaires non officiers servant par contrat au-delà de la durée légale et qui ne peuvent prétendre au bénéfice des dispositions de l'article L. 6 (3^e et 4^e) ;

« 2^e Aux officiers et sous-officiers de carrière comptant moins de quinze ans de services civils et militaires radiés des cadres par mesure disciplinaire. »

« III. — L'article L. 21 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 21. — Les bénéfices de campagnes et les bonifications pour services aériens et sous-marins ne peuvent entrer en compte pour la liquidation de la pension allouée aux officiers radiés des cadres par mesure disciplinaire avant d'avoir accompli vingt-cinq ans de services effectifs. »

« IV. — Le II de l'article L. 24 est remplacé par les dispositions suivantes :

« II. — La jouissance de la pension militaire est immédiate :

« 1^{er} Pour les officiers radiés des cadres par limite d'âge ainsi que pour ceux réunissant, à la date de leur radiation des cadres, vingt-cinq ans de services effectifs ou qui ont été radiés des cadres par suite d'infirmités ;

« 2^e Pour les militaires non officiers. »

« V. — Le 3^e de l'article L. 25 est modifié comme suit :

« 3^e Pour les officiers radiés des cadres par mesure disciplinaire avant d'avoir accompli vingt-cinq ans de services effectifs, jusqu'à la date à laquelle ils auraient atteint la limite d'âge en vigueur à la date de cette radiation, et sans que cette jouissance puisse être antérieure au cinquantième anniversaire. »

« VI. — Aux articles L. 36 et L. 74, partout où elle figure, l'expression : « placés en situation hors cadre » est remplacée par : « en service détaché ».

« VII. — Au deuxième alinéa de l'article L. 79, le mots « ren-gagement » est remplacé par : « engagement ».

« VIII. — Le dernier alinéa de l'article L. 80 est modifié comme suit :

« Les services accomplis par les militaires de réserve rappelés ou maintenus en activité en vertu des articles 76 — deuxième alinéa — 77, 82 — deuxième alinéa à l'exception du cas de convocation pour les périodes d'exercice et 84 — quatrième alinéa du code du service national entrent en compte... » (le reste de l'alinéa sans changement).

M. Le Theule, rapporteur, a présenté un amendement n° 111 libellé comme suit :

« Dans le troisième alinéa (1^{er}) du paragraphe II de l'article 108, supprimer les mots : « non officiers ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. Cet amendement tombe.

M. le président. L'amendement n° 111 n'a plus d'objet.

Le Gouvernement a présenté un amendement n° 173 libellé en ces termes :

« Rédiger ainsi le paragraphe VIII de l'article 108 :

« Le dernier alinéa de l'article L. 80 est modifié comme suit :

« Les services accomplis par les militaires de réserve, rappelés ou maintenus en activité en vertu des articles 76 — deuxième alinéa — 77, 82 et 84 du code du service national — à l'exception des périodes volontaires d'exercice — entrent en compte... » (le reste de l'alinéa sans changement).

La parole est à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale.

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. L'objet de l'amendement gouvernemental est, pour employer un terme en usage, de « mettre en harmonie » les dispositions rappelées dans ce texte avec celles du code des pensions civiles et militaires de retraite.

La rédaction de l'actuel article 108, paragraphe VIII, du projet de statut général des militaires ne prévoyant pas la prise en compte des périodes obligatoires d'exercices effectuées en application des articles 82 et 84 du code de service national, il importe de le compléter, les périodes volontaires d'exercice étant seules exclues du bénéfice de l'article I. 80 du code des pensions civiles et militaires de retraite, modifié par l'article 108 du présent texte.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. La commission redoutait cette explication car elle pensait que le texte du Gouvernement, première manière, était meilleur que le texte du Gouvernement, seconde manière.

En revanche, ce texte-ci correspond à celui voté pour le code du service national. La commission espérait que le Gouvernement continuerait de faire preuve, dans ce domaine, de l'esprit novateur qu'il a manifesté à plusieurs reprises dans l'élaboration de ce texte.

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Je me permets de maintenir le nouveau texte.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 173.

(Après une épreuve à main levée déclarée douteuse, l'Assemblée est consultée par assis et levé.)

M. le président. L'amendement n'est pas adopté.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 108.

(L'article 108 est adopté.)

Article 109.

M. le président. « Art. 109. — Le code du service national est modifié ainsi qu'il suit :

« Sont supprimés :

« — au deuxième alinéa de l'article 67, les mots : « un rengagé ou un commissionné » ;

« — à l'article 92, *in fine*, les mots : « ou de rengagé » ;

« — à l'article 120, les mots : « ou rengagements et des commissions » ;

« — à l'article 137, les mots : « ou rengagements ».

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 109.

(L'article 109 est adopté.)

Article 110.

M. le président. « Art. 110. — I. — Sous réserve du II ci-dessous, les dispositions de la présente loi entrent en vigueur soit immédiatement, soit pour celles d'entre elles dont les conditions d'application doivent être fixées par décrets, à la date d'entrée en vigueur de ces décrets.

« II. — Les dispositions particulières régissant actuellement les corps de personnel militaire demeurent en vigueur jusqu'aux dates auxquelles seront publiés les décrets portant, en application de la présente loi, statut particulier pour les différents corps.

« III. — Aux dates d'entrée en vigueur de la présente loi résultant des I et II ci-dessus seront abrogées toutes dispositions qui lui seraient contraires, notamment dans les textes suivants :

« — le décret impérial du 16 juin 1808 concernant le mariage des militaires en activité de service ;

« — le décret impérial du 3 août 1808 ;

« — la loi du 14 avril 1832 sur l'avancement dans l'armée ;

« — la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers ;

« — les articles 3 et 5 de la loi du 4 août 1839 sur l'organisation de l'état-major général de l'armée ;

« — la loi du 13 mars 1875 relative à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active ;

« — la loi du 16 mars 1882 sur l'administration de l'armée ;

« — l'article 41 de la loi du 17 avril 1906 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1906 ;

« — la loi du 16 février 1912 modifiant les lois du 4 août 1939 sur l'organisation de l'état-major général, et du 13 mars 1875, relative à la constitution des cadres et effectifs de l'armée, en ce qui concerne l'admission à la retraite et le passage anticipé dans la section de réserve des officiers généraux et fonctionnaires de grades correspondants ;

« — l'article 1^{er} de la loi du 30 avril 1920 portant modification à la législation des pensions civiles et militaires ;

« — l'article 3 de la loi du 8 juillet 1920 modifiant les limites d'âge des officiers généraux, colonels et fonctionnaires militaires de grades correspondants ;

« — l'article 85 de la loi de finances du 31 juillet 1920 ;

« — la loi du 8 janvier 1925 sur l'organisation des cadres des réserves de l'armée de terre ;

« — la loi du 26 décembre 1925 relative au dégagement des cadres et à l'aménagement des cadres de l'armée ;

« — les articles 6 à 8 de la loi du 30 mars 1928 relative au statut du personnel navigant de l'aéronautique ;

« — la loi du 30 mars 1928 relative au statut des sous-officiers de carrière ;

« — les articles 30, 64 à 85 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée ;

« — la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte ;

« — l'article 91 de la loi de finances du 31 mars 1932 ;

« — le titre II de la loi du 13 décembre 1932 relative au recrutement de l'armée de mer et à l'organisation de ses réserves ;

« — la loi du 9 avril 1935 fixant le statut du personnel des cadres actifs de l'armée de l'air ;

« — les articles 19 à 25 de la loi du 11 avril 1935 sur le recrutement de l'armée de l'air ;

« — l'article 79 de la loi du 31 décembre 1936 portant fixation du budget général de l'exercice 1937 ;

« — le décret-loi du 1^{er} septembre 1939 relatif au passage par anticipation dans la deuxième section et à la mise à la retraite des officiers généraux ;

« — le décret-loi du 4 octobre 1939 relatif aux nominations et aux promotions des officiers à titre définitif pendant la durée de la guerre ;

« — la loi du 5 septembre 1940 relative à l'avancement des prisonniers de guerre ;

« — la loi du 11 octobre 1940 portant autorisation de suspendre provisoirement les dispositions légales et réglementaires relatives à l'obligation pour les officiers appelés à être promus au grade supérieur d'avoir accompli leur temps de commandement ;

« — la loi du 4 septembre 1943 élevant au triple de la valeur des objets perdus le montant des remboursements incombant, le cas échéant, aux comptables et détenteurs responsables du matériel ;

« — l'ordonnance n° 45-1380 du 23 juin 1945 portant réforme générale du régime de solde des militaires et assimilés des armées de terre, de mer et de l'air ;

« — l'article 14 de la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 ;

« — l'article 24 de la loi n° 49-983 du 23 juillet 1949 portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1949 ;

« — l'article 35 de la loi n° 50-857 du 24 juillet 1950 relative au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950 ;

« — les articles 25 à 28 de la loi n° 52-757 du 30 juin 1952 relative au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952 ;

« — la loi n° 54-1295 du 29 décembre 1954 relative au congé spécial pour exercice de fonctions électives ;

« — l'article 5 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des finances et des affaires économiques pour l'exercice 1955 ;

« — la loi n° 55-761 du 3 juin 1955 relative aux droits et obligations des officiers de l'armée active en non-activité par suppression de l'emploi ou licenciement de corps ;

« — la loi n° 56-1115 du 9 novembre 1956 portant création et statut du corps des magistrats militaires, du cadre des officiers greffiers et des cadres des sous-officiers commis greffiers et des sous-officiers huissiers appariteurs du service de la justice militaire des forces armées ;

« — l'ordonnance n° 58-1329 du 23 décembre 1958 relative à la situation hors cadre et à la position spéciale hors cadre des personnels militaires ;

« — la loi n° 59-854 du 15 juillet 1959 fixant les conditions de recrutement et d'avancement des cadres du service du matériel de l'armée de terre ;

« — la loi n° 61-1411 du 22 décembre 1961 relative aux corps militaires de contrôle ;

« — la loi n° 64-1329 du 26 décembre 1964 relative à la création de cadres d'officiers techniciens de l'armée de terre et de l'armée de l'air ;

« — la loi n° 65-476 du 24 juin 1965 portant fusion de l'intendance militaire métropolitaine et de l'intendance militaire des troupes de marine ;

« — les articles 30 à 32 de la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national ;

« — la loi n° 65-569 du 13 juillet 1965 portant création d'un corps d'officiers d'administration du service de santé des armées ;

« — la loi n° 66-297 du 13 mai 1966 relative aux corps des chefs et sous-chefs de musique de l'armée de terre et au statut des chefs et sous-chefs de musique des armées ;

« — la loi n° 66-298 du 13 mai 1966 portant réorganisation de certains cadres d'officiers et de sous-officiers de l'armée de terre ;

« — les articles 3 à 6 et 10 de la loi n° 66-474 du 5 juillet 1966 portant création du corps militaire du contrôle général des armées ;

« — les articles 3 à 32 et 34 de la loi n° 67-1115 du 21 décembre 1967 relative aux corps militaires des ingénieurs de l'armement et des ingénieurs des études et techniques d'armement, modifiée par la loi n° 70-4 du 2 janvier 1970 ;

« — l'article 1^{er} de la loi n° 68-688 du 31 juillet 1968 définissant le régime de l'engagement dans les armées, modifiée par la loi n° 70-596 relative au service national du 9 juillet 1970 (art. 29) ;

« — les articles 2 à 32 de la loi n° 68-703 du 31 juillet 1968 relative aux corps militaires des médecins des armées, des pharmaciens-chimistes des armées, des personnels militaires féminins, des officiers techniciens et des sous-officiers du service de santé des armées, modifiée par la loi n° 70-540 du 24 juin 1970 ;

« — la loi n° 69-1138 du 20 décembre 1969 modifiant la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte ;

« — les articles 3 à 8 de la loi n° 70-5 du 2 janvier 1970 relative au corps militaire des ingénieurs des études et techniques de travaux maritimes ;

« — les articles 2 à 9 de la loi n° 71-460 du 18 juin 1971 relative au corps des vétérinaires biologistes des armées. »

M. Le Theule, rapporteur, a présenté un amendement n° 112, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le début du paragraphe III de l'article 110 :

« Sous réserve des droits acquis aux dates d'entrée en vigueur » (le reste sans changement).

La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. Monsieur le président, monsieur le ministre, nous aurions aimé que la rédaction de cet amendement commençât par la phrase : « Sous réserve des droits acquis aux dates d'entrée en vigueur ».

Nous souhaitons que ce texte soit adopté, tout en nous demandant si le statut des militaires prévoit des droits acquis. D'après le Conseil d'Etat il semble que non. Néanmoins, le texte proposé par la commission peut apparaître, pour l'immense majorité de l'Assemblée, comme une sage précaution.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Je vois mal la portée de cet additif. En effet, quels sont les droits acquis envisagés par cette disposition ?

Vous me voyez hésitant car c'est là un point tout à fait nouveau. Nous venons d'adopter un statut dont les dispositions sont plus favorables, dans leur ensemble, à celles qui existent actuellement. On ne peut réserver des droits acquis que dans la mesure où ils seraient supérieurs à ceux résultant du nouveau texte. Très franchement, je me permets de demander une explication à la commission. Je ne crois pas que des dispositions de codification aient jamais contenu une mesure analogue.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. Sans aller jusqu'à imputer à M. le ministre d'Etat une part de responsabilité dans l'initiative de la commission, je plaiderai que l'article 110 est particulièrement long et qu'en dépit de ses efforts la commission n'a pu l'étudier point par point et distinguer ce qui était abrogé et ce qui ne l'était pas.

Nous avons donc pris une précaution. Pour vous parler très franchement, nous ne savons pas la portée exacte de notre initiative (*Sourires*), mais elle est de nature à nous rassurer. Elle ne doit pas vous choquer car je suis incapable de vous préciser les dispositions qui risquent, par voie de décret, de remettre en cause certains droits acquis.

Le problème n'est pas clair pour un parlementaire moyen qui saisit mal l'exacte portée de cet article 110.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale.

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Encore une fois, ce n'est pas le lieu d'en discuter très longuement, mais sachez que cette disposition, si vous l'adoptez, nourrira abondamment les tribunaux.

De quoi s'agit-il ? Vous votez un statut qui comporte 110 articles et se substitue à une série de dispositions dont certaines remontent à 1808, si d'autres sont plus récentes.

Dans quelle mesure, ici ou là, quelqu'un n'exhumerait-il pas un article d'un texte du XIX^e siècle pour l'opposer, devant un tribunal, à telle disposition que vous venez de voter, article qui lui accorderait un droit ou supérieur ou inférieur ? Il n'est pas possible de répondre à la question. Je crains grandement que l'amendement de la commission n'entraîne purement et simplement un très grand contentieux.

Je me permets de le lui dire et franchement, parmi toutes les critiques que j'ai entendues, il n'en est au moins aucune de ce genre. Les dispositions que nous vous demandons d'accepter — et que vous avez d'ailleurs votées pour 109 articles du projet — sont, pour ce qui concerne le droit des personnes, dans tous les cas plus favorables aux textes antérieurs.

Naturellement, demeure le problème, évoqué au moment de la discussion de l'article 3, des domaines législatif et réglementaire. Mais sous cette réserve d'ordre juridique, qui ne porte donc pas sur le fond des choses, les droits issus de ce statut sont, en général, pour les personnes, de meilleure qualité que ceux résultant des textes antérieurs.

J'aurais souhaité que la commission de la défense nationale ne maintint pas cet amendement. Cela dit, si l'Assemblée désire alimenter abondamment les tribunaux...

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. Je pense, monsieur le ministre d'Etat, qu'en présence d'un article aussi considérable que l'article 110, il faut se montrer prudent.

Vous-même l'avez été car votre paragraphe III est d'une très grande circonspection qui contraste avec les articles d'abrogation auxquels nous sommes accoutumés, puisqu'il commence ainsi : « Aux dates d'entrée en vigueur de la présente loi résultant des I et II ci-dessus seront abrogées toutes dispositions qui lui seraient contraires... »

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Je n'insiste pas, monsieur le président.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 112, implicitement accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements.

L'amendement n° 46 présenté par M. Brocard est ainsi libellé :

« Compléter le huitième alinéa du paragraphe III de l'article 110 (loi du 16 mars 1882) par les mots : « , à l'exception des articles 3, 25, 26 et 42. »

M. Jean Brocard. Monsieur le président, je vous demanderai la permission de défendre en même temps mon amendement n° 47, qui n'est pas sans lien avec celui-ci.

M. le président. C'est entendu.

L'amendement n° 47 présenté par M. Brocard est conçu dans ces termes :

« Dans le quarante-septième alinéa du paragraphe III de l'article 110 (loi n° 66-474 du 5 juillet 1966), substituer aux mots : « articles 3 à 6 », les mots : « articles 5, 6 ». »

La parole est à M. Brocard.

M. Jean Brocard. Je rejoindrai ce que disait le rapporteur de la commission de la défense nationale : le nombre des textes abrogés — ou partiellement abrogés — dans l'article 110 est considérable, et le parlementaire moyen ne peut tout contrôler.

Je dois avouer, monsieur le ministre d'Etat, que je me suis penché sur certains de ces articles et, en particulier, sur ceux intéressant un corps que je connais bien, celui du contrôle général des armées. Je me suis aperçu que l'on avait abrogé certains textes relatifs au contrôle de l'armée, mais non ceux portant sur le contrôle de la marine. Pourquoi le texte sur le contrôle de l'aéronautique n'est-il pas abrogé ? Il y a donc eu des oublis. Cette distorsion m'a conduit à déposer mes deux amendements.

Je demande le maintien de certains articles essentiels des lois fondamentales, comme celle du 16 mars 1882 qui a créé le corps de contrôle, et celle du 5 juillet 1966, portant création du corps militaire du contrôle général des armées. Je suis donc d'accord pour l'abrogation de la loi du 16 mars 1882 à l'exception de ses articles 3, 25, 26 et 42 jusqu'à extinction totale des corps de contrôle de l'administration de l'armée et de l'aéronautique. Ces articles traitent justement de problèmes réglés par la loi, à savoir l'institution de corps de contrôle et l'avancement.

Quant aux articles 3 et 4 de la loi du 5 juillet 1966, ils concernent l'un le recrutement des corps de contrôle, l'autre les conditions de promotion. Ils sont donc également d'origine législative.

Dans ces conditions, quand seront publiés les décrets sur le statut particulier des corps de contrôle qui dépendent directement du ministre, les textes législatifs existants encore n'auront pas à revenir devant l'Assemblée nationale.

Telle est la raison du dépôt de mes deux amendements.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Joël Le Theule, rapporteur. La commission m'avait demandé de poser certaines questions à M. Brocard pour mieux dégager la portée de ses propositions. Elle n'a d'ailleurs eu à connaître de ces amendements qu'assez tard aujourd'hui et sans pouvoir se procurer la loi du 16 mars 1882 pour savoir quels étaient les articles conservés ou abrogés.

La position de la commission était relativement simple : a priori favorable, par amitié pour notre collègue, à la thèse de M. Brocard, elle avait songé par ailleurs à écarter du champ d'application du statut le corps de contrôle des armées.

Sous réserve des explications que voudra bien nous donner M. le ministre d'Etat, la commission souhaiterait que l'Assemblée décidât en sa sagesse.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Le Gouvernement ne peut pas se montrer favorable aux propositions de M. Brocard.

Nous avons maintenu la loi du 16 mars 1882 qui intéresse l'administration de l'armée en ce qui concerne les corps de contrôle et j'indique à M. Brocard qu'il trouvera la référence à l'ensemble des corps de contrôle à un autre alinéa où nous avons abrogé les articles 3 à 6 et 10 de la loi du 5 juillet 1966 portant création du corps militaire du contrôle général des armées, là où l'on retrouve précisément toutes les dispositions relatives au corps de contrôle des armées.

Dans ces conditions, son argumentation juridique, sur ce point, ne tient pas. Mais il faut aller au fond des choses. Ce que vient de dire votre rapporteur le confirme bien : le statut général de la fonction publique, monsieur Brocard, comprend non seulement l'ensemble des fonctionnaires les plus modestes, mais également le Conseil d'Etat, la Cour des comptes, les corps d'inspection. Lorsqu'on établit un statut général, qu'il s'agisse de la fonction publique ou de la fonction militaire, sa valeur politique et j'ose dire aussi sa valeur psychologique, c'est justement l'absence d'exception. Actuellement, des corps qui, en fait de responsabilités, sont parfaitement comparables au corps des contrôleurs des armées — je songe à l'inspection des finances, au Conseil d'Etat et à quelques autres — sont soumis, pour ce qui concerne les règles essentielles, aux dispositions qui régissent les fonctionnaires les plus modestes.

Viennent s'ajouter des statuts particuliers. Comme je l'expliquais hier soir, ceux-ci sont du domaine réglementaire. Et même, pour les corps dont je viens de parler, il est possible de déroger, après avis du conseil supérieur de la fonction publique, à des dispositions qui figurent dans le statut général !

Dès lors que le corps des contrôleurs est régi par le statut général de la fonction militaire, il n'aurait pas été admissible de lui faire un sort particulier, quelque éminent qu'il soit et quelque respectable que soit la tradition selon laquelle toute énumération des corps militaires commence par le corps de contrôle.

Dans le cas précis, les indications que M. Brocard souhaiterait voir dans le texte de loi aboutiraient d'une manière juridiquement contestable à maintenir certaines dispositions relatives au corps de contrôle dans le domaine législatif alors qu'elles sont maintenant, pour ce qui concerne le domaine législatif, incluses dans le statut général et, pour ce qui a trait au reste, dans le domaine réglementaire.

Je demande à M. le député Brocard de bien vouloir accepter qu'en votant un statut général de la fonction militaire tous les corps, et même le premier, soient soumis à la loi commune.

M. le président. La parole est à M. Brocard.

M. Jean Brocard. Monsieur le ministre d'Etat, j'accepte que « le premier » de ces corps soit soumis à la loi commune et je retire mes amendements.

M. le président. Les amendements n^{os} 46 et 47 sont retirés.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 110, modifié par l'amendement n^o 112.

(L'article 110, ainsi modifié, est adopté.)

Titre.

M. le président. Par un amendement n^o 167, M. Le Theule, rapporteur, propose de rédiger comme suit le titre du projet de loi :

« Projet de loi portant statut général des militaires de carrière et des militaires servant en vertu d'un contrat. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Joël Le Theule, rapporteur. Je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement n^o 167 est retiré.

Le titre conserve sa rédaction initiale c'est-à-dire : « Projet de loi portant statut général des militaires ».

Nous arrivons aux explications de vote sur l'ensemble du projet de loi.

La parole est à M. Dardé.

M. Jean Dardé. Monsieur le ministre, à cette heure tardive, je ne reprendrai pas les arguments que j'ai développés dans la discussion générale, car ils conservent, après ce débat, toute leur valeur.

Je n'aurai pas non plus la cruauté de reprendre les arguments, développés à la tribune par les membres de la majorité comme par ceux de l'opposition, qui démontrent combien l'enthousiasme de la commission, de son rapporteur et d'une large partie de l'Assemblée, reste mitigé.

Mais le geste qui est maintenant demandé au Parlement nous paraît grave à plus d'un titre.

Vous demandez d'abord à l'Assemblée nationale — qui devrait être la gardienne des libertés fondamentales des citoyens — de supprimer à toute une catégorie d'agents publics, les militaires, non seulement la liberté d'expression, mais encore la liberté de s'associer pour défendre leurs intérêts professionnels. Pourtant, la liberté d'association est reconnue par la Constitution.

Ensuite, alors que la politique de défense nationale constitue l'une des prérogatives essentielles du Parlement, vous nous demandez de vous accorder une large délégation de pouvoirs, par l'intervention systématique des décrets d'application qui seront pris dans des domaines relevant incontestablement de la loi.

Parce que nous avons une haute conscience des libertés individuelles, parce que nous considérons que les militaires, en dépit de leurs obligations particulières, restent des citoyens à part entière, parce que, enfin, nous refusons qu'on prive le Parlement des quelques pouvoirs qui lui restent encore, nous souhaitons, alors que des citoyens servent dans les rangs de l'armée et attendent de la loi qu'elle leur assure un minimum d'égalité et de justice, dans le respect des principes fondamentaux de la République, que l'Assemblée nationale n'accepte pas ce projet de loi technocratique et antidémocratique, que ne votera pas le groupe socialiste. (Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste et communiste.)

M. le président. La parole est à M. d'Aillières

M. Michel d'Aillières. Messieurs les ministres, mes chers collègues, lors de la discussion générale et au cours de la discussion des articles, nous avons manifesté notre souci de faire en sorte que cette loi, tout en remettant en ordre les nombreux textes qui régissaient les armées, modernise les règles auxquelles sont assujettis les personnels militaires et assure les garanties et compensations qui leur sont accordées en contrepartie des servitudes inhérentes à leur carrière.

Le texte initial du Gouvernement nous inspirait certaines craintes parce qu'il n'insistait pas suffisamment sur cet aspect moral et parce que le Gouvernement se réservait le droit de fixer par décret les statuts particuliers, ce qui n'était pas sans inquiéter les personnels concernés.

Monsieur le ministre d'Etat, nous vous remercions d'avoir rejoint sur certains points les positions de la commission pour atténuer un peu la rigueur des contraintes imposées aux militaires — encore que ces modifications soient légères — mais aussi pour affirmer les droits fondamentaux de ces personnels, notamment en ce qui concerne les soldes et les retraites, le droit au logement et les indemnités spéciales.

S'agissant de la fixation des statuts particuliers, pour laquelle nous préférons la procédure législative à la voie réglementaire, je vous salue gré d'avoir accepté le texte de la commission, qui maintient les prérogatives de la loi dans certains domaines qui nous paraissent essentiels. Mais je regrette que l'Assemblée n'ait pas adopté l'amendement de mon ami Brocard, qui allait un peu plus loin dans l'étendue de ces garanties.

Avec mes amis républicains indépendants je voterai le projet, malgré ses insuffisances, parce qu'il constitue néanmoins un progrès. Mais nous souhaitons que l'Assemblée ou, au moins, la commission de la défense nationale soit largement associée à l'élaboration des textes qui le compléteront car nous voulons que ce statut ne déçoive pas les espoirs que beaucoup ont mis en lui et que l'armée y trouve la confirmation de la place qu'elle occupe dans les préoccupations du Parlement et de la nation. (Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants, de l'union des démocrates pour la République et du groupe Progrès et démocratie moderne.)

M. le président. La parole est à M. Gerbaud.

M. François Gerbaud. Par le vote de ce projet de loi, les élus de la nation que nous sommes devons, sans réticence, du fond de leur conviction — et c'est notre cas — témoigner leur confiance

à tous ceux qui servent l'armée de la République au service de la nation, comme il est dit dans le texte

Notre approbation sans réserve est la marque de cette confiance. Elle correspond, dans notre esprit, à un égal respect de nos responsabilités. Elle est aussi la marque de notre sollicitude envers notre armée.

Au-delà de ces aspects échangés, ce texte, que nous approuvons et qui donne à l'armée non pas un esprit mais un cadre nouveau d'existence, porte témoignage d'un dialogue confirmé entre le Parlement et le Gouvernement. Le grand nombre d'amendements déposés et discutés a donné à ce débat important une nécessaire clarté.

Nous retiendrons de ce texte qu'il recouvre des mêmes garanties tous ceux qui portent l'uniforme, qu'il est, de ce fait, le prolongement logique que nous avons voté concernant le service national, qu'il confirme et élargit une parité morale et financière entre serviteurs civils et militaires de l'Etat, qu'il atteste de la volonté, par l'institution du pécule notamment, non plus d'une réintégration mais d'une intégration légitime et facile des militaires dans la vie civile, qu'il donne à l'armée, garantie de notre indépendance nationale, un visage à l'image de ses tâches nouvelles et modernes.

Pour toutes ces raisons, le groupe U. D. R. votera le texte qui nous est proposé. (Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République, du groupe des républicains indépendants et du groupe Progrès et démocratie moderne.)

M. le président. La parole est à M. Villon.

M. Pierre Villon. Mesdames, messieurs, hier, dans la discussion générale, nous avons critiqué ce projet, et ce n'est pas après ces heures consacrées à l'examen des amendements que nous allons changer d'avis. Je dirai même : au contraire.

En effet, la discussion, des amendements a démontré la volonté de maintenir toutes les limitations aux droits du citoyen qu'on avait inscrites dans le projet. On n'a même pas voulu autoriser les personnels militaires à se doter des structures de nature à permettre, entre eux, l'administration et la hiérarchie, un dialogue afin de mieux défendre leurs intérêts professionnels. Enfin et surtout, on a étendu de façon abusive le domaine réglementaire.

Ce n'est pas non plus la discussion des amendements concernant le caractère même de l'armée qui nous fera changer d'opinion. Nous constatons qu'a été refusé par la majorité l'amendement décisif que nous avons déposé à l'article premier et qui tendait à donner à l'armée comme seule mission celle de défendre le pays, autrement dit à ne pas lui conférer le caractère d'une force de répression et de maintien de l'ordre à l'intérieur.

Il en a été de même pour les amendements que nous avons défendus pour tenter d'empêcher des discriminations qui risquent de faire de notre armée — si elle ne l'est déjà — l'instrument de la politique d'un parti, d'une majorité et, même, d'une classe.

Ainsi, après l'article 35, l'amendement qui devait supprimer toute discrimination concernant l'avancement a été rejeté. En outre, à l'article 25, qui, hypocritement, affirme que le dossier ne contient aucune allusion aux opinions ou aux croyances, lorsque nous avons défendu une disposition tendant à interdire les dossiers secrets, M. le ministre d'Etat l'a combattue mais n'a même pas affirmé que de tels dossiers n'existaient pas. De ce fait, il a apporté la preuve de leur existence.

M. Charles Pasqua. Voilà ce qu'il fallait démontrer !

M. Pierre Villon. Les craintes que nous avons manifestées hier ont donc été, dans la plupart des cas, confirmées par l'attitude de la majorité.

Aussi voterons-nous contre ce texte. (Applaudissements sur les bancs des groupes communiste et socialiste.)

M. le président. La parole est à M. Dronne, dernier orateur inscrit.

M. Raymond Dronne. Le long texte sur lequel nous sommes appelés à nous prononcer constitue à la fois une codification et une innovation.

La partie « codification », de beaucoup la plus importante, nous donne satisfaction. La partie « innovation » est infiniment plus modeste et bon nombre d'entre nous l'auraient souhaitée plus large.

Personnellement, j'éprouve des doutes quant à la constitutionnalité des positions qui ont été adoptées à l'article 9.

Mais, sous ces réserves et compte tenu, d'une part, de ce que le texte qui nous est proposé constitue un progrès incontestable, d'autre part, de ce qu'il pourra être amendé par le Sénat, la plupart des membres de notre groupe le voteront. (Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne, du groupe des républicains indépendants et de l'union des démocrates pour la République.)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale.

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Je ne peux laisser ce débat se terminer, même après les excellentes explications de vote de M. Dronne, sans répondre aux propos tenus par M. le député Villon.

A la fin de son intervention, le porte-parole du groupe communiste a évoqué le temps, très lointain, où un ministre de la guerre avait été amené à reconnaître, dans cette enceinte et alors qu'il était interrogé non point par l'extrême gauche mais par l'extrême droite, qu'il y avait en effet des fiches particulières à côté des dossiers officiels.

Le fait que M. Villon ait évoqué ce souvenir, vieux maintenant de près de soixante-dix ans, montre à quel point, au moins pour ce qui nous concerne, nous avons fait des progrès et combien nous sommes loin de l'époque à laquelle M. Villon voudrait encore se référer.

Que les députés ici présents soient bien persuadés que la manière dont sont gérés et les corps d'officiers, et les corps de sous-officiers est telle qu'elle peut parfaitement être exposée au grand jour.

Si je n'ai pas répondu à votre insinuation, monsieur le député Villon, c'est tout simplement parce que je pensais que vous ne croyiez pas ce que vous disiez.

M. Pierre Villon. J'en ai des preuves !

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. J'ose espérer que vous n'avez prononcé qu'un discours de circonstance, dont nous verrons peut-être demain une bonne publicité dans un certain journal, car, pour ce qui est de la vérité, vous en êtes très loin. (Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République et du groupe des républicains indépendants.)

M. André Jarrot II est habitué au K. G. B. !

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. M. Dronne a dit que s'il approuvait l'aspect « codification » du texte, il faisait plus de réserves quant à son côté « innovation ».

Considérez, mesdames, messieurs les députés, que ce statut général de la fonction militaire comprend des dispositions dont on ne pouvait penser, il y a deux ou trois ans, qu'elles seraient approuvées un jour.

Lorsque vous avez voté tout à l'heure des dispositions relatives aux garanties statutaires de l'ensemble du corps militaire, vous avez accordé aux sous-officiers la propriété du grade, qui était jusqu'alors une prérogative des officiers. C'est là une réforme importante, non seulement sur le plan juridique, mais aussi sur le plan moral.

Vous avez assorti les dispositions relatives à la discipline et aux sanctions de mesures garantissant les droits de la défense. Là aussi, l'innovation est considérable.

Affirmer, dans un texte, la parité dont, il y a quelques mois, lors du vote de la dernière loi portant statut particulier, nous avons pu mesurer les difficultés d'application, n'est-ce pas entreprendre une réforme importante ? Cette parité existe désormais, accompagnée de dispositions matérielles complémentaires, dont la moindre n'est pas l'obligation faite au Gouvernement d'aider au logement des personnels militaires.

Alors, quelles innovations auriez-vous voulu qu'on fit ? Désiriez-vous que l'on s'engageât dans la voie que l'on dit novatrice et qui consisterait à donner aux membres des corps militaires le droit de faire de la politique, celui d'être syndiqué ? En aucune façon !

Sur ce point, nous sommes restés fidèles à la tradition, dont je prétends qu'elle est, à cet égard, profondément novatrice. En effet, il est capital qu'un corps qu'on veut national et inspiré par les motifs les plus élevés soit, à l'avenir comme il l'a été dans le passé, indemne des récriminations qui proviennent des groupes professionnels et libre de toute attache avec les partis politiques. Cette affirmation est essentielle et elle portera ses fruits.

Vous pouvez être fiers de ce texte tant sur le plan de la codification — et je m'adresse ici plus particulièrement à M. Dronne — qu'au regard des innovations juridiques.

Je remercie les orateurs qui ont annoncé leur vote favorable au projet de loi. En adoptant ce texte, la majorité accomplira une œuvre nationale de honne qualité.

Outre les dispositions juridique, et les mesures fort importantes qui seront désormais inscrites dans la loi, le fait pour l'Assemblée nationale aujourd'hui, pour le Sénat demain et, j'espère, pour le Parlement dans son ensemble à la fin de cette session, d'avoir voté une loi portant statut général de la fonction militaire, sera, aux yeux de ceux qui ont le souci de l'armée et de notre défense, la marque de l'intérêt qu'y portent les pouvoirs publics.

Nombre d'entre vous l'ont dit : ce qui engendre parfois la morosité, c'est l'absence de considération dont les militaires accusent vulnérables la société civile à leur égard.

Par les nombreux textes que vous avez votés ou que vous voterez concernant l'organisation de la défense, les programmes d'armement et les conditions matérielles — qu'il s'agisse des conditions pécuniaires, de casernement ou de logement — vous marquez votre volonté de donner à la fonction militaire des règles légales. En adoptant ce projet de statut, vous affirmez à l'égard de l'ensemble des militaires la considération des pouvoirs publics. Voilà qui est capital.

Au-delà du soutien naturel de son ministre et du Gouvernement, le soutien des assemblées parlementaires doit donner au corps militaire le sentiment que sa place est bien connue de ceux qui ont la responsabilité des destinées du pays. Je saurai montrer dans les prochains mois, une fois la loi votée, face à certaines critiques et appréhensions, qu'une large majorité vote sans difficulté le budget de la défense nationale.

A cet égard, je souscris entièrement aux propos de M. d'Aillières.

Que M. le président Sanguinetti et M. le rapporteur Le Theule reçoivent une dernière fois mes remerciements. Mise à part notre discussion sur les domaines respectifs de la loi et du règlement — ce n'est pas la première et ce ne sera sans doute pas la dernière — je crois que, pour l'essentiel, la commission de la défense nationale, le secrétaire d'Etat et le ministre ont travaillé d'un commun accord.

Pour l'ensemble du corps militaire, qui voit dans la considération des pouvoirs publics une notion très importante, votre approbation à ce texte sera ressentie comme telle.

L'acceptation par un très grand nombre de députés, indépendamment de toute appartenance politique, de tout ce qui sert nos armées est pour l'avenir de notre pays un gage de sécurité et de solidarité. A certains égards, cela aussi fait partie de cette stratégie de la dissuasion sur laquelle repose votre défense nationale. (Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République, du groupe des républicains indépendants et sur de nombreux bancs du groupe Progrès et démocratie moderne.)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi. Je suis saisi par le groupe communiste d'une demande de scrutin public.

Le scrutin va être annoncé dans l'ensemble du Palais et sera ouvert dans cinq minutes.

M. le président. Je prie Mmes et MM. les députés de bien vouloir regagner leur place.

Le scrutin est ouvert.

(Il est procédé au scrutin.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants	479
Nombre de suffrages exprimés	472
Majorité absolue	237
Pour l'adoption	378
Contre	94

L'Assemblée nationale a adopté. (Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République, du groupe des républicains indépendants et sur de nombreux bancs du groupe Progrès et démocratie moderne.)

— 3 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Jeudi 4 mai, à quinze heures, séance publique :

Discussion du projet de loi n° 2058 interdisant la mise au point, la fabrication, la détention, le stockage, l'acquisition et la cession d'armes biologiques ou à base de toxines (rapport n° 2215 de M. Hébert, au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées).

Discussion du projet de loi n° 2226 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (rapport n° 2234 de M. Guy Sabatier, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan).

La séance est levée.

(La séance est levée à vingt-trois heures cinq.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique de l'Assemblée nationale.

VINCENT DELAECCHI.

Ordre du jour établi par la conférence des présidents.

(Réunion du mercredi 3 mai 1972.)

La conférence des présidents a établi comme suit l'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra jusqu'au mercredi 10 mai 1972 inclus :

I. — Ordre du jour prioritaire fixé par le Gouvernement.

Ce soir, mercredi 3 mai :

Fin de la discussion du projet de loi portant statut général des militaires (n° 2206-2283).

Jeudi 4 mai après-midi :

Discussion :

Du projet de loi interdisant la mise au point, la fabrication, la détention, le stockage, l'acquisition et la cession d'armes biologiques ou à base de toxines (n° 2058-2215) ;

Du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2226-2234).

Mardi 9 mai, après-midi :

Discussion :

Du projet de loi relatif à l'état civil dans le territoire français des Afars et des Issas (n° 2089) ;

Du projet de loi portant modification du code du travail dans les territoires d'outre-mer en ce qui concerne le régime des congés payés (n° 1865-2213) ;

Du projet de loi modifiant la condition d'âge pour être électeur aux élections des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel (n° 2204-2287) ;

Du projet de loi modifiant les dispositions de la loi du 13 juillet 1930 relatives à la durée et à la réalisation des contrats d'assurances (n° 1978-2216).

II. — Questions orales inscrites par la conférence des présidents.

Vendredi 5 mai, après-midi :

Cinq questions d'actualité :

De M. Feix, ou à défaut de M. Arthur Charles sur le conflit du « Joint français » ;

De M. Cousté, sur la coopération militaire franco-britannique ;

De M. Brugnon, sur les travaux des collectivités locales ;

De M. Odru, ou à défaut de M. Stehlin sur la sécurité des chauffeurs de taxis ;

De M. Chazelle, sur le coût de la vie.

Cinq questions orales avec débat, jointes, à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, sur les accidents de la route : celles de MM. Barbrot (n° 21466), Anquer (n° 23872), Dupuy (n° 23897), Tissandier (n° 23899) et Chazelle (n° 23909).

Mercredi 10 mai, après-midi, après l'heure réservée aux questions d'actualité :

Cinq questions orales avec débat, jointes, à M. le Premier ministre, sur l'O. R. T. F. : celles de MM. Gosnat (n° 23924), de Préaumont (n° 23934), Achille-Pould (n° 23939), Delorme (n° 23940) et celle, à déposer, de M. Griotteray.

Le texte de ces questions est reproduit ci-après en annexe à l'exception du texte de la dernière question qui sera publié ultérieurement.

ANNEXE

I. — QUESTIONS ORALES INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR DU VENDREDI 5 MAI 1972

A. — Questions orales d'actualité :

M. Léon Feix demande à M. le Premier ministre quelles mesures il compte prendre pour que soit mis fin à l'intransigeance de la direction du « Joint français », responsable du conflit qui l'oppose, depuis plusieurs semaines, au personnel de son entreprise de Saint-Brieuc.

A défaut, M. Arthur Charles demande à M. le Premier ministre quelles mesures il compte prendre pour permettre un règlement juste et humain du conflit dans l'usine du Joint français à Saint-Brieuc.

M. Cousté demande à M. le Premier ministre s'il peut faire connaître le résultat des nouveaux entretiens qui viennent d'avoir lieu entre les ministres responsables français et britanniques de la défense, au sujet de la coopération militaire franco-britannique, et notamment en ce qui concerne l'exécution et les projets des programmes communs d'armement.

M. Brugnon expose à M. le Premier ministre que la Cour des comptes s'est livrée à une enquête sur les « facteurs d'encherissement du coût des travaux des collectivités locales », mais que jusqu'à présent, les rapports ont gardé un caractère confidentiel. Il lui demande dans quelles conditions pourra être assurée la diffusion de cette enquête.

M. Odru, interprète de l'émotion populaire à la suite de l'assassinat du chauffeur de taxi de Melun, demande à M. le Premier ministre quelles mesures d'urgence il compte enfin prendre pour assurer la sécurité des chauffeurs de taxi.

A défaut, M. Stehlin demande à M. le Premier ministre quelles mesures il envisage de prendre afin de lutter contre les agressions nocturnes et plus spécialement celles dont sont victimes les chauffeurs de taxi dans la région parisienne.

M. Chazelle devant la croissance de l'indice des prix de détail publié par l'I. N. S. E. E. qui est passé de 108 en décembre 1971, à 109,4 en mars 1972, demande à M. le Premier ministre s'il se résigne à une hausse de 6 p. 100 par an ou, dans le cas contraire, quelles mesures nouvelles il compte prendre pour y porter remède.

B. — Questions orales avec débat :

Question n° 21466 — M. Barberot demande à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations publiques) si le Gouvernement ne compte pas proposer au Parlement de nouvelles dispositions législatives ou prendre, sur le plan réglementaire, les mesures propres à réduire le nombre et la gravité des accidents de la route.

Question n° 23872. — M. Ansquer rappelle à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations publiques) qu'un recueil de données statistiques sur l'assurance automobile publié à la fin du mois de janvier 1972 a précisé qu'en 1971, le nombre de personnes tuées dans les accidents de la route avait dépassé le chiffre de 10.000. Il est vraisemblable qu'en 1972, compte tenu des constatations faites à l'occasion des premiers grands départs de l'année, ce chiffre sera dépassé. Il lui demande à partir des études faites en commun par l'administration et les spécialistes de l'automobile qui se sont concertés au cours de différentes réunions d'une « table ronde » quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre afin de réduire le nombre des accidents d'automobiles.

Question n° 23697. — M. Dupuy attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations publiques) sur le nombre grandissant des accidents de la route. Il lui demande s'il n'entend pas prendre des mesures propres à réduire le nombre et la gravité de ces accidents.

Question n° 23899. — M. Tissandier, ému par l'augmentation croissante du nombre des accidents de la route, demande à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations publiques) quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour remédier à cette situation.

Question n° 23909. — M. Chazelle attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations publiques) sur le fait que les conditions de sécurité de la circulation routière se dégradent rapidement, le premier résultat en étant que, en France, un décès sur trente est aujourd'hui dû à la route et que le nombre de blessés graves augmente en proportion. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour renverser une telle tendance, notamment par une meilleure coordination de l'ensemble des moyens de transport nationaux permettant une meilleure utilisation des réseaux routiers et ferrés, par un renforcement des lois sociales s'appliquant aux chauffeurs fautivefs et par un strict respect de leurs dispositions et par une éducation permanente des usagers de la route menée avec tous les moyens dont dispose le Gouvernement.

II. — QUESTIONS ORALES INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR DU MERCREDI 10 MAI 1972

Questions orales, avec débat :

Question n° 23924. — M. Gosnat attire l'attention de M. le Premier ministre sur la situation existant à l'O. R. T. F. Les révélations faites par la commission de contrôle de l'Assemblée nationale et par la commission d'enquête du Sénat sur la publicité clandestine, montrent l'état de crise réelle existant à l'Office. Il est évident que la responsabilité de cette crise se trouve au niveau le plus élevé, le directeur général étant nommé par le gouvernement et de fait responsable devant lui. Ces nouveaux scandales, dénoncés dans les rapports s'ajoutent à une utilisation abusive des antennes de la radio et de la télévision au profit de la majorité parlementaire et du pouvoir. Le dernier exemple en est la campagne du référendum au cours de laquelle les partisans du NON n'ont pu disposer que de dix minutes pour expri-

mer leurs arguments. La campagne entreprise par certains, et notamment la majorité des députés de la commission de contrôle de l'O. R. T. F. pour mettre en cause l'unicité du service public de l'O. R. T. F. et favoriser à terme la mainmise du secteur privé, ne manque pas de créer des inquiétudes parmi les démocrates, comme parmi l'ensemble des personnels Il lui demande s'il entend préciser la position du Gouvernement à la suite de la publication du rapport des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Question n° 23934. — M. de Préaumont, à la suite de la décision de l'Assemblée nationale autorisant la publication du rapport établi par la commission de contrôle sur l'O. R. T. F., demande à M. le Premier ministre s'il peut faire connaître à l'Assemblée les conclusions qu'il entend tirer des propositions contenues dans ce rapport, tant en ce qui concerne les problèmes de la publicité clandestine que ceux relatifs à l'organisation de l'Office.

Question n° 23939. — M. Achille-Fould demande à M. le Premier ministre quelles mesures il compte prendre pour donner suite aux travaux de la commission sénatoriale et de la commission de contrôle de l'Assemblée nationale, touchant aux problèmes de l'O. R. T. F.

Question n° 23940. — M. Claude Delorme expose à M. le Premier ministre que le Parlement, en exerçant son rôle de contrôle, a montré, à propos de la publicité clandestine à l'O. R. T. F., qu'il existait une interpénétration grave entre certains intérêts privés et des collaborateurs de la radio et de la télévision nationales. De plus, il est apparu qu'un organisme nationalisé de relations publiques avait servi d'intermédiaire entre des sociétés et la télévision pour promouvoir de la publicité déguisée ou pour lancer, en en tirant profit, des appels à la générosité publique sur lesquels de surcroît M. le ministre des finances prélevait la T. V. A. Enfin, l'O. R. T. F. a remis à une grande entreprise privée, dirigée par des anciens serviteurs de l'Etat et du Gouvernement, le droit d'édition et de distribuer des vidéo-cassettes, activité rémunératrice dont l'importance est appelée à s'accroître. Il lui demande s'il peut lui indiquer quelles sanctions il compte prendre à l'égard des personnels ayant utilisé leurs fonctions pour promouvoir des publicités déguisées et quelles décisions il compte prendre pour que l'O. R. T. F. revienne à sa vocation de service public.

Nominations de rapporteurs.

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Stehlin a été nommé rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention générale entre la République française et la République d'Autriche sur la sécurité sociale ensemble le protocole joint, signés à Vienne le 28 mai 1971. (N° 2231.)

COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LÉGISLATION ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE

M. Charles Bignon a été nommé rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative au paiement par privilège des salaires en cas de faillite ou de règlement judiciaire (n° 13) ; de la proposition de loi, rejetée par le Sénat, tendant à modifier le 3° de l'article 2102 du code civil (n° 27).

M. Magaud a été nommé rapporteur de la proposition de loi, présentée par M. Krieg, tendant à réviser certaines rentes viagères (n° 82).

M. Gerbet a été nommé rapporteur de la proposition de loi de MM. Charret, Neuwirth et Tomasi tendant à interdire toute expulsion et éviction abusive des commerçants, industriels et artisans exerçant leur activité dans des immeubles édifiés sur des terrains loués nus et appartenant à un propriétaire différent de celui de l'immeuble et à étendre le bénéfice du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 aux locataires, sous-locataires, occupants de bonne foi des immeubles édifiés sur ces terrains loués nus (n° 92) ; de la proposition de loi de M. Charret tendant à modifier et compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal (n° 101)

M. Dassié a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Beauguitte tendant à faire chaque année du 8 mai un jour férié (n° 119).

M. Magaud a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Bourdellès et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter les rentes viagères privées (n° 126).

M. Cassabel a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Jean Lainé tendant à sanctionner l'abandon des voitures automobiles sur la voie publique (n° 181) ; de la proposition de loi de M. Cousté et plusieurs de ses collègues relative à l'obligation de munir les véhicules de tourisme d'un dispositif antivol (n° 182).

M. Gerbet a été nommé rapporteur de la proposition de loi de MM. Bousquet et Hoguet relative à la substitution d'une garantie bancaire au dépôt de garanties ou d'avances de loyer en matière de baux commerciaux, industriels ou artisanaux (n° 294) :

De la proposition de loi de MM. Bousquet et Hoguet relative au renouvellement des baux commerciaux, industriels et artisanaux (n° 295) ;

De la proposition de loi de M. Bousquet tendant à faire participer les locataires à la rémunération des employés d'immeubles des 3^e, 4^e et 5^e catégories (n° 296) ;

De la proposition de loi de MM. Ansquer et Hoguet tendant à modifier l'article premier du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, modifié par la loi n° 65-356 du 12 mai 1965, tendant à préciser ou à étendre le bénéfice de ce décret aux terrains de camping régulièrement aménagés (n° 303).

M. Magaud a été nommé rapporteur de la proposition de loi de Mme de Hautecloucq et plusieurs de ses collègues tendant à majorer les rentes viagères privées (n° 316).

M. Dassié a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Vilon et plusieurs de ses collègues tendant à faire du 8 mai une journée fériée (n° 346).

M. Ducray a été nommé rapporteur de la proposition de loi de MM. Collette et Tomasini tendant à autoriser la séparation de corps contractuelle quand l'un des époux est atteint de maladie mentale (n° 374).

M. Cassabel a été nommé rapporteur de la proposition de loi de MM. Sabatier, Edouard Charret, La Combe et Wagner tendant à compléter l'article L. 25 du code de la route relatif au retrait de la circulation de certains véhicules (n° 380).

M. Magaud a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues tendant : 1° à majorer de 25 p. 100 les rentes viagères privées de toutes natures constituées antérieurement au 1^{er} janvier 1964, et de 15 p. 100 celles constituées entre le 1^{er} janvier 1964 et le 1^{er} janvier 1967 ; 2° à lever pour un an les foreclusions d'action en révision judiciaire des rentes viagères (n° 403).

M. Cassabel a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Bourdelès tendant à modifier le code de la route et la législation des assurancés (n° 741).

M. Gerbet a été nommé rapporteur de la proposition de loi de MM. Hoguet, Bousquet et Krieg tendant à modifier ou compléter les articles 23 et 33 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal et à créer un nouvel article 23-1 (n° 748).

M. Foyer a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Hoguet relative aux déclarations conjointes prévues aux articles 11 (alinéa 2), 16 et 20 de la loi n° 65-570 du 13 juillet 1965 portant réforme des régimes matrimoniaux (n° 1015) ; de la proposition de loi de M. Bonhomme tendant à compléter l'article 2049 du code civil afin de préciser l'objet de la transaction en matière de préjudice corporel (n° 1061).

M. Dassié a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Corréze et plusieurs de ses collègues tendant à faire du 8 mai un jour férié (n° 1094).

M. Gerbet a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. André Duroméa relative au renouvellement des baux commerciaux, industriels et artisanaux (n° 1296).

M. Le Douarec a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Modiano tendant à la création de sociétés commerciales unipersonnelles (n° 1384).

M. Charles Bignon a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Charles Bignon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes, afin d'assurer une meilleure protection des salariés (n° 1460).

M. Gerbet a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Zimmermann tendant à compléter les dispositions de l'article 37 du décret du 30 septembre 1953 modifiées, en vue d'étendre l'indemnité de plus-value aux améliorations incorporées du fonds de commerce loué par le propriétaire de l'immeuble et du fonds de commerce (n° 1576).

M. Dassié a été nommé rapporteur de la proposition de loi de MM. Rolland et de Gaslines tendant à faire du 8 mai un jour férié (n° 1804).

M. Gerbet a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Xavier Deniau tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux (n° 1805), en remplacement de M. Hoguet.

M. Hunault a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Douzans et plusieurs de ses collègues tendant à instituer une caisse nationale de retraite des maires (n° 2000), en remplacement de M. Dassié.

Bureau de commission.

Commission spéciale chargée d'examiner :

1° Le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ;

2° Le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ;

3° Le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230).

Dans sa séance du mercredi 3 mai 1972, la commission spéciale a nommé :

Président : M. Claude Peyret.

Vice-président : M. Pierre Sallenave.

Secrétaire : M. Jean Brocard.

Rapporteur du projet de loi n° 2228 : M. Henry Berger.

Rapporteur du projet de loi n° 2229 : M. Claude Martin.

Rapporteur du projet de loi n° 2230 : M. Charles Deprez.

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE
(Application des articles 133 à 139 du règlement.)

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

O. R. T. F. (rapports des commissions
de l'Assemblée nationale et du Sénat).

23924. — 3 mai 1972. — **M. Gosnat** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur la situation existant à l'O. R. T. F. Les révélations faites par la commission de contrôle de l'Assemblée nationale et par la commission d'enquête du Sénat sur la publicité clandestine montrent l'état de crise réelle existant à l'Office. Il est évident que la responsabilité de cette crise se trouve au niveau le plus élevé, le directeur général étant nommé par le Gouvernement et de fait responsable devant lui. Ces nouveaux scandales, dénoncés dans les rapports, s'ajoutent à une utilisation abusive des antennes de la radio et de la télévision au profit de la majorité parlementaire et du pouvoir. Le dernier exemple en est la campagne du référendum au cours de laquelle les partisans du « non » n'ont pu disposer que de dix minutes pour exprimer leurs arguments. La campagne entreprise par certains, et notamment la majorité des députés de la commission de contrôle de l'O. R. T. F., pour mettre en cause l'unicité du service public de l'O. R. T. F. et favoriser à terme la mainmise du secteur privé ne manque pas de créer des inquiétudes parmi les démocrates comme parmi l'ensemble des personnels. Il lui demande s'il entend préciser la position du Gouvernement à la suite de la publication du rapport des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat.

O. R. T. F. (rapport de la commission de contrôle
de l'Assemblée nationale).

23934. — 3 mai 1972. — **M. de Préaumont**, à la suite de la décision de l'Assemblée nationale autorisant la publication du rapport établi par la commission de contrôle sur l'O. R. T. F.,

demande à **M. le Premier ministre** s'il peut faire connaître à l'Assemblée les conclusions qu'il entend tirer des propositions contenues dans ce rapport, tant en ce qui concerne les problèmes de la publicité clandestine que ceux relatifs à l'organisation de l'Office.

O. R. T. F. (travaux des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat).

23939. — 3 mai 1972. — **M. Achille-Fould** demande à **M. le Premier ministre** quelles mesures il compte prendre pour donner suite aux travaux de la mission sénatoriale et de la commission de contrôle de l'Assemblée nationale touchant aux problèmes de l'O. R. T. F.

Office de radiodiffusion-télévision française (service public).

23940. — 3 mai 1972. — **M. Claude Delorme** expose à **M. le Premier ministre** que le Parlement, en exerçant son rôle de contrôle, a montré, à propos de la publicité clandestine à l'Office de radiodiffusion-télévision française, qu'il existait une interpénétration grave entre certains intérêts privés et des collaborateurs de la radio et de la télévision nationales. De plus, il est apparu qu'un organisme nationalisé de relations publiques avait servi d'intermédiaire entre des sociétés et la télévision pour promouvoir de la publicité déguisée ou pour lancer, en en tirant profit, des appels à la générosité publique sur lesquels, de surcroît, M. le ministre des finances prélevait la taxe sur la valeur ajoutée. Enfin, l'Office de radiodiffusion-télévision française a remis à une grande entreprise privée, dirigée par des anciens serviteurs de l'Etat et du Gouvernement, le droit d'éditer et de distribuer des vidéo-cassettes, activité rémunératrice dont l'importance est appelée à s'accroître. Il lui demande s'il peut lui indiquer quelles sanctions il compte prendre à l'égard des personnes ayant utilisé leurs fonctions pour promouvoir des publicités déguisées et quelles décisions il compte prendre pour que l'Office de radiodiffusion-télévision française revienne à sa vocation de service public.

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

Vacances scolaires (réforme de la semaine scolaire).

23912. — 3 mai 1972. — **M. Fortuit** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que la réforme du rythme de la semaine scolaire suscite des réactions très diverses parmi tous les milieux intéressés. Il lui demande s'il peut lui faire connaître à cet égard quelles sont les positions prises par les parents d'élèves et dans quel sens sont orientées les décisions des services compétents.

QUESTIONS ECRITES

Article 139 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire de un mois. »

Exploitations agricoles donnant lieu à préemption (droits de mutation).

23911. — 3 mai 1972. — **M. de Poulpiquet** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** la réponse faite à la question écrite n° 13255 (parue au *Journal officiel*, Débats A. N. n° 45 du 12 juin 1965, p. 2093). Cette réponse reconnaissait le droit à l'avantage fiscal d'exonération des frais de mutation à la conjointe du preneur co-titulaire elle-même du bail, pour le cas où elle achèterait la ferme louée. L'exonération ne lui est pas accordée pour la moitié du bien mais pour sa totalité. Il lui demande si semblable mesure favorable

ne doit pas être envisagée lorsque le fermier est le fils du propriétaire et s'associe avec lui dans l'exploitation en prenant à bail, non pas la ferme tout entière, mais une certaine quotité indivise de cette ferme. Le fils d'un propriétaire exploitant qui s'est fait consentir par son père un bail sur la moitié indivise de la ferme puise dans ce bail vocation à préempter sur le tout. L'avantage fiscal paraît devoir suivre le régime du droit de préemption lui-même puisque bénéficiant à l'exploitant preneur en place titulaire du droit de préemption. Lorsqu'un achat de toute la ferme est effectué par le fils (fermier sur la moitié indivise de la ferme) cet acheteur semble être en droit de revendiquer l'avantage fiscal pour la totalité de son achat.

Documentalistes bibliothécaires de l'éducation nationale (statut).

23913. — 3 mai 1972. — **M. Robert Fabre** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** la situation des documentalistes bibliothécaires de l'éducation nationale ; chargés à la fois de tâches pédagogiques, techniques et humaines, ils ont à faire face à de très lourdes charges, et se heurtent à de multiples difficultés d'ordre matériel, telles que manque de locaux, horaires surchargés, faibles rémunérations. Il semble que l'élaboration d'un statut devienne une nécessité pressante, afin que soit donnée à cette catégorie les garanties auxquelles elle est en droit de prétendre. Ce travail exigeant un délai, il serait souhaitable que soient accordés, dans l'immédiat, quelques avantages tels que : titularisation des documentalistes bibliothécaires actuellement en poste (moins de mille cinq cents dans toute la France), rémunérations au même indice que les enseignants de niveau équivalent, définition des effectifs minimum pour l'ouverture de services de documentation, fixation de l'horaire hebdomadaire à vingt-huit heures. Il serait également souhaitable que les documentalistes bibliothécaires participent à l'élaboration du statut, par la mise au point de projets dans chaque académie et confrontations au niveau national. Les documentalistes bibliothécaires seraient heureux de la prise en considération de ces vœux. Il lui demande quelles mesures il compte prendre dans ce sens.

Pharmaciens assistants.

23914. — 3 mai 1972. — **M. Robert Fabre** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur le fait que le nombre de pharmaciens assistants est fixé, dans les officines, en fonction de l'importance du chiffre d'affaires. Or, ce chiffre d'affaires a été précisé par l'arrêté du 28 février 1966, paru au *Journal officiel* du 16 mars 1966. Depuis cette date, l'augmentation générale des prix a modifié de façon notable le chiffre d'affaires moyen des officines, sans qu'ait été modifiée en conséquence le nombre correspondant de pharmaciens assistants auxquels doivent faire appel les titulaires d'officine. Il lui demande donc s'il n'envisage pas la publication d'un nouvel arrêté, et des révisions annuelles liées à l'accroissement du prix des médicaments.

Plus-values immobilières

(régime fiscal d'un contribuable non domicilié en France).

23915. — 3 mai 1972. — **M. Ansquer** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les dispositions de l'article 4 (VI) de la loi n° 63-1241 du 19 décembre 1963, précisées par le décret n° 64-80 du 29 janvier 1964. Il lui expose le cas d'un fonctionnaire détaché à l'étranger et qui, du fait de conventions signées entre les Etats intéressés, paie ses impôts dans l'Etat de détachement. L'intéressé, qui a procédé à la vente, en 1968, d'une parcelle de terrain précédemment acquise en 1963, vient de se voir réclamer une somme importante au titre du prélèvement de 50 p. 100 sur les profits réalisés à l'occasion de cette vente, cette somme étant majorée de pénalités de retard. Remarque étant faite que cette transaction, de caractère occasionnel, a été effectuée par une personne de nationalité française, qui n'a pas son domicile réel en France en raison de sa qualité de fonctionnaire détaché à l'étranger, il lui demande s'il n'estime pas anormal d'appliquer à l'intéressé le prélèvement de 50 p. 100 prévu à l'article 4 (VI) de la loi du 19 décembre 1963 pour les personnes n'ayant pas leur domicile réel en France pour convenances personnelles. Il semble, en effet, rigoureux de ne faire aucune différence entre ces contribuables et les fonctionnaires détachés à l'étranger.

Fonctionnaires et agents de l'Etat (indemnités accordées par les collectivités locales).

23916. — 3 mai 1972. — **M. Charles Bignon** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait que l'article 7 de l'ordonnance du 17 mai 1945, modifié par l'ordonnance n° 59-33

du 5 janvier 1959, fait interdiction générale aux collectivités locales d'attribuer des indemnités ou avantages quelconques aux fonctionnaires et agents de l'Etat, sauf dérogation accordée par arrêté signé du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie et des finances, sur proposition du ministre dont relèvent les fonctionnaires intéressés. Cette procédure très lourde ne peut être écartée pour un cas individuel que si le montant des indemnités ou avantages n'exécède pas 1.200 francs par an, le préfet pouvant alors les autoriser par arrêté individuel (art. 9 du décret n° 59-37 du 5 janvier 1959). Dans la ligne des mesures de déconcentration et de décentralisation que semble vouloir adopter le Gouvernement et considérant l'évolution générale des prix et rémunérations depuis 1959, il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de revaloriser sensiblement le plafond de la compétence préfectorale.

*Fonctionnaires et agents de l'Etat
(indemnités accordées par les collectivités locales).*

23917. — 3 mai 1972. — **M. Charles Bignon** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le fait que l'article 7 de l'ordonnance du 17 mai 1945, modifié par l'ordonnance n° 59-33 du 5 janvier 1959, fait interdiction générale aux collectivités locales d'attribuer des indemnités ou avantages quelconques aux fonctionnaires et agents de l'Etat, sauf dérogation accordée par arrêté signé du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie et des finances, sur proposition du ministre dont relèvent les fonctionnaires intéressés. Cette procédure très lourde ne peut être écartée pour un cas individuel que si le montant des indemnités ou avantages n'exécède pas 1.200 francs par an, le préfet pouvant alors les autoriser par arrêté individuel (art. 9 du décret n° 59-37 du 5 janvier 1959). Dans la ligne des mesures de déconcentration et de décentralisation que semble vouloir adopter le Gouvernement et considérant l'évolution générale des prix et rémunérations depuis 1959, il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de revaloriser sensiblement le plafond de la compétence préfectorale.

Lait (prix à la production, mesures de soutien).

23918. — 3 mai 1972. — **M. Charles Bignon** demande à **M. le ministre de l'agriculture** : 1° quelles mesures ont été prises pour s'assurer que les hausses décidées par le conseil des ministres de la Communauté économique européenne sont bien intégralement répercutées par les transformateurs aux producteurs laitiers ; 2° s'il ne craint pas qu'une augmentation de la production rende nécessaire de compléter rapidement les mesures de soutien. Il lui rappelle enfin que les deux exercices précédents n'ont coûté au F. O. R. M. A. qu'une charge réduite par rapport aux prévisions et que dans ces conditions la profession peut attendre un concours efficace du fonds, si des difficultés temporaires se produisent en début d'année

Location-vente (droits de mutation).

23919. — 3 mai 1972. — **M. Calmèjane** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que dans les opérations de location-vente entre particuliers, la T. V. A. est acquittée sur l'ensemble du prix (capital et intérêts) puisque les annuités de remboursement sont taxables à la T. V. A. Par ailleurs, l'intégralité des sommes perçues est taxable à l'I. R. P. P. ou à l'impôt sur les sociétés. Il lui demande : 1° s'agissant particulièrement d'immeubles ou de fonds de commerce, si, en fin de contrat, les droits de mutation sont dus à l'enregistrement et, dans l'affirmative, sur quelle base ; 2° s'il ne lui apparaît pas souhaitable, dans ce cas, d'exonérer des droits d'enregistrement toute mutation consentie par des artisans, commerçants et petits industriels âgés, à des personnes jeunes, ne possédant généralement pas les moyens financiers nécessaires, mais présentant un esprit d'entreprise qu'il apparaît utile d'encourager. Ces mesures entraîneraient parfaitement dans le cadre des dispositions prises en faveur des commerçants âgés.

*Donations (droits de mutation sur la conversion
d'un usufruit en rente viagère).*

23920. — 3 mai 1972. — **M. Collette** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'un fonds de commerce dépendait d'une communauté aujourd'hui dissoute par suite du décès de l'épouse. Celle-ci a laissé pour lui succéder : son mari, commun en biens et usufruitier légal du quart des biens dépendant de la succession de son épouse en vertu de l'article 767 du code civil ; une fille issue du mariage, seule et unique héritière. Par la suite,

le père a fait donation à sa fille de ses droits indivis en pleine propriété dans le fonds de commerce (soit la moitié) mais avec réserve d'usufruit sa vie durant des biens donnés. Immédiatement et par le même acte, cet usufruit a été converti en une rente viagère. L'administration de l'enregistrement prétend que la conversion de l'usufruit en rente viagère doit être analysée comme une cession d'usufruit dont la rente constitue le prix et entend percevoir le droit de mutation à titre onéreux au taux global de 20 p. 100. Il lui demande s'il n'y a pas lieu de considérer la donation ainsi faite non pas comme une donation en nue propriété, comme semble l'interpréter l'administration, mais comme une donation avec charges de la toute-propriété, l'opération ainsi analysée ne pouvant alors donner ouverture qu'au droit de donation à l'exclusion du droit de mutation.

Pensions de retraite, civiles et militaires (plafond d'annuités).

23921. — 3 mai 1972. — **M. Michel Marquet** expose à **M. le Premier ministre (fonction publique)** que la loi du 31 décembre 1971 a augmenté de sept ans et demi (de trente à trente-sept ans et demi) la durée maximale des cotisations prises en compte pour le calcul de la retraite des assurés sociaux. Il lui demande si le Gouvernement n'a pas l'intention de s'inspirer de ce précédent pour prévoir une augmentation identique du plafond de trente-sept annuités et demi auquel demeure toujours limité le maximum des annuités retenues pour la liquidation des pensions des fonctionnaires civils et militaires, et tenir ainsi compte des retenues effectuées sur le traitement de ces derniers au-delà de trente-sept ans et demi de services effectifs.

Immeubles et fonds de commerce (transactions).

23922. — 3 mai 1972. — **M. Offroy** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 19 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce prévoit que cette loi entrera en vigueur « le premier jour du sixième mois suivant la publication du décret prévu à l'article suivant ». Il y a plus de deux ans que la loi du 2 janvier 1970 a été promulguée et le décret d'application prévu à l'article 20 n'a pas encore été publié. Le retard mis à l'application de ce texte est extrêmement regrettable, c'est pourquoi il lui demande quand paraîtra le décret en cause.

*Assurance maladie des non-salariés (déduction de l'I. R. P. P.
des cotisations pour indemnités journalières).*

23923. — 3 mai 1972. — **M. Guillermin** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les cotisations de sécurité sociale peuvent être déduites du revenu imposable en application de l'article 83-2 du code général des impôts. Il lui expose que le régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés ne couvre pas ceux-ci lorsque leur état de santé les oblige à arrêter leur activité professionnelle. De nombreux artisans ou petits commerçants dont les revenus sont modestes se voient de ce fait privés brutalement de ressources au moment où leurs dépenses vont s'accroître dans des proportions importantes alors qu'ils doivent continuer à assurer la subsistance de leur famille. Afin de tenir compte de ce risque de nombreux travailleurs non salariés souscrivent un contrat individuel d'assurance auprès d'un organisme de leur choix qui peut être soit une société mutuelle, soit une compagnie privée. Les cotisations déductibles du régime général de sécurité sociale correspondent en particulier aux indemnités journalières versées aux salariés en arrêt de travail. Dans le but de réaliser une véritable égalité fiscale entre salariés et non-salariés, il serait souhaitable que les cotisations versées à des régimes complémentaires par les non-salariés qui veulent percevoir des indemnités journalières en cas d'arrêt de travail puissent bénéficier également de la même déduction. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre dans ce sens.

Ponts (détruits et non reconstruits).

23925. — 3 mai 1972. — **M. Maujouan du Gasset** demande à **M. le ministre de l'équipement et du logement** s'il peut lui indiquer combien il existe, à l'heure actuelle, de ponts détruits au cours des opérations de guerre 1940-1945, non encore reconstruits, et quels sont ces ponts.

Recettes ruralistes (Drôme).

23926. — 3 mai 1972. — **M. Henri Michel** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait que dans le département de la Drôme, et notamment dans l'arrondissement de Montélimar, une grande partie des recettes ruralistes a été supprimée, occasionnant aux usagers une gêne importante. Il lui demande, tenant compte en particulier que dans d'autres départements aucune recette ruraliste n'a été supprimée, s'il entend réexaminer rapidement cette décision. Il souhaite qu'une recette ruraliste au moins soit maintenue par canton ainsi que dans les communes à vocation viticole, et que dans les autres communes les registres correspondants soient déposés en mairie. Il lui rappelle à cette occasion que c'est l'administration qui doit être au service du public et non pas le public au service de l'administration.

Veuves d'accidentés du travail remariées et redevenues veuves ou divorcées.

23927. — 3 mai 1972. — **M. Chazalon** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** qu'en application de l'article L. 454 a (4^e alinéa) du code de la sécurité sociale, la rente viagère attribuée au conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps de la victime d'un accident du travail suivi de mort est supprimée en cas de nouveau mariage de l'intéressé, si celui-ci n'a pas d'enfant. Cette suppression de la rente est maintenue si le second mariage se trouve dissout à la suite du décès du nouveau conjoint, ou d'un divorce. Or, lorsqu'il s'agit de pension d'invalidité de veuf ou de veuve, l'article L. 328 du code de la sécurité sociale, modifié par la loi n° 66-345 du 3 juin 1966, permet à la personne dont la pension a été supprimée à la suite d'un remariage, de recouvrer son droit à pension en cas de divorce ou de nouveau veuvage. Il serait souhaitable que des dispositions analogues à celles qui figurent à l'article L. 228 susvisé soient insérées dans l'article L. 454 du code afin que le conjoint survivant d'une victime d'accident du travail, dont la rente d'ayant droit a été supprimée par suite de remariage, recouvre l'intégralité de sa rente, sans considération d'âge ou de ressources personnelles, à compter de la date de dissolution du second mariage par décès ou par divorce. Pour les personnes qui ont perçu l'indemnité prévue à l'article L. 454 a (4^e alinéa), on pourrait prévoir qu'un délai de trois ans après le paiement de cette indemnité devrait être écoulé avant le rétablissement de la rente. Il serait également possible de réserver le droit au rétablissement de la rente aux personnes qui n'ont retiré aucun avantage du second mariage, tel que pension de reversion, pension alimentaire ou nouvelle rente d'ayant droit. Il lui demande s'il n'envisage pas d'insérer dans le projet de loi en préparation relatif à l'amélioration de la situation des veuves une disposition modifiant l'article L. 454 du code de la sécurité sociale dans le sens envisagé dans la présente question.

Masseurs-kinésithérapeutes (convention avec la sécurité sociale).

23928. — 3 mai 1972. — **M. Barberot** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, compte tenu des obligations imposées aux médecins conventionnés, il a été accordé à ceux-ci certaines simplifications portant sur les modalités de comptabilisation de leurs recettes professionnelles couvertes par la convention et le maintien de leur système particulier de détermination des frais professionnels. Les masseurs-kinésithérapeutes qui ont, eux aussi, passé une convention avec les organismes de sécurité sociale, convention qui arrive à échéance le 1^{er} mai, se déclarent prêts à signer la nouvelle convention nationale qui a fait l'objet d'un accord entre leur organisation syndicale et la caisse nationale d'assurance maladie, à condition que leur soient accordés les aménagements fiscaux dont bénéficient les médecins conventionnés en ce qui concerne les modalités pratiques de détermination des recettes professionnelles et la simplification de leurs obligations comptables. Il lui demande s'il envisage la possibilité de donner une suite favorable à cette requête qui ne peut être considérée que comme parfaitement légitime.

Travailleurs saisonniers (allocation pour perte d'emploi).

23929. — 3 mai 1972. — **M. Barberot** rappelle à **M. le Premier ministre (fonction publique)** que dans sa réponse à la question écrite n° 12220 (*Journal officiel*, Débats A. N. du 25 juillet 1970), il était indiqué que, conformément aux dispositions de l'article 21 (2^e alinéa) de l'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967, il était alors procédé à un examen approfondi de la situation des catégories d'agents, notamment saisonniers, qui ne relèvent pas du décret n° 88-1130 du 16 décembre 1968, en vue de déterminer les règles particulières d'attribution à ces agents de l'allocation pour perte d'emploi, et

notamment la durée de service continu exigée. Il souligne le préjudice important subi par un certain nombre d'agents non permanents licenciés pour raison de service, du fait qu'aucun texte n'est encore intervenu en leur faveur. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de faire paraître très prochainement le décret en cause.

Protection civile (lutte antiatomique).

23930. — 3 mai 1972. — **M. Médecin** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que les élus municipaux, conscients de l'importance que représente la protection civile urbaine, imposent volontiers de lourdes charges aux budgets communaux et mettent tout en œuvre pour que des secteurs de secourisme soient organisés et que soient tenus constamment prêts à servir des postes de secours aux blessés, un matériel d'alerte, un réseau de communications et des abris. Cependant, il convient de déplorer que certains abris, capables de résister à l'ébranlement produit par une bombe atomique, ne soient équipés d'aucun dispositif permettant d'assurer la protection des personnes réfugiées à l'intérieur contre l'action nocive due à la pénétration d'air et de poussières contaminés par les radiations. Si de tels équipements existent à l'échelon national, ce n'est pas au moment où éclaterait un conflit atomique qu'il serait possible de les expédier dans les différentes villes de France. Il lui demande : 1° s'il est exact qu'il existe de tels moyens de lutte antiatomique et, dans l'affirmative, quel est le service national chargé de répartir ce matériel entre toutes les régions de France et selon quelle procédure cette répartition est faite ; 2° s'il ne peut pas être envisagé de construire de vastes abris antiatomiques dans les zones montagneuses du pays en creusant des poches très importantes qui seraient dotées de stocks de vivres et de combustible permettant la survie en cas d'attaque atomique.

Communes touristiques (allocations du fonds d'action sociale).

23931. — 3 mai 1972. — **M. Bernard-Reymond** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que, conformément aux dispositions de l'article 2 du décret n° 68-913 du 18 octobre 1968, pour le calcul de l'indice à partir duquel est appréciée la capacité d'hébergement et d'accueil touristique d'une commune à la date du 1^{er} janvier, en vue de la répartition des allocations supplémentaires versées par le fonds d'action locale, en application de l'article 43 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966, il est procédé à l'addition des chiffres pondérés résultant du tableau suivant : nombre de places dans les hôtels de tourisme multiplié par 2 ; nombre de places dans les hôtels non classés et nombre de places dans les villages de vacances ; nombre de places dans divers terrains de camping multiplié par 0,5 ; nombre de logements de meublés, y compris les gîtes ruraux et communaux, multiplié par 3 ; nombre de places d'hébergement collectif dans des établissements publics ou privés multiplié par 0,5. Mais il n'est pas tenu compte du nombre de places dans les appartements et chalets individuels ou collectifs construits pour être vendus. Cette façon de procéder a pour résultat, dans le département des Hautes-Alpes, de rabaisser fictivement, dans des proportions souvent considérables, la capacité d'accueil réelle de nombreuses stations et de les priver ainsi du bénéfice des allocations supplémentaires alors qu'elles tiennent une place importante dans le tourisme de la région. Il lui demande s'il envisage la possibilité de modifier l'article 2 du décret du 18 octobre 1968 susvisé dans le but de faire cesser cette situation anormale.

Communes touristiques (allocations du fonds d'action sociale).

23932. — 3 mai 1972. — **M. Bernard-Reymond** demande à **M. le ministre de l'intérieur** s'il n'envisage pas de publier prochainement le décret qui doit apporter un certain nombre de modifications au décret n° 68-913 du 18 octobre 1968, relatif aux allocations supplémentaires versées par le fonds d'action locale aux communes touristiques ou thermales, aux stations nouvelles et à leurs groupements, en vue d'assouplir la réglementation actuellement en vigueur.

Vignette automobile (assureurs).

23933. — 3 mai 1972. — **M. Halbout** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il n'estime pas qu'il serait équitable d'exonérer de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur les véhicules appartenant aux producteurs de l'assurance et de la capitalisation des services extérieurs de production qui, en raison de leur profession, sont obligés, au même titre que les V. R. P., d'utiliser une voiture pour leurs nombreux déplacements et qui, par la vente des contrats de leur compagnie, contribuent au développement de l'épargne et des placements utilisés directement ou indirectement pour l'expansion économique du pays.

Bâtiments agricoles (d'élevage).

23935. — 3 mai 1972. — **M. Chazalon** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que, pour tenir compte de la situation particulière des exploitations situées en zone d'économie montagnarde et des charges supplémentaires qu'entraîne la construction de ces zones, des mesures particulières ont été prévues en faveur desdites zones, en ce qui concerne les taux de la subvention spéciale prévue au troisième alinéa de l'article 180 du code rural pour la construction et l'aménagement des bâtiments d'élevage. Ces mesures ont fait l'objet de la circulaire n° DARS.E 3 C 71-5056 du 20 août 1971. Ainsi que le précise cette circulaire, l'application de ces mesures est subordonnée à l'observation des conditions requises pour bénéficier de l'aide spécifique aux bâtiments d'élevage, en ce qui concerne notamment l'effectif minimum. C'est ainsi que, pour obtenir la subvention spéciale en vue de l'aménagement des bâtiments d'élevage, les exploitations doivent comporter un minimum de quinze vaches laitières. Certaines organisations agricoles souhaiteraient que ce chiffre soit réduit et ramené autant que possible à dix vaches laitières. Il lui demande s'il n'estime pas opportun de revoir cette réglementation dans le sens souhaité par les organisations agricoles.

Veuves (amélioration de leur situation).

23936. — 3 mai 1972. — **M. Bertrand Denis** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que les mesures qu'il a proposées et fait adopter au Parlement ces derniers temps et en particulier au printemps 1971 ont incontestablement amélioré la situation des mères de famille. Il résulte des débats et des textes que certaines lacunes de la législation concernant les veuves devraient être comblées. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de mettre à l'étude la situation des veuves et particulièrement des veuves âgées et de proposer prochainement au Parlement de voter les mesures qui se révéleront utiles.

Veuves (d'exploitants et de salariés agricoles).

23937. — 3 mai 1972. — **M. Bertrand Denis** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que si la législation sociale agricole française est une des meilleures il semble cependant qu'il y ait des lacunes concernant les veuves d'exploitants agricoles ou de salariés de l'agriculture, en particulier dans le cas des femmes mariées devenues veuves après l'âge de cinquante-cinq ans et avant l'âge de soixante-cinq ans. Il lui demande s'il n'entend pas mettre à l'étude les mesures qui pourraient remédier aux inconvénients signalés ci-dessus et proposer les textes nécessaires au Parlement.

Société nationale des chemins de fer français (carte Vermeil).

23938. — 3 mai 1972. — **M. Bertrand Denis** expose à **M. le ministre des transports** qu'il a été institué une carte de réduction dite carte Vermeil qui est accordée aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans lorsqu'elles circulent et utilisent les services de la Société nationale des chemins de fer français. Cette carte est annuelle et coûte actuellement 20 francs sans compter les déplacements indispensables pour l'obtenir, d'où des frais qui sont trop lourds pour les plus modestes des retraités qui voyagent peu. Il lui demande s'il ne juge pas que pour l'attribution de la carte Vermeil il devrait y avoir gratuité et allongement du délai de validité qui pourrait être de cinq années.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

AFFAIRES CULTURELLES

Jardins (ouverture au public).

21899. — **M. Stehlin** demande à **M. le ministre des affaires culturelles** si, en raison de la grave pénurie d'espaces verts dans Paris, il ne conviendrait pas d'ouvrir au public comme c'est le cas pour le palais du Luxembourg et celui du Louvre, certains très grands jardins dépendant de bâtiments officiels anciens et qui, en tout état de cause, ne servent pratiquement à personne. De toute manière

des grilles à la place des murs contribueraient à mieux mettre en valeur des biens appartenant au pays tout entier. (Question du 22 janvier 1972.)

Réponse. — Le problème posé par l'honorable parlementaire n'a pas échappé au ministère des affaires culturelles qui a toujours largement ouvert au public les jardins et espaces verts entourant les bâtiments qui lui sont affectés et s'efforce de maintenir et développer cette tradition. Il a par ailleurs procédé à une opération de recensement afin de déterminer les espaces verts entourant les immeubles appartenant à l'Etat et affectés à des services publics qui pourront être offerts au public parisien. D'ores et déjà, les jardins du musée Rodin sont offerts à la vue du public, les murs d'enceinte en ont été remplacés par des grilles. Des études sont en cours pour déterminer si, compte tenu des impératifs de sécurité ou de fonctionnement des services publics concernés, il serait possible d'étendre le champ d'application de cette politique d'ouverture des jardins au public.

AFFAIRES ETRANGERES

Organisation mondiale de la santé (admission de la République démocratique allemande).

23083. — **M. Odru**, considérant la part éminente prise par la République démocratique allemande dans le développement des sciences comme dans le domaine de la détente internationale, demande à **M. le ministre des affaires étrangères** si le Gouvernement ne compte pas se prononcer en faveur de l'admission de la République démocratique allemande à l'organisation mondiale de la santé à l'occasion de sa vingt-cinquième assemblée. (Question du 18 mars 1972.)

Réponse. — Le Gouvernement français n'entend pas se prononcer en faveur de l'admission de la République démocratique allemande à l'organisation mondiale de la santé à l'occasion de sa vingt-cinquième assemblée. Sans méconnaître la part éminente prise par la République démocratique allemande dans le développement des sciences, il considère en effet que la question de la participation de ce pays aux organisations internationales est une question d'ordre politique qui n'a pas à être tranchée par une institution à compétence technique spécialisée comme l'organisation mondiale de la santé.

AGRICULTURE

Lait (prix).

20407. — **M. Bousseau** demande à **M. le ministre de l'agriculture** s'il ne serait pas possible dans un avenir très proche : a) d'actualiser le prix d'achat du litre de lait pour les organismes de transformation à son prix de revient réel, soit 0,62 franc; b) d'engager le Forma à verser directement au producteur, mensuellement, la différence financière entre la possibilité contributive des organismes transformateurs et celle du prix de revient réel mentionné plus haut; c) de faire de cette estimation réelle du prix de revient la base du calcul du prix du lait à la qualité. (Question du 19 octobre 1971.)

Réponse. — Le ministre de l'agriculture est attaché, comme l'honorable parlementaire, à ce que les producteurs de lait reçoivent une juste rétribution. C'est ainsi que, malgré les difficultés de la négociation qui vient d'avoir lieu à Bruxelles au sujet des prix agricoles, le ministre de l'agriculture a pu obtenir du conseil des ministres de la Communauté européenne une majoration du prix du lait qui, sans répondre complètement au désir exprimé par les producteurs de lait, n'en est pas moins substantielle et la plus forte depuis la mise en place de l'organisation commune du marché laitier. Il estime cependant qu'il est difficile de se référer à un prix de revient du lait au niveau duquel devrait être porté le prix d'achat par les laïteries. En effet, les coûts sont aussi variables que les exploitations et les hommes qui les dirigent. Par ailleurs, selon la réglementation communautaire, le prix du lait fixé par le conseil des ministres n'est pas impératif et garanti, mais simplement indicatif; c'est celui que l'on tend à assurer en moyenne annuelle à l'ensemble des producteurs de lait de la Communauté, compte tenu des débouchés sur le marché intérieur et sur le marché international. On ne saurait envisager dans ces conditions de verser au producteur la différence entre le prix payé par la laiterie en fonction des recettes qu'elle réalise sur le marché et un prix fixé à l'avance considéré comme nécessaire. Le règlement C. E. E. n° 804/68 du conseil du 27 juin 1968 portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers indique d'ailleurs expressément que sont interdites toutes aides directes aux producteurs ayant pour effet de majorer le prix des produits. L'attention de l'honorable parle-

mentaire est appelée enfin sur le fait que la loi du 3 janvier 1969, dans son article 3, laisse aux producteurs et aux laiteries le soin de déterminer, par les engagements qu'ils devront contracter, les prix à payer en fonction de la composition et de la qualité du lait. Les dispositions réglementaires d'application ne concernent que la nature, les modalités et la durée des engagements. Les pouvoirs publics n'ont donc pas à fixer le prix du lait servant de base au calcul de la rémunération à verser par la laiterie à chaque producteur, en fonction de la qualité et de la composition de son lait. Il appartient aux seuls intéressés, producteurs et laiteries, de le définir d'un commun accord.

Lait (prix).

22506. — **M. Barberot** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que le revenu des producteurs de lait ne cesse de se dégrader en raison notamment de l'augmentation continue des charges de production. Dans les régions montagneuses, en particulier, où les producteurs ont à subir des contraintes et des coûts supplémentaires élevés, la rentabilité de la production laitière est très insuffisante et ne laisse subsister aucun espoir de revenu décent pour les exploitants agricoles. La situation est d'ailleurs à peu près la même pour l'ensemble des productions animales dont les prix n'ont augmenté que d'une façon très insuffisante au cours des cinq années du V^e Plan, et dont le développement a été entravé par le blocage des investissements en matière de bâtiments d'élevage. Il lui demande quelles mesures sont envisagées par le Gouvernement pour redresser rapidement cette situation. (Question du 19 février 1972.)

Réponse. — Les charges des producteurs de lait ont augmenté mais les prix qu'ils ont perçus ont marqué une nette hausse. C'est ainsi qu'en décembre 1971 le prix du lait en France était de 25 p. 100 supérieur à ce qu'il était deux ans plus tôt. S'agissant des régions de montagne, on peut observer que les fromages de qualité qui y sont fabriqués bénéficient de prix élevés, en hausse depuis plusieurs mois (emmental + 15,8 p. 100, comté + 5,9 p. 100). Les producteurs de lait de ces régions devraient ainsi normalement obtenir une rémunération supplémentaire en contrepartie de leurs difficultés particulières. Il est rappelé enfin que le prix indicatif du lait vient d'être relevé de 8 p. 100 à dater du 1^{er} avril 1972. Cette hausse ne manquera pas d'entraîner une augmentation des recettes des producteurs de lait. En ce qui concerne la viande bovine, le prix aux cent kilogrammes net sur pied au marché de La Villette, qui était de 309,5 francs en 1968, est passé à 363,1 francs en 1970 puis à 392,6 francs en 1971, soit une augmentation de l'ordre de 27 p. 100 en quatre ans, et cette hausse s'est encore accentuée au cours des premiers mois de 1972 : en effet, les prix sont passés de 419,6 francs en janvier à 444,2 francs en mars. Cette importante hausse des prix, due en grande partie à l'augmentation des exportations notamment vers l'Italie, s'est produite en période de fort accroissement de notre production qui résulte essentiellement des actions entreprises dans le cadre du plan de relance bovine. Par ailleurs, les crédits budgétaires affectés à l'aide aux bâtiments d'élevage, qui s'élevaient à 105 millions de francs en 1966, ont été portés à 221,1 millions de francs en 1970.

Abattoirs (conditions d'abattage des animaux).

22872. — **M. Bécam**, ému par l'absence de suite donnée à la plainte déposée le 16 décembre 1969 par l'œuvre d'assistance aux bêtes d'abattoirs dans le but de mettre fin à la pratique de la suspension en pleine conscience des veaux et des bovins aux abattoirs de La Villette puis dans certains abattoirs de province, demande à **M. le ministre de l'agriculture** quelles mesures il entend prendre pour faire respecter les termes du décret n° 64-334 du 16 avril 1964 qui interdit cette pratique. (Question du 11 mars 1972.)

Réponse. — La protection des animaux au moment de l'abattage est réglementée par les décrets n° 64-334 du 16 avril 1964 et n° 70-886 du 23 septembre 1970, qui interdisent notamment la pratique de la saignée sans étourdissement préalable sur les animaux de boucherie et les volailles, en accordant toutefois une dérogation à l'égorgeage rituel. Les préfets et les directeurs des services vétérinaires des départements ont reçu pour mission de veiller à la stricte application des dispositions des décrets précités. En ce qui concerne les abattages non rituels, les vétérinaires inspecteurs sont tenus, d'une part, de s'assurer de l'existence dans les abattoirs des instruments, installations et appareils agréés destinés à l'étourdissement des animaux et de leur utilisation correcte, d'autre part, de relever les infractions commises dans ce domaine, d'établir les procès-verbaux et de les transmettre à l'autorité judiciaire. Pour les abattages rituels, une mesure générale visant à leur limitation aux seuls besoins réels a été prise, en exigeant l'habilitation des

sacrificateurs par des organismes religieux reconnus. Les maires des communes où fonctionne un abattoir ont été invités à en interdire l'accès à tout sacrifice rituel non habilité. Des dispositifs appropriés de contention et d'affilage en vue de protéger les animaux contre les risques de contusion ou de chute immédiatement avant l'égorgeage ont été mis en place dans un certain nombre d'abattoirs.

Indemnité viagère de départ (superficie minimum de l'exploitation).

22892. — **M. Boyer** expose à **M. le ministre de l'agriculture** le cas d'un métayer qui ne peut obtenir le bénéfice de l'indemnité viagère de départ car le propriétaire du fonds ayant vendu une partie de sa terre à une commune pour permettre la construction de divers bâtiments administratifs, la parcelle qui reste en exploitation est inférieure à la surface minimum de référence. Compte tenu du fait que la demande d'indemnité viagère de départ aurait été recevable si le propriétaire avait conservé son exploitation ou s'il l'avait cédée en totalité pour la réalisation d'équipements collectifs, il lui demande s'il n'estime pas que les textes actuels devraient être modifiés afin que les métayers qui se trouvent dans le cas considéré ne soient pas injustement désavantagés par suite de la cession, indépendante de leur volonté, d'une partie de l'exploitation qu'ils cultivent. (Question du 11 mars 1972.)

Réponse. — A propos d'un cas particulier, l'honorable parlementaire soulève le problème des preneurs qui, n'étant pas maîtres de la destination des terres qu'ils mettent en valeur, semblent désavantagés lorsque leur bailleur dispose d'une partie de l'exploitation à des fins non agricoles. Son attention est attirée sur le fait que les dispositions actuelles (art. 845-1 et 845-2 du code rural) permettent aux preneurs de bénéficier de l'indemnité viagère de départ s'ils remplissent les conditions personnelles d'âge et d'activité professionnelle requises, quelle que soit la destination, totale ou partielle, agricole ou non agricole, donnée par leur propriétaire aux terres qu'ils exploitent. Dans le cas particulier exposé en l'espèce, il semble, malgré l'absence de renseignements précis, que le métayer, évincé d'une partie de l'exploitation qu'il mettait en valeur au profit d'une collectivité publique, puisse prétendre à l'indemnité viagère de départ s'il remplit les conditions personnelles requises et celles que soient la superficie et la destination de l'exploitation résiduelle. Il convient d'observer en outre que les dispositions plus générales de l'article 830-1 du code rural permettent au preneur d'exiger la résiliation totale du bail au cas où la résiliation partielle compromettrait l'équilibre économique de l'exploitation et prévoient l'octroi d'une indemnité destinée à compenser le préjudice matériel direct et certain subi par le preneur en raison de sa sortie des lieux avant la date fixée.

Elevage (la Réunion).

22911. — **M. Fontaine** demande à **M. le ministre de l'agriculture** s'il envisage dans un proche avenir d'étendre au département de la Réunion en l'adaptant en tant que de besoin le champ d'application du décret n° 69-666 du 14 juin 1969 relatif à l'organisation et au fonctionnement des établissements de l'élevage. (Question du 11 mars 1972.)

Réponse. — L'article 18 de la loi sur l'élevage a en effet prévu que les conditions d'application de cette loi aux départements d'outre-mer seront précisées par des décrets. L'importance et le caractère particulier du problème n'ont pas manqué de retenir l'attention du ministre de l'agriculture. Un décret portant extension aux départements d'outre-mer de la réglementation prévue pour la monte publique (décret n° 69-257 du 22 mars 1969), l'insémination artificielle (décret n° 69-258 du 22 mars 1969), l'organisation et le fonctionnement des établissements de l'élevage (décret n° 69-666 du 14 juin 1969) est actuellement en préparation.

Baux ruraux (résiliation).

23100. — **M. Fossé** demande à **M. le ministre de l'agriculture** si les dispositions de l'article 830-1 du code rural (art. 6 de la loi du 12 juillet 1967) sont applicables aux changements d'exploitants intervenus antérieurement à la loi. Il résulte de l'article 9 de la loi précitée que les dispositions des articles 847 à 850 du code rural concernant les modalités de l'indemnisation du preneur sortant sont applicables aux améliorations antérieures à la publication de la loi, mais, par contre, les autres dispositions de la loi, et notamment l'article 830-1, paraissent devoir entrer en vigueur dans les conditions de droit commun. (Question du 25 mars 1972.)

Réponse. — Les dispositions de l'article 850-1 (et non 830-1) du code rural ne sauraient s'appliquer aux changements d'exploitations intervenus antérieurement à la promulgation de la loi du 12 juillet 1967 : en effet, seules les dispositions des articles 847 à 850 du code rural, qui sont relatives aux modalités de l'indemnisation du preneur, peuvent avoir un effet rétroactif ainsi que le précise l'article 9 de la loi. Il n'en est pas ainsi de l'article 850-1, qui ne se rapporte pas à l'indemnisation du preneur, mais détermine les sanctions encourues par le bailleur ou le preneur qui, à l'occasion d'un changement d'exploitant, aurait imposé ou tenté d'imposer des reprises non justifiées.

Elevage (importation de veaux implantés).

23117. — M. Maujouan du Gasset demande à M. le ministre de l'agriculture s'il est exact que des veaux « implantés », originaires de Belgique, sont introduits en France. Dans l'affirmative, il lui demande s'il ne considère pas cette pratique comme tout à fait intolérable, alors que les producteurs français, et notamment ceux de l'Ouest, sont soumis à une législation très stricte en ce qui concerne l'utilisation des substances à action œstrogène. Il lui demande ce qu'il compte faire pour que cessent ces « importations ». (Question du 25 mars 1972.)

Réponse. — En attendant l'entrée en vigueur de dispositions communes, les directives du conseil de la Communauté économique européenne, relatives aux échanges intracommunautaires d'animaux vivants et de viandes fraîches n'affectent pas les dispositions nationales des Etats membres en ce qui concerne notamment le traitement des animaux de boucherie par des substances telles que les œstrogènes. Cependant la réglementation belge, comme la réglementation française, interdit l'emploi de ces substances pour le traitement des animaux de boucherie. Les prélèvements par sondage pour leur recherche dans les viandes sont effectués sur les carcasses des veaux importés comme sur les carcasses des veaux français. Jusqu'à ce jour, la présence d'œstrogènes n'a pas été décelée dans des veaux importés de Belgique.

Marché commun agricole (politique céréalière à l'égard des Etats-Unis).

23337. — M. Heibout attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les inquiétudes éprouvées par les exploitants agricoles, et notamment les producteurs de céréales, en raison des exigences américaines à l'égard de la Communauté économique européenne, en ce qui concerne notamment les conditions de production et de commercialisation de la Communauté économique européenne en matière de céréales. Il lui demande si, à la suite des négociations qui viennent de se dérouler à Bruxelles entre les représentants de la Communauté économique européenne et le représentant des Etats-Unis, et de l'accord qui a été conclu le 4 février 1972, il peut donner un certain nombre d'assurances susceptibles d'apaiser les inquiétudes des producteurs français qui considèrent, à juste titre semble-t-il, que des négociations actuelles et de celles qui doivent se dérouler en 1972-1973 au sein du G. A. T. T. dépend l'avenir de la politique agricole commune. (Question du 1^{er} avril 1972.)

Réponse. — Les négociations commerciales qui se sont déroulées à Bruxelles au mois de février dernier entre les Etats-Unis et la Communauté s'inscrivaient dans le cadre des discussions ouvertes à la suite des décisions annoncées par le président Nixon, le 15 août 1971, notamment dans le domaine monétaire. Au début de la négociation, la délégation américaine présentait des demandes portant en particulier sur les céréales et les agrumes. En ce qui concerne les céréales, ces demandes traitaient de politique commune des domaines du stockage, des prix et des restitutions. En fait, l'accord intervenu le 4 février 1972 entre les représentants de la commission mandatés par la Communauté et le porte-parole américain n'intéresse que le blé et vise uniquement la politique de stockage. Aux termes de ce compromis, la Communauté devra augmenter pour la campagne 1971-1972 son stockage normal (2,4 millions de tonnes) d'un montant additionnel de 1,5 million de tonnes. Quant à la campagne future, celle de 1972-1973, le représentant de la Communauté n'a pas pris d'engagement ferme sur le stockage. Le montant de ce stockage pour 1972-1973 sera défini « en fonction de la situation du marché, situation qui fera l'objet de discussions en temps opportun ». A l'issue de cette difficile négociation, on peut donc noter qu'en dehors des déclarations d'intention assez générales sur l'intérêt de rencontres futures pour chercher des solutions au problème des échanges agricoles, la Communauté n'a pris d'engagement concret qu'en ce qui concerne, d'une part, le stockage du blé de la campagne en cours, et, d'autre part, une réduction pour deux ans du tarif douanier commun applicable aux agrumes. Le Gouvernement

français reste décidé, comme il l'a prouvé une fois de plus en cette occasion, à veiller à la sauvegarde constante des principes de la politique agricole commune et au respect de la préférence communautaire.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Handicapés physiques
(application de la loi du 13 juillet 1971 aux départements d'outre-mer).

23225. — M. Cerneau demande à M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer si les dispositions de la loi n° 71-563 du 13 juillet 1971 relative à diverses mesures en faveur des handicapés physiques, modifiant l'article 168 du code de la famille ainsi que celles du décret du 29 janvier 1972, sont applicables en l'état aux départements d'outre-mer. (Question du 1^{er} avril 1972.)

Réponse. — Cette question est actuellement étudiée par les services du ministère de la santé publique et de la sécurité sociale et ceux du ministère d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. L'honorable parlementaire sera tenu au courant des résultats de cette étude qui sera menée aussi rapidement que possible.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

Commissariat à l'énergie atomique (département Informatique).

20747. — M. Michel Rocard demande à M. le ministre du développement industriel et scientifique quelle est la politique du Gouvernement pour ce qui concerne l'utilisation des moyens de calcul du secteur public, et en particulier : 1° s'il est exact que l'on envisage de fusionner les moyens de calcul du commissariat à l'énergie atomique avec ceux de la Franlab. Quel serait alors l'objectif poursuivi par le Gouvernement ; 2° s'il est vrai que le commissariat, apportant un C. D. C. 6.600 et un I. B. M. 306,91 dont il est propriétaire, recevrait 60 p. 100 des parts de la nouvelle société, alors que l'F. P., seul actionnaire de l'actuelle Franlab, en recevrait 40 p. 100 bien qu'elle soit seulement locataire d'un C. D. C. 6.600. Si cette information est exacte, quelle justification il peut donner de cette répartition apparemment aberrante ; 3° quelles dispositions seront prises pour éviter que la nouvelle Franlab ne soit ultérieurement contrôlée par des groupes privés qui utiliseraient ainsi pour leur seul profit des équipements dont l'achat a été financé par des fonds publics ; 4° s'il est vrai que d'autres opérations sont envisagées pour transformer en sociétés anonymes d'autres secteurs du commissariat à l'énergie atomique ; 5° si ces décisions, qui ont pour effet de supprimer toute possibilité actuelle ou future d'une politique nucléaire et d'une politique de l'informatique et de placer ces secteurs de pointe sous le contrôle de sociétés multinationales, ont la conséquence irrémédiable du fonctionnement d'un régime fondé sur la recherche du profit ou l'application d'une stratégie gouvernementale parfaitement délibérée et consciente ou la conséquence d'erreurs ou de fautes. Dans ce dernier cas, quelles dispositions il compte prendre pour y remédier. (Question du 6 novembre 1971.)

Réponse. — Il est exact qu'il a été envisagé de fusionner, en une société filiale commune du commissariat à l'énergie atomique et de l'Institut français du pétrole, les moyens de calcul dont disposent respectivement le commissariat et la Société Franlab, filiale de l'Institut français du pétrole. Toutefois il est apparu préférable, après étude détaillée, de réaliser ce projet en deux temps. Dans un premier, le commissariat à l'énergie atomique transformerait son département Informatique en société anonyme de service en informatique filiale à 100 p. 100 du commissariat à l'énergie atomique. Dans un second, une association serait recherchée entre cette société et la filiale informatique de l'Institut français du pétrole. L'opération envisagée ne privera pas les chercheurs du commissariat à l'énergie atomique d'un outil indispensable à la poursuite de leurs recherches, mais, bien au contraire, permettra un meilleur développement de cet outil en élargissant sa base d'activité. La structure envisagée, outre qu'elle permettra par son autonomie une meilleure gestion, devrait justement faciliter, comme le souhaite l'honorable parlementaire, la satisfaction d'autres besoins du secteur public dans le cadre de relations commerciales normales.

Institut de développement industriel (bilan d'activité).

21795. — M. Wagner demande à M. le ministre du développement industriel et scientifique s'il peut : 1° lui fournir un état de toutes les entreprises qui ont bénéficié d'une aide de l'Institut de développement industriel (I. D. I.) depuis la création de cet institut, en lui précisant : a) le montant des aides accordées ; b) la localisation

de l'entreprise bénéficiaire; 2° lui indiquer si l'expérience acquise a permis de définir des critères d'attribution de ces aides; 3° lui préciser de quelle manière est assuré le contrôle des engagements que les entreprises bénéficiaires sont tenues de souscrire en contrepartie du concours accordé par l'I. D. I. (Question du 15 janvier 1972.)

Réponse. — 1° et 2° L'institut de développement industriel (I. D. I.), créé à l'initiative des pouvoirs publics, est investi d'une mission d'intérêt national: favoriser l'accélération du rythme de croissance de l'industrie française en contribuant, par des interventions de caractère temporaire, à renforcer l'assise financière des entreprises qui souffrent d'un manque de fonds propres. L'activité de l'I. D. I. s'exerce dans le cadre des directives générales qui lui ont été données par le Gouvernement, afin que ses interventions tiennent compte des préoccupations prioritaires de la politique industrielle. Il doit viser au renforcement des secteurs insuffisamment organisés ou les plus exposés à la concurrence internationale et favoriser le développement d'entreprises appartenant à des secteurs orientés vers un marché en expansion rapide ou dans lesquels l'innovation est un facteur essentiel de compétitivité. Au plan des méthodes il a été jugé indispensable, d'une part, que l'institut vise à obtenir une rentabilité suffisamment assurée de ses interventions ainsi qu'une rotation rapide des ressources qui lui sont confiées, d'autre part qu'il soit doté d'un statut et géré selon des méthodes de type privé, en conservant la pleine responsabilité de ses décisions. Il découle de cette dernière considération, qui est essentielle, que les informations relatives aux interventions particulières de l'institut sont à la discrétion de son président et de son conseil d'administration. L'I. D. I. exerçant son activité selon les pratiques bancaires usuelles et à titre complémentaire des institutions financières existantes, il doit garantir à ses clients le secret traditionnel des affaires; aussi n'est-il pas possible à l'administration de divulguer les noms des entreprises qui bénéficient de ses interventions ni les modalités des opérations qu'il réalise. Le président de l'I. D. I. a été entendu: le 20 mai 1970 devant la commission des finances de l'Assemblée nationale; le 6 mai 1971 devant la commission des finances du Sénat; le 14 septembre 1971 devant la commission des finances de l'Assemblée nationale; le 1^{er} mars 1972 devant la section des finances du conseil économique et social. Lorsqu'il l'estime possible, le président de l'I. D. I. divulgue des informations sur les interventions de l'institut, par des interviews ou communiqués de presse. Plusieurs articles récents ont été publiés dans la presse économique à ce sujet. Depuis lors un communiqué a signalé une participation de l'I. D. I. dans une société papetière. 3° Lorsque la participation prise par l'institut comporte la présence d'un de ses représentants au conseil d'administration, celui-ci exerce tous les pouvoirs correspondant à son mandat et participe effectivement à la direction de l'affaire. Dans tous les cas l'I. D. I. agit conformément aux usages qui sont ceux des établissements financiers et assortit ses concours de conditions, garanties et sûretés qui lui donnent les meilleures assurances quant au respect de leurs engagements par les entreprises bénéficiant de ses concours.

ECONOMIE ET FINANCES

Centre des impôts de Baume-les-Dames (conditions de sa suppression).

22149. — M. Vollquin demande à M. le ministre de l'économie et des finances, à la suite des événements de Baume-les-Dames du 21 janvier dernier et de la protestation des élus et de la population de cette cité contre le transfert et la disparition du centre local des impôts, s'il peut lui indiquer: 1° quelle autorité a pris cette décision; 2° pour quelles raisons le dialogue a été refusé avec les élus locaux représentants qualifiés de la population; 3° quels motifs ont justifié cet entêtement et militent en faveur d'une décision en contradiction avec les déclarations préconisant la revitalisation du monde rural; 4° pourquoi une mobilisation de forces aussi importantes, plutôt que la négociation; 5° quel est le coût de l'opération. (Question du 5 février 1972.)

Réponse. — 1° Le regroupement des services de la direction générale des impôts dans un nombre limité de résidences — choisies en fonction de leur importance démographique et administrative, de l'orientation des relations économiques et de la configuration géographique de chaque département — de même que, par voie de conséquence, la disparition des divers services existant dans les villes non retenues comme siège d'un centre des impôts sont inclus dans les plans de réorganisation étudiés et arrêtés en application du décret n° 48-689 du 16 avril 1948 portant fusion des anciennes régies des contributions directes, des contributions indirectes et de l'enregistrement. Le plan relatif aux services fiscaux du Doubs a été porté officiellement à la connaissance du préfet du Doubs le 8 octobre 1963. Les parlementaires qui s'étaient alors intéressés à cette réorganisation, en ont également été informés. Ce plan prévoyait effectivement

le transfert au centre des impôts de Besançon de l'inspection des contributions directes en résidence à Baume-les-Dames dont l'effectif comporte trois agents. Seules, les difficultés rencontrées pour trouver au chef-lieu les installations immobilières nécessaires avaient fait différer jusqu'à maintenant la mise en application de ce plan, alors que dans un grand nombre de départements, la réorganisation était menée à son terme. 2° Avant que le plan de réorganisation des services du Doubs ne soit arrêté et durant les opérations préliminaires à sa mise en œuvre, la direction générale des impôts a été saisie à maintes reprises des problèmes que ce plan soulevait dans la région de Baume-les-Dames et a procédé à leur étude approfondie. Ses services ont recueilli sur place tous les éléments d'information nécessaires soit auprès du préfet, soit auprès des élus locaux. En dernier lieu une mission a été effectuée sur place, par un représentant de l'administration centrale spécialement délégué à cet effet. 3° La réorganisation a pour conséquence de rationaliser les tâches et de faciliter la mécanisation des services afin de permettre d'améliorer les rapports et les liaisons avec le public. L'administration a prévu diverses mesures pour donner aux habitants de la région une qualité de service au moins égale à celle qu'ils connaissent actuellement. Ainsi, en dehors des tournées périodiques effectuées dans le cadre normal des travaux, des permanences sont assurées, de façon efficace, par l'agent auquel ont à faire la majorité des contribuables en matière d'anciennes contributions directes et d'impôt sur le revenu. La recette locale des impôts maintenue à Baume-les-Dames a reçu, de son côté, de nouvelles attributions, notamment en ce qui concerne le dépôt des actes, déclarations et autres documents qui, produits par les officiers ministériels et les particuliers, sont destinés à être soumis à la formalité de l'enregistrement à Besançon; enfin, par la mission générale de renseignement qui lui est confiée, elle joue utilement auprès des contribuables, le rôle d'échelon avancé de l'administration et de liaison avec les services spécialisés. 4° Bien que la direction générale des impôts ait à sa disposition à Besançon, depuis octobre 1971, les installations nécessaires au fonctionnement des nouveaux services réorganisés, le transfert des documents et archives de Baume-les-Dames n'a pu être réalisé que le 21 janvier 1972, après de nombreuses démarches pour que ce transfert s'effectue rapidement et dans des conditions normales. 5° Il n'est pas possible de chiffrer le coût de l'intervention de la force publique, aucun crédit spécial n'ayant été affecté à cette opération qui entre dans le cadre normal de ses attributions et qui se trouve par conséquent couverte par les crédits globaux de fonctionnement des services intéressés.

Administration (destination d'un formulaire administratif).

23362. — M. Durieux expose à M. le ministre de l'économie et des finances que pour le 31 janvier les employeurs ont eu à produire en quatre exemplaires une formule dénommée D A S J ex-2460 et 232 1 D; il lui demande quelle destination est ménagée à chacun de ces exemplaires. (Question du 4 avril 1972.)

Réponse. — Depuis plus de vingt ans, tous les employeurs sont tenus de fournir à l'administration fiscale, au début de chaque année, une liste des salariés employés au cours de l'année écoulée, avec indication des salaires versés à chacun. Cette déclaration utilise un imprimé référencé d'abord « modèle 1024 », puis, depuis 1963, « modèle 2460 ». Parallèlement, les mêmes employeurs sont astreints à fournir aux organismes de sécurité sociale une déclaration de contexture analogue. Cet imprimé, référencé n° 2321 d, est produit en double exemplaire. Des études ont été effectuées par l'administration en vue de la fusion de ces deux déclarations très semblables. Les organisations d'employeurs faisaient en effet remarquer que leurs adhérents devaient à peu de chose près exécuter deux fois un travail assez important. Il semblait judicieux qu'un seul document soit à établir, qui satisfasse aux besoins des deux administrations. Une déclaration annuelle de salaire unifiée (D.A.S.) a été mise au point. Les déclarants doivent remplir des liasses carbonées. De la sorte, ils peuvent en une fois établir le nombre d'exemplaires nécessaires. Par la même occasion, ce qui n'implique aucune obligation ni aucun travail supplémentaire pour l'employeur, deux feuillets ont été ajoutés à la liasse qui en comporte ainsi cinq: le premier pour les services fiscaux; les deux suivants pour les organismes de sécurité sociale; le quatrième pour l'I. N. S. E. E.; le cinquième est conservé par le déclarant. L'exemplaire adressé à l'I. N. S. E. E. constitue la seule source complète pour l'établissement de statistiques annuelles de salaires. Jusqu'à présent, ces statistiques étaient réalisées à partir des déclarations adressées aux services fiscaux en un seul exemplaire, la direction générale des impôts les transmettant à l'I. N. S. E. E. après les avoir exploitées pour ses propres besoins, soit avec huit à dix mois de retard. Grâce à la transmission directe à l'I. N. S. E. E. d'un exemplaire particulier, les statistiques de salaires pourront être publiées beaucoup plus rapidement à l'avenir. La fusion des deux formulaires des impôts et de la sécurité sociale en un seul suppose une harmonisation des deux réglementations. Cela conduit à modifier plusieurs textes. Dans un premier temps, il n'a pas été possible d'arriver à des définitions communes dans tous les cas. Aussi l'imprimé

commun reste complexe, car il doit faire figurer côte à côte des informations souvent identiques mais parfois différentes suivant la définition fiscale et suivant celle de la sécurité sociale. Il est toutefois prévu que, l'harmonisation des textes se poursuivant, la contexture du formulaire soit simplifiée.

Hôtels et restaurants (prix).

23413. — M. Halbout demande à M. le ministre de l'économie et des finances quelles mesures il compte prendre pour que les hôteliers, restaurateurs et cafetiers puissent adapter les prix qu'ils pratiquent aux charges de leurs établissements. (Question du 4 avril 1972.)

Réponse. — Les hôteliers, restaurateurs et cafetiers adhérant aux conventions départementales en vigueur conclues en application des engagements professionnels nationaux souscrits par les organisations professionnelles respectivement pour les hôtels, restaurants et cafés bénéficient d'un régime conventionnel de prix. En application de ce régime les hôteliers sont autorisés à aménager chaque année leurs prix dans les limites fixées par l'engagement professionnel national. Pour les restaurants, le régime conventionnel a défini un certain nombre de prestations conventionnées, pour lesquelles les révisions de prix envisagées par chaque exploitant doivent être déposées auprès du directeur départemental du commerce intérieur et des prix et recevoir son accord pour pouvoir être appliquées. Pour les autres prestations, l'exploitant peut déterminer librement ses prix en tenant compte de l'incidence des charges d'exploitation et du coût des denrées. En ce qui concerne les débits de boissons, le régime conventionnel a prévu une limitation de l'évolution des prix pour six boissons seulement, dites pilotes, et la possibilité d'établir librement les tarifs des autres boissons. L'application de ces différents régimes de prix a permis de réaliser une adaptation des tarifs aux charges d'exploitation dans le cadre d'une évolution modérée des prix dans ces trois secteurs importants de l'économie française.

EDUCATION NATIONALE

Enseignants (statuts de différents corps).

21505. — M. Pierre Lagorce rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que le conseil supérieur de la fonction publique a été saisi, les 4 et 10 novembre, de quatre projets de statuts relatifs aux corps des professeurs agrégés, des professeurs certifiés, des chargés d'enseignement et des adjoints d'enseignement. Mais ces statuts élaborés en dehors de toute consultation des syndicats d'enseignement ont suscité, de la part de ceux-ci, de telles protestations, qu'ils ont été retirés de l'ordre du jour de sa session. Il lui demande ce qu'il entend faire, quant à la concertation avec les intéressés, avant de soumettre à nouveau ces projets de statuts à la prochaine session du conseil supérieur de la fonction publique, prévue pour la mi-février 1972. Il lui demande également si, d'une façon générale, il n'estime pas nécessaire que tout texte de portée statutaire soit, dès le stade de sa préparation, soumis à la discussion avec les organisations syndicales représentatives, autant que possible dans le cadre d'un comité technique paritaire du second degré dont la création semble être à présent d'une urgente nécessité. (Question du 15 décembre 1971.)

Enseignants (statuts de différents corps).

21671. — M. Gaudin rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que le conseil supérieur de la fonction publique a été saisi, les 4 et 10 novembre, de quatre projets de statuts relatifs aux corps des professeurs agrégés, des professeurs certifiés, des chargés d'enseignement et des adjoints d'enseignement. Mais ces statuts élaborés en dehors de toute consultation des syndicats d'enseignement ont suscité, de la part de ceux-ci, de telles protestations, qu'ils ont été retirés de l'ordre du jour de sa session. Il lui demande ce qu'il entend faire, quant à la concertation avec les intéressés, avant de soumettre à nouveau ces projets de statuts à la prochaine session du conseil supérieur de la fonction publique, prévue pour la mi-février 1972. Il lui demande également si, d'une façon générale, il n'estime pas nécessaire que tout texte de portée statutaire soit, dès le stade de sa préparation, soumis à la discussion avec les organisations syndicales représentatives, autant que possible dans le cadre d'un comité technique paritaire du second degré dont la création semble être à présent d'une urgente nécessité. (Question du 31 décembre 1971.)

Enseignants (statuts des différents corps).

21743. — M. Spénale appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les réactions des syndicats d'enseignants concernés par les quatre projets de statut relatifs aux corps des

professeurs agrégés, des professeurs certifiés, des chargés d'enseignement et des adjoints d'enseignement, à propos desquels le conseil supérieur de la fonction publique semble devoir être saisi, sans que les syndicats concernés aient eu l'occasion de faire connaître leur point de vue. Il lui rappelle l'instruction du 14 septembre 1970, relative à l'exercice des droits syndicaux dans la fonction publique (*Journal officiel* du 19 septembre 1970), adressée par M. le Premier ministre à MM. les ministres et secrétaires d'Etat, qui précise que le Gouvernement « donne un grand prix au dialogue qui doit exister, de façon permanente et à tous les niveaux, au sein même des administrations et services entre les représentants de l'Etat et ceux des agents. Il considère que les organisations syndicales constituent, vis-à-vis des pouvoirs publics, la voie naturelle de représentation des personnels de l'Etat ». Il lui demande : 1° s'il entend en conséquence saisir les syndicats intéressés, chacun pour ce qui le concerne, de ces projets de statut ; 2° dans la négative : a) quand l'instruction du 14 septembre 1970 a été abrogée ; b) quels sont les motifs qui justifient la non-consultation des syndicats intéressés ; c) sur quelles bases doit fonctionner désormais la concertation avec les personnels enseignants. (Question du 8 janvier 1972.)

Enseignants (statuts des différents corps).

21982. — M. Peyret attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le projet de réforme de la formation des professeurs de l'enseignement secondaire. Il lui rappelle que quatre projets de statuts relatifs aux corps des professeurs agrégés, des professeurs certifiés, des chargés d'enseignement et des adjoints d'enseignement sont actuellement en cours d'examen et doivent être soumis dès février 1972, en vue d'une constatation élargie, à tous les conseils concernés, comme il l'a déclaré lui-même devant l'Assemblée nationale lors de la discussion du budget de son département ministériel le 9 novembre 1971. Or, il semblerait que la teneur de ces projets n'ait pas été soumise à l'appréciation des organisations syndicales des personnels concernés, lesquels considéraient que lesdits projets n'apportent aucune réponse positive aux demandes présentées en ce qui concerne la réforme de la formation et du recrutement des maîtres, la revalorisation de la fonction enseignante, l'amélioration des conditions d'avancement, de travail et d'emploi. Il apparaît en effet aux intéressés que les statuts en cours d'élaboration auront pour effet : 1° de compromettre le niveau de formation et de recrutement des professeurs du second degré ; 2° de fragmenter le corps ministériel des adjoints d'enseignement en vingt-trois corps académiques ; 3° de supprimer sans compensation les quelques possibilités de titularisation actuellement offertes aux maîtres auxiliaires ; 3° d'imposer aux enseignants un nouveau régime disciplinaire caractérisé par le renforcement des sanctions et la réduction des garanties. Il lui demande, en conséquence, si, dans le cadre de l'actuelle politique de concertation, il envisage de consulter les personnels intéressés pour un nouvel examen des textes en préparation avant leur mise au point définitive et, dans cette perspective, s'il compte inviter les différents syndicats d'enseignants afin de recueillir leurs avis et de modifier les textes déjà élaborés compte tenu des remarques et suggestions formulées par ces derniers. (Question du 22 janvier 1972.)

Enseignants (statuts de différents corps).

22008. — M. Lavielle rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que le conseil supérieur de la fonction publique a été saisi, les 4 et 10 novembre, des quatre projets de statuts relatifs aux corps des professeurs agrégés, des professeurs certifiés, des chargés d'enseignement et des adjoints d'enseignement. Mais ces statuts élaborés en dehors de toute consultation des syndicats d'enseignement ont suscité de la part de ceux-ci de telles protestations qu'ils ont été retirés de l'ordre du jour de la session. Il lui demande : 1° ce qu'il entend faire, quant à la concertation avec les intéressés, avant de soumettre à nouveau ces projets de statuts à la prochaine session du conseil supérieur de la fonction publique, prévue pour la mi-février 1972 ; 2° si, d'une façon générale, il n'estime pas nécessaire que tout texte de portée statutaire soit, dès le stade de sa préparation, soumis à la discussion avec les organisations syndicales représentatives, autant que possible dans le cadre d'un comité technique paritaire du second degré dont la création semble être à présent d'une urgente nécessité. (Question du 22 janvier 1972.)

Enseignants (statuts de différents corps).

22158. — M. Virgile Barel attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le mécontentement des professeurs du second degré à la suite de la publication de quatre projets de

statuts dont il a saisi le conseil supérieur de la fonction publique et relatifs aux nouveaux statuts des professeurs agrégés, des professeurs certifiés, des chargés d'enseignements et des adjoints d'enseignement. Ces statuts auraient pour effet: 1° de compromettre le niveau de formation et de recrutement des professeurs du second degré; 2° de fragmenter, au grand désavantage des intéressés, le corps ministériel des adjoints d'enseignement en vingt-trois corps académiques; 3° de supprimer sans compensation les quelques possibilités de titularisation actuellement offertes aux maîtres auxiliaires; 4° d'imposer aux enseignants un nouveau régime disciplinaire caractérisé par le renforcement des sanctions et la réduction des garanties disciplinaires. Par contre, ces projets n'apportent aucune réponse positive aux demandes présentées par les personnels en ce qui concerne la réforme de la formation et du recrutement des maîtres, la revalorisation de la fonction enseignante, l'amélioration des conditions d'avancement, du travail et d'emploi et la résorption de l'auxiliaire. Ces textes ont été élaborés sans qu'à aucun moment les organisations syndicales aient été consultées. En conséquence, il lui demande, comme le souhaite l'ensemble des enseignants, quelles mesures il compte prendre pour que tout texte de portée statutaire soit, dès le stade de sa préparation, soumis à une discussion avec les organisations syndicales représentatives, et ce dans le cadre d'un comité technique paritaire du second degré dont la création lui semble nécessaire. (Question du 5 février 1972.)

Enseignants (statuts de différents corps).

22481. — M. Halbout expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, conformément à la politique de concertation que le Gouvernement a manifesté l'intention de mettre en œuvre à l'égard des agents de la fonction publique et qui a été rappelée, notamment, dans l'instruction du 14 septembre 1970 relative à l'exercice des droits syndicaux dans la fonction publique, il apparaît profondément souhaitable que les organisations syndicales des diverses catégories de professeurs de l'enseignement du second degré puissent participer aux travaux actuellement en cours, en vue de la préparation des décrets qui doivent fixer le statut des corps des professeurs agrégés, des professeurs certifiés, des chargés d'enseignement et des adjoints d'enseignement. Il lui demande de quelle manière il compte associer les organisations syndicales à ces travaux. (Question du 19 février 1972.)

Réponse. — Le conseil supérieur de la fonction publique a examiné, au cours de sa réunion du 8 mars 1972, différents projets de statuts des professeurs agrégés, des professeurs certifiés, des chargés d'enseignement et des adjoints d'enseignement. Ces projets de statuts ont été préparés par le ministère de l'éducation nationale en vue de remédier à une anomalie juridique. La loi du 19 octobre 1916 portant statut général des fonctionnaires concerne le personnel enseignant comme les autres catégories de fonctionnaires, et elle prévoit que des statuts particuliers devront être pris pour chacune des catégories d'enseignants. Ces statuts particuliers n'ayant pu être élaborés pour diverses raisons, les personnels enseignants sont demeurés soumis à des textes fragmentaires, parfois très anciens et inadaptés. C'est ainsi que les commissions administratives paritaires, créées dans les enseignements du second degré, n'ont aujourd'hui encore qu'une existence de fait, dénuée de toute base juridique. En effet, la création de commissions administratives paritaires, comme celles de comités techniques paritaires, ne peut intervenir, aux termes de l'article 58 du décret n° 59-307 du 14 février 1959, que dans les corps dotés de statuts particuliers publiés postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi du 19 octobre 1916. La publication de statuts particuliers pour les personnels de l'enseignement du second degré est donc un préalable à la mise en place d'un comité technique paritaire. Cette précision montre clairement la contradiction dans laquelle se trouvent ceux qui ont demandé que les projets de statuts soient préalablement examinés par un comité technique paritaire du second degré. La procédure suivie pour l'élaboration des statuts était sur le plan juridique la seule possible. Les dispositions prévues par les projets ont fait naître des appréhensions et ont suscité des réserves de la part de certains enseignants. Il est utile de faire connaître certaines précisions qui montreront combien les critiques qui ont été faites aux projets de statuts sont peu fondées. Il est inexact de dire que ces projets compromettent le niveau de formation et de recrutement des professeurs du second degré. Ils ne traitent pas ce problème et toutes les décisions qui ont été prises en matière de formation sont la preuve qu'il est envisagé d'allonger le temps qui lui est réservé. Le corps des adjoints d'enseignement ne sera pas fragmenté en vingt-trois corps académiques. La solution qui a été en définitive retenue, après consultation des organisations syndicales, pour l'organisation du corps des adjoints d'enseignement conservera à ce corps son caractère national. C'est ainsi que les mutations interacadémiques continueront d'être traitées à l'échelon ministériel et que les sanctions disciplinaires les plus graves seront prononcées par le ministre. Par ailleurs, l'organisation

du service bivalent (enseignement et surveillance) relève normalement de la compétence des recteurs. Les projets à l'étude ne suppriment nullement les possibilités de titularisation des maîtres auxiliaires. En effet, le plan de résorption mis sur pied en 1968 et reconduit en 1971 sera appliqué intégralement (nominations prononcées au titre de la rentrée 1972). D'autre part, les maîtres auxiliaires conservent la possibilité d'être recrutés dans le corps des adjoints d'enseignement, et, à partir de là, dans celui des certifiés: des dispositions particulières sont envisagées pour leur faciliter l'accès des centres de formation professionnelle des maîtres dans le projet actuellement en discussion. Le régime disciplinaire des enseignants ne sera pas caractérisé par le renforcement des sanctions et la réduction des garanties disciplinaires. Sur ce point les projets de statuts ne font qu'étendre aux personnels enseignants le droit commun qui s'applique, à la satisfaction des intéressés, à tous les fonctionnaires. Ainsi les enseignants bénéficieront des mêmes garanties et des mêmes droits que tous les personnels soumis aux règles de la fonction publique. Si les projets à l'étude n'apportent pas de revalorisation du classement indiciaire, d'amélioration des conditions d'avancement ou des conditions de travail, ils ne font pas non plus obstacle à ce que de telles mesures soient proposées ultérieurement. L'élaboration de statuts particuliers pour les personnels enseignants répond à un souci juridique: celui d'appliquer la volonté du législateur qui, dès 1946, a prévu expressément la mise en place de tels statuts. La commission d'études sur la fonction enseignante dans le second degré que préside M. Louis Joxe se penche en ce moment même sur les conditions de travail des enseignants. Ainsi se met en place une politique cohérente de l'enseignement secondaire pour le plus grand bien de nos enfants.

Etablissements scolaires et universitaires.

20911. — M. Dupuy demande à M. le ministre de l'éducation nationale quels sont les résultats des élections aux conseils d'administration dans les collèges, personnels enseignants et parents d'élèves pour les années: 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971, en indiquant le nombre des voix et le nombre des sièges obtenus par chaque organisation d'enseignants ou de parents d'élèves en distinguant les différents établissements: lycées, collèges d'enseignement secondaire, collèges d'enseignement technique et collèges d'enseignement général. (Question du 16 novembre 1971.)

Etablissements scolaires et universitaires.

21692. — M. Gilbert Faure demande à M. le ministre de l'éducation nationale quels sont les résultats des élections aux conseils d'administration dans les collèges personnels enseignants et parents d'élèves pour les années: 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971, en indiquant le nombre des voix et le nombre des sièges obtenus par chaque organisation d'enseignants ou de parents d'élèves en distinguant les différents établissements: lycées, collèges d'enseignement secondaire, collèges d'enseignement technique et collèges d'enseignement général. (Question du 31 décembre 1971.)

Réponse. — Les moyens en personnel et en matériel des services de la vie scolaire dans les rectorats n'ont pas permis de recueillir pour les années 1968-1969, 1969-1970 et 1970-1971 des résultats complets, donnant pour chaque organisation d'enseignants et de parents d'élèves le nombre de voix et le nombre de sièges obtenus. Les renseignements ci-annexés portent donc, pour ces trois années, sur des résultats partiels et n'ont pu être fournis que sous forme de pourcentages. Pour l'année 1971-1972, des résultats complets ont été communiqués par chaque rectorat. Ils figurent, d'une part, en pourcentages et d'autre part en nombre de voix et nombre de sièges obtenus par chaque organisation. Les tableaux ci-dessous font apparaître pour les années demandées et pour 1971-1972 les résultats des élections, d'une part pour les associations de parents d'élèves: fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (président: M^r Corneil), fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (président: M. Armand), fédération nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement public (président: M. Giraudeau), union nationale des associations autonomes de parents d'élèves (U. N. A. A. P. E.) (président: M. Lottmann) et, d'autre part, pour les syndicats d'enseignants: syndicat national des enseignants de second degré (S. N. E. S.), syndicat national des instituteurs (S. N. I.), syndicat national de l'enseignement technique apprentissage autonome (S. N. E. T. A. A.), syndicat général de l'éducation nationale (S. G. E. N.), confédération nationale des groupes autonomes de l'enseignement public (C. N. G. A.), syndicat national des lycées et collèges (S. N. A. L. C.), syndicat national des collèges (S. N. C.) et syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S. N. E. T. P.).

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION DES ÉTABLISSEMENTS DU SECOND DEGRÉ POUR LES ANNÉES 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971

Collège Personnel enseignant.

CATÉGORIES d'établissements.	ANNÉES	POURCENTAGE des résultats obtenus par rapport à l'année 1971-1972.	* F. E. N.	S. N. E. S.	S. N. I.	S. N. E. T. A. A.	S. G. E. N.	C. N. G. A.	S. N. A. L. C.	S. N. C.	S. N. E. T. P.	LISTES d'union.	DIVERS
			Pourcentage des voix obtenues par rapport aux suffrages exprimés.										
Lycées	1968-1969 ..	47	11,9	10,1	0,5	0,2	6,3	1,8	8,1	0,1	0,2	33	27,8
	1969-1970 ..	72	11,4	16,7	1	0,3	7,1	1,6	8	0,2	0,4	26,2	27,1
	1970-1971 ..	86	12,2	14,7	1,2	0,6	7	0,4	8,1	0,1	0,2	30,7	24,8
C. E. T.	1968-1969 ..	41	5,4	»	»	2,5	1,4	0,3	0,1	»	8,6	42,2	39,5
	1969-1970 ..	73	4,2	»	»	1,7	1	0,3	»	»	4,5	35,4	52,9
	1970-1971 ..	90	3,4	»	»	2,5	1,1	0,5	0,5	»	4,5	35,5	52
C. E. S.	1968-1969 ..	28	16,4	6,8	9,9	»	2,2	0,2	1,6	2,8	1,3	23,3	35,5
	1969-1970 ..	49	15,1	7,9	11,6	»	1,3	»	0,9	1,6	2	23,8	35,8
	1970-1971 ..	78	18	8,8	10	»	2,2	0,3	1,3	1,8	0,1	23,2	34,4
C. E. G.	1968-1969 ..	57	11,8	»	21,3	»	0,3	0,2	0,3	4,2	»	23,1	38,8
	1969-1970 ..	79	9,5	»	26	»	0,2	»	0,1	1,9	»	17,8	44,5
	1970-1971 ..	100	13,9	»	22,4	»	0,2	0,6	0,1	2,1	»	18,3	42,4

(*) Dans cette colonne ne figurent que les résultats des listes présentées sous ce sigle.

Année 1971-1972.

CATÉGORIES d'établissements.	F. E. N.			S. N. E. S.			S. N. I.			S. N. E. T. A. A.			S. G. E. N.			C. N. G. A.		
	Voix.	%	Sièges.	Voix.	%	Sièges.	Voix.	%	Sièges.	Voix.	%	Sièges.	Voix.	%	Sièges.	Voix.	%	Sièges.
Lycées	9.432	13,7	949	11.333	16,5	1.124	1.096	1,6	145	222	0,3	23	4.715	6,8	426	735	1	80
C. E. T.	1.544	7,3	295	»	»	»	»	»	»	578	2,7	93	281	1,3	41	171	0,8	34
C. E. S.	10.254	17,4	1.967	3.624	6,1	699	7.144	12,1	1.193	»	»	»	1.258	2,1	215	166	0,3	35
C. E. G.	2.976	12,7	934	»	»	»	5.170	22	1.694	»	»	»	99	0,4	40	165	0,7	47

CATÉGORIES d'établissements.	S. N. A. L. C.			S. N. C.			S. N. E. T. P.			LISTES D'UNION			DIVERS		
	Voix.	%	Sièges.	Voix.	%	Sièges.	Voix.	%	Sièges.	Voix.	%	Sièges.	Voix.	%	Sièges.
Lycées	5.913	8,6	554	198	0,3	26	461	0,7	42	20.493	29,8	2.080	14.270	20,7	1.409
C. E. T.	143	0,7	27	»	»	»	1.016	4,8	142	7.704	36,4	1.249	9.741	46	1.755
C. E. S.	936	1,7	136	770	1,3	126	46	0,1	10	12.068	20,5	2.255	22.664	38,5	4.621
C. E. G.	64	0,2	17	396	1,7	39	»	»	»	4.694	20	1.449	9.953	42,3	3.213

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION DES ÉTABLISSEMENTS DU SECOND DEGRÉ
POUR LES ANNÉES 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971

Collège Parents d'élèves.

CATÉGORIES d'établissements.	ANNÉES	POURCENTAGE des résultats obtenus par rapport à l'année 1971-1972.	CORNEC	ARMAND	U. N. A. A. P. E.	GIRAUDEAU	LISTES D'UNION	DIVERS
			Pourcentage des voix obtenues par rapport aux suffrages exprimés.					
Lycées	1968-1969...	51	44,1	38,5	2,9	3,1	2,3	9,1
	1969-1970...	58	43,1	38,2	2,6	3,2	1,6	11,3
	1970-1971...	99	48,2	37,8	2,8	3,3	1,1	6,8
C. E. T.....	1968-1969...	57	48,5	10,4	2,6	3,9	2,9	31,7
	1969-1970...	73	47	11,1	0,5	4,1	2,1	35,2
	1970-1971...	88	47,6	12,2	4,6	1,1	2,3	32,2
C. E. S.....	1968-1969...	24	59,2	18,8	1,1	0,5	2,2	18,2
	1969-1970...	42	62,2	20,4	0,9	0,4	2,1	13,1
	1970-1971...	84	63,3	21	1,2	0,7	1,3	12,5
C. E. G.....	1968-1969...	58	62,3	6,9	0,5	»	3,1	27,2
	1969-1970...	72	62,4	5,4	0,4	0,1	3,5	28,2
	1970-1971...	* 106	64,3	4,3	1,2	0,4	1,3	28,5

(*) Ce résultat s'explique par la diminution du nombre de C. E. G.

Année 1971-1972.

CATÉGORIES d'établissements.	CORNEC			ARMAND			U. N. A. A. P. E.		
	Voix.	%	Sièges.	Voix.	%	Sièges.	Voix.	%	Sièges.
Lycées	219.029	49,7	2.746	183.072	41,3	2.209	10.732	2,4	121
C. E. T.....	47.229	53,2	1.538	11.626	13,1	334	1.294	1,4	25
C. E. S.....	259.819	64,4	5.775	93.876	23,2	1.912	8.450	2,1	104
C. E. G.....	128.275	67,7	4.040	9.248	4,8	277	2.109	1,1	63

CATÉGORIES d'établissements	GIRAUDEAU			LISTES D'UNION			DIVERS		
	Voix.	%	Sièges.	Voix.	%	Sièges.	Voix.	%	Sièges.
Lycées	8.513	1,9	139	396	0,1	11	20.704	4,6	288
C. E. T.....	3.284	3,6	85	469	0,5	13	25.170	28,2	745
C. E. S.....	1.379	0,3	37	1.704	0,4	42	39.160	9,6	902
C. E. G.....	»	»	»	1.075	0,5	33	48.985	25,9	1.564

Enseignants (chefs de travaux des lycées techniques).

22333. — Mme Jacqueline Thome-Patenôtre attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation difficile dans laquelle se trouvent les chefs des travaux des lycées techniques. Cette fonction essentielle de l'enseignement technique nécessite un haut niveau de compétence dans des domaines très variés (pédagogie, organisation, administration, technique). Or, les titulaires de ces postes risquent de voir leur statut, déjà mal défini, ce qui explique une désaffection pour la profession et le recrutement, remis en cause par des récentes décisions. Elle lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager, pour ces chefs de travaux de lycées techniques, actuellement en fonctions, en premier lieu un assouplissement des conditions leur permettant d'accéder à un indice identique à celui des nouveaux agrégés et, d'une manière plus générale, une amélioration des conditions de travail tant sur le plan administratif que financier. (Question du 12 février 1972.)

Enseignants (chefs de travaux des lycées techniques).

22338. — M. Peugnet attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des chefs de travaux des lycées techniques. Il lui rappelle qu'une « indemnité de sujétion spéciale » vient d'être accordée aux chefs de travaux des collèges d'enseignement technique et que ce même avantage est refusé aux chefs de travaux des lycées techniques. Or, ces derniers ont très fréquemment outre la charge des enseignements technologiques de leur lycée, celle des mêmes enseignements dans un collège d'enseignement technique annexé ou jumelé, ce qui constitue évidemment un surcroît important de travail et dispense

l'administration de nommer un chef de travaux dans ledit collège d'enseignement technique. Dans ces conditions, il lui demande : 1^o s'il ne croit pas opportun d'étendre aux chefs de travaux des lycées techniques chargés de collège d'enseignement technique annexé ou jumelé les dispositions favorables prises en faveur des chefs de travaux des collèges d'enseignement technique ; 2^o dans la négative, s'il peut lui indiquer les raisons qui s'opposeraient à l'attribution de l'indemnité de sujétion sollicitée en faveur des chefs de travaux des lycées techniques. (Question du 12 février 1972.)

Enseignants (chefs de travaux des lycées techniques).

22380. — M. Antonin Ver appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les graves problèmes qui se posent aux chefs de travaux des lycées techniques. En effet, afin de remédier au déclassement qui a affecté cette catégorie, il est prévu désormais de recruter ces personnels au niveau du professorat supérieur (indice agrégé). Parallèlement, un concours interne, réservé aux chefs des travaux en fonctions, est envisagé. Ainsi pourraient bénéficier du nouvel indice ceux qui subiraient les épreuves du concours avec succès et ce pour exercer les mêmes fonctions qu'auparavant. Les autres, en dépit des preuves de leur dévouement, de leur compétence professionnelle, données depuis dix, vingt ans ou même davantage resteraient à l'indice certifié. La situation créée par ce double indice pour une même fonction risque d'être préjudiciable aux chefs de travaux certifiés qui peuvent être mutés d'office s'ils occupent un poste important ou ne pas recevoir satisfaction dans leur demande de mutation au cas où des agrégés postuleront le même poste. En raison de l'effectif peu nombreux des chefs de travaux en fonctions, il lui demande s'il n'estime pas que des mesures plus

libérales devraient être prises concernant les modalités qui leur permettraient d'accéder aux nouveaux indices, et s'il ne peut être envisagé de prévoir une amélioration de leurs conditions de travail et l'attribution de l'indemnité de sujétion pour ceux qui ont la charge d'un collège d'enseignement technique annexé ou jumelé à leur établissement principal. (Question du 12 février 1972.)

Enseignants (chefs de travaux des lycées techniques).

22434. — M. Levelie attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la position difficile des chefs de travaux des lycées techniques. Alors que le peu de crédit attribué à l'enseignement technique rend de plus en plus difficiles leurs conditions de travail, alors que la plupart d'entre eux supportent également la charge d'un collège d'enseignement technique rattaché à leur établissement principal, on vient de modifier le niveau de recrutement de ces professeurs. Il lui demande, en conséquence: 1^o s'il est prévu des modalités d'accès au nouvel indice pour les chefs de travaux certifiés des lycées techniques; 2^o si une indemnité particulière ne pourrait être établie en faveur des chefs de travaux supportant les doubles charges d'un lycée technique et d'un collège d'enseignement technique. (Question du 19 février 1972.)

Enseignants (chefs de travaux des lycées techniques).

22462. — M. Boyer expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les chefs de travaux des lycées techniques se trouvent dans une situation très particulière du fait de la multiplicité de leurs fonctions, pédagogiques, administratives et techniques. Il lui demande s'il n'estime pas qu'après consultation des représentants des intéressés toutes dispositions devraient être prises pour que les membres de cette branche de l'enseignement technique puissent, après examen probatoire portant sur leurs aptitudes professionnelles, bénéficier du nouvel indice prévu pour les chefs de travaux au niveau du professorat supérieur, une indemnité spéciale de sujétion devant d'autre part être attribuée à ceux de ces enseignants qui ont la charge d'un collège d'enseignement technique annexé ou jumelé à leur établissement principal. (Question du 19 février 1972.)

Enseignants (chefs de travaux des lycées techniques).

22473. — M. Degraeve appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les vives préoccupations que suscitent, parmi les chefs des travaux des lycées techniques, les nouvelles modalités de recrutement de cette catégorie actuellement en cours d'élaboration. En effet, les chefs de travaux seraient désormais recrutés au niveau du professorat supérieur (indice agrégé) tandis qu'un concours interne serait réservé aux chefs de travaux déjà en fonctions. De ce fait, les mêmes fonctions seraient exercées par un personnel rémunéré en fonction de deux indices différents, les chefs de travaux déjà en fonctions restant à l'indice des professeurs certifiés. Ainsi un personnel parfois en fonctions depuis plusieurs années et bénéficiant de larges compétences, se trouverait en quelque sorte pénalisé au moment où les chefs de travaux des lycées techniques viennent par ailleurs de se voir refuser le bénéfice d'une indemnité de sujétion spéciale accordée aux chefs de travaux des collèges d'enseignement technique. Il lui demande, en conséquence, quelles dispositions pourraient être adoptées pour répondre aux légitimes préoccupations des chefs de travaux des lycées techniques et pour améliorer leurs conditions de travail. (Question du 19 février 1972.)

Enseignants (chefs de travaux des lycées techniques).

22497. — M. Lainé attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le cas des chefs de travaux des lycées techniques. Il lui précise que les intéressés exercent des fonctions à la fois pédagogiques, administratives et techniques complétées par un double rôle d'organisateur et d'administrateur. Il lui demande: 1^o s'il n'estime pas que ceux de ces enseignants qui ne seraient pas reçus au concours interne, tendant à les assimiler à un niveau professionnel supérieur, ne devraient cependant pas bénéficier d'un meilleur classement indiciaire, étant observé à ce sujet que les intéressés assurent un service de trente heures par semaine; 2^o s'il ne juge pas qu'il serait équitable qu'une indemnité convenable de sujétion soit attribuée à ceux d'entre eux qui exercent également leurs fonctions dans des collèges d'enseignement technique annexés aux lycées techniques. (Question du 19 février 1972.)

Enseignants (chefs de travaux des lycées techniques).

22515. — M. Pierre Lagorce appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des chefs des travaux des lycées techniques dont les responsabilités sont de plus en plus

lourdes et les tâches de plus en plus multiples et exigeantes puisqu'ils assument à la fois des fonctions pédagogiques, administratives, techniques, en même temps que des fonctions d'organisation et d'animation. Or, rien n'a été fait depuis 1939 pour adapter les moyens mis à la disposition des chefs des travaux à leurs nouvelles sujétions et pour améliorer leur situation. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre à leur égard des mesures propres à calmer leur légitime inquiétude, notamment en ce qui concerne les modalités qui permettraient aux chefs des travaux en fonctions d'accéder aux nouveaux indices, l'amélioration de leurs conditions de travail et l'attribution de l'indemnité de sujétion pour ceux qui ont la charge d'un collège d'enseignement technique annexé ou jumelé à leur établissement principal. (Question du 19 février 1972.)

Enseignants (chefs de travaux des lycées techniques).

22549. — M. Bécam attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des chefs des travaux en fonctions dans les lycées techniques. A des responsabilités lourdes, à des tâches multiples et exigeantes qui exigent à la fois de grandes qualités pédagogiques, techniques, administratives et des aptitudes d'animation et d'organisation qui font d'eux des chefs d'entreprise de production ne semblent pas correspondre les moyens et avantages qui devraient en découler normalement. Pour tenir compte de l'importance croissante de leurs missions découlant de l'heureux développement et de la nécessaire valorisation de l'enseignement technique il lui demande ce qu'il entend faire pour améliorer leurs conditions de travail (estimés « chefs d'entreprise de production », ils ne disposent d'aucun personnel susceptible de les seconder, d'aucune secrétaire, etc.). Il serait souhaitable de prévoir des modalités plus libérales qui leur permettent d'accéder aux nouveaux indices, tenant en particulier compte du fait que l'ancienneté estompe généralement les connaissances purement théoriques si elle nourrit au contraire les compétences pratiques. Il estime enfin parfaitement légitime que soit accordée aux chefs des travaux des lycées techniques ayant la charge d'un collège d'enseignement technique annexé ou jumelé l'indemnité de sujétion récemment attribuée aux chefs des travaux des collèges d'enseignement technique. (Question du 19 février 1972.)

Enseignants (chefs de travaux des lycées techniques).

22564. — M. Musmeaux attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les recommandations pédagogiques que l'inspection générale de l'enseignement technique vient d'adresser au personnel des enseignements professionnels des lycées techniques et qui inquiètent particulièrement les chefs de travaux en fonctions. La situation des chefs de travaux se dégrade à un tel point que l'administration ne parvient plus à recruter le personnel, ce qui constitue une grave menace pour l'avenir de l'enseignement technique et pour celui des techniciens dont notre pays a besoin. Or, le projet émanant de l'inspection générale de l'enseignement n'apporte aucune solution favorable, mais au contraire aggrave la situation actuelle. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre: pour permettre aux chefs des travaux en fonctions d'accéder aux nouveaux indices, pour l'amélioration de leurs conditions de travail et pour que soit attribuée l'indemnité de sujétions à ceux qui ont la charge d'un centre d'études techniques annexé ou jumelé à leur établissement principal. (Question du 19 février 1972.)

Enseignants (chefs de travaux des lycées techniques).

22697. — M. Chazalon expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les chefs de travaux des lycées techniques éprouvent une inquiétude bien légitime en présence des projets de réforme relatifs aux modalités de recrutement qui sont actuellement envisagés et qui auraient pour objet de prévoir le recrutement des chefs de travaux au niveau du professorat supérieur (indice agrégé). Ceux qui sont en fonctions, parfois depuis de longues années, et qui doivent accomplir une tâche de plus en plus complexe sans qu'aucune amélioration ait été apportée à leurs conditions de travail ne pourraient bénéficier du nouvel indice qu'après avoir subi avec succès les épreuves d'un concours interne. Une telle méthode ne pourrait que défavoriser ceux qui ont la plus grande ancienneté, ou ceux qui ont les plus lourdes charges professionnelles, et elle ne tiendrait aucun compte des qualités humaines et de caractère que requiert l'exercice des fonctions de chef de travaux. D'autre part, les intéressés constatent qu'il leur a été refusé le bénéfice de l'indemnité de sujétions spéciales qui a été accordée aux chefs de travaux des collèges d'enseignement technique alors que, très fréquemment, ils assument la charge des enseignements technologiques dans un collège d'enseignement technique annexé ou jumelé à leur lycée. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en vue d'apaiser les inquiétudes de cette catégorie de personnels de son administration, tant en ce qui concerne les modalités d'accès aux nouveaux indices pour

les chefs de travaux actuellement en fonctions que l'amélioration de leurs conditions de travail et l'attribution de l'indemnité de sujétions spéciales, tout au moins pour ceux qui ont la charge d'un collège d'enseignement technique annexé ou jumelé à leur établissement principal. (Question du 4 mars 1972.)

Enseignements (chefs de travaux de lycées techniques).

22698. — **M. Barderot** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les chefs de travaux des lycées techniques éprouvent une inquiétude bien légitime en présence des projets de réforme relatifs aux modalités de recrutement qui sont accueillis avec intérêt et qui auraient pour objet de prévoir le recrutement des chefs de travaux au niveau du professorat supérieur (indice agrégé). Ceux qui sont en fonctions, parfois depuis de longues années, et qui doivent accomplir une tâche de plus en plus complexe sans qu'aucune amélioration ait été apportée à leurs conditions de travail ne pourraient bénéficier du nouvel indice qu'après avoir subi avec succès les épreuves d'un concours interne. Une telle méthode ne pourrait que défavoriser ceux qui ont la plus grande ancienneté, ou ceux qui ont les plus lourdes charges professionnelles, et elle ne tiendrait aucun compte des qualités humaines et de caractère que requiert l'exercice des fonctions de chef de travaux. D'autre part, les intéressés constatent qu'il leur a été refusé le bénéfice de l'indemnité de sujétions spéciales qui a été accordée aux chefs de travaux des collèges d'enseignement technique alors que, très fréquemment, ils assument la charge des enseignements technologiques dans un collège d'enseignement technique annexé ou jumelé à leur lycée. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en vue d'apaiser les inquiétudes de cette catégorie de personnels de son administration, tant en ce qui concerne les modalités d'accès aux nouveaux indices pour les chefs de travaux actuellement en fonctions que l'amélioration de leurs conditions de travail et l'attribution de l'indemnité de sujétions spéciales, tout au moins pour ceux qui ont la charge d'un collège d'enseignement technique annexé ou jumelé à leur établissement principal. (Question du 4 mars 1972.)

Enseignants (chefs de travaux de lycées techniques).

22745. — **M. Joanne** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur l'inquiétude provoquée dans le corps des chefs de travaux des lycées techniques par les récentes recommandations pédagogiques que l'inspection générale de l'enseignement technique vient d'adresser aux intéressés. Il lui demande s'il envisage de prendre à l'encontre de cette catégorie de fonctionnaires des mesures plus libérales en ce qui concerne : 1° les modalités qui permettraient aux chefs de travaux en fonctions d'accéder aux nouveaux indices ; 2° l'amélioration de leurs conditions de travail ; 3° l'attribution de l'indemnité de sujétions pour ceux qui ont la charge d'un collège d'enseignement technique annexé ou jumelé à leur établissement principal. (Question du 4 mars 1972.)

Enseignants (chefs de travaux de lycées techniques).

22770. — **M. Vuot** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la dégradation de la situation des chefs de travaux des lycées techniques et sur l'inquiétude manifestée par l'ensemble de ces personnels dont le rôle, au sein de l'organisation, du bon fonctionnement et de l'évolution des enseignements technologiques, est prédominant. Il lui rappelle que les chefs de travaux des lycées techniques assument de lourdes responsabilités pour faire face à leurs fonctions, lesquelles sont à la fois multiples et exigeantes. Il lui expose que, depuis 1939, date de la publication du statut des chefs de travaux des lycées techniques, rien n'a été fait pour adapter les moyens mis à la disposition de ces personnels à leurs nouvelles servitudes, nées du renforcement de l'équipement des lycées en outillage et machines, de l'augmentation des effectifs des maîtres et des élèves, de l'évolution rapide des techniques, de la multiplication et du niveau des spécialités enseignées, etc. Il en résulte que les chefs de travaux des lycées techniques, classés dans la catégorie des certifiés, doivent assurer un service de trente heures par semaine, et non de dix-huit comme leurs collègues, sans aucune réduction d'horaire ni aménagement de celui-ci. Ils ne bénéficient d'aucun avantage particulier, comme l'indemnité de sujétions spéciales accordée à leurs homologues des collèges d'enseignement technique. Ils ne disposent d'aucun personnel administratif destiné à les seconder. Cette situation ayant provoqué une crise de recrutement, des mesures sont, semble-t-il, en cours d'examen et prévoient notamment le recrutement des chefs de travaux au niveau professoral supérieur (indice agrégé), par voie de concours, étant entendu qu'il n'y aura aucune amélioration des conditions de travail, et que ce concours ne permettra que d'exercer exactement les mêmes fonctions qu'auparavant. Les chefs de travaux n'ayant pu subir les épreuves de ce concours conserveront l'indice de certifié, malgré les preuves de leur compétence professionnelle et de leur dévouement, ainsi que leur longue carrière, et continueront à assumer les mêmes charges, avec les mêmes responsabilités que

leurs collègues plus heureux. Par ailleurs, ce concours qui, en principe, n'aura lieu que cinq fois, n'offrira pas les mêmes chances de succès, d'une part, aux chefs des travaux dont la carrière est avancée et qui, s'ils ont acquis une réelle expérience, née des difficultés et des servitudes de leur profession, ne possèdent plus les connaissances strictement théoriques du début de leur carrière, d'autre part, à ceux qui se trouvent confrontés aux multiples sujétions des établissements importants et qui ne disposent pas du temps nécessaire à la préparation de cette épreuve. Enfin, le concours tel que prévu ne pourra faire ressortir les qualités humaines dont doivent faire preuve les chefs des travaux. Compte tenu de l'ensemble de ces remarques, il lui demande si, du fait du nombre relativement faible des chefs des travaux des lycées techniques actuellement en fonctions, il n'estime pas que des mesures plus libérales devraient être envisagées en faveur de cette catégorie de personnels, ces mesures concernant : 1° les modalités d'accès aux nouveaux indices ; 2° l'amélioration des conditions de travail ; 3° l'attribution de l'indemnité de sujétions spéciales en faveur de ceux ayant la charge d'un collège d'enseignement technique annexé ou jumelé à leur établissement principal. Il lui demande, en outre, s'il peut lui indiquer : 1° si les chefs des travaux à l'indice de certifié — et occupant un poste important — ne risqueront pas d'être mutés d'office pour être remplacés par un chef des travaux à l'indice d'agrégé ; 2° comment les chefs des travaux à l'indice de certifié pourront espérer obtenir une mutation lorsqu'ils seront en concurrence avec des chefs des travaux à l'indice d'agrégé. (Question du 4 mars 1972.)

Enseignants (chefs de travaux des lycées techniques).

22794. — **M. Nass** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les chefs de travaux des lycées techniques exercent des fonctions multiples — pédagogie, administration, technique, organisation, etc. — et lui demande s'il ne juge pas qu'il serait désirable que des mesures particulières soient prises en faveur des intéressés, et notamment que, dans le cadre des mesures prises pour faire face à la crise de recrutement qui sévit parmi ces personnels, les chefs de travaux, actuellement en fonctions, bénéficient par promotion interne du même classement indiciaire que ceux qui vont être recrutés et dont la formation se situera au niveau du professorat supérieur. Il lui demande en outre s'il n'estime pas que ceux des intéressés qui ont la charge d'un collège d'enseignement technique annexé à leur établissement principal devraient percevoir une indemnité spéciale de sujétions. (Question du 4 mars 1972.)

Enseignants (chefs de travaux des lycées techniques).

22816. — **M. Mario Bénard** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des chefs de travaux des lycées techniques. Alors que l'inspection générale de l'enseignement technique reconnaît l'importance, la lourdeur et la multiplicité de leurs tâches, tant dans le domaine de la pédagogie, de l'organisation, de l'administration, de la technique, que de l'animation, tous moyens d'aide administratifs et financiers leur sont refusés pour remplir leurs fonctions. L'inquiétude de cette catégorie est accrue par l'actuel projet de l'administration tendant à élever le niveau du recrutement qui aurait pour contrepartie de déclasser ceux des chefs de travaux qui auraient échoué au concours interne prévu, non en raison d'une quelconque insuffisance professionnelle, mais faute de temps disponible pour remettre à jour leurs notions théoriques. Ces personnels se plaignent, en outre, de ce que l'indemnité de sujétions spéciale qui vient d'être accordée aux chefs de travaux des collèges d'enseignement technique leur est refusée, alors que, bien souvent, ils ont également la charge des enseignements technologiques d'un collège d'enseignement technique annexé ou jumelé à leur collège. C'est pourquoi il lui demande s'il n'envisage pas des mesures plus libérales en faveur de cette catégorie de façon à améliorer leurs conditions de travail, à faciliter l'accès des chefs de travaux en fonctions aux nouveaux indices et à accorder une indemnité de sujétion à ceux d'entre eux qui ont la charge d'un collège d'enseignement technique annexé ou jumelé à leur établissement principal. (Question du 4 mars 1972.)

Enseignants (chefs de travaux des lycées techniques).

22847. — **M. Paul Duraffon** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des chefs de travaux des lycées techniques, et notamment sur leurs conditions de travail et sur la discrimination que risque d'entraîner dans leurs rangs le projet de concours interne réservé aux chefs de travaux en fonctions, étant donné la difficulté que présente un concours pour les plus anciens d'entre eux dont les connaissances théoriques sont lointaines et pour ceux qui ont la charge des établissements les plus importants et étant donné ses conséquences : l'existence d'un double indice pour une même fonction. Il lui demande s'il envisage : 1° d'attribuer l'indemnité de sujétion accordée aux chefs de travaux des collèges d'enseignement technique à ceux des chefs de travaux qui ont la charge d'un collège d'enseignement technique annexé ou jumelé à

leur établissement principal ; 2° d'améliorer les conditions de travail des chefs de travaux des lycées techniques ; 3° de réexaminer les modalités qui permettraient aux chefs de travaux en fonctions d'accéder aux nouveaux indices. (Question du 11 mars 1972.)

Enseignants (chefs de travaux des lycées techniques).

22902. — **M. Jean Briane** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation actuelle de l'enseignement professionnel dispensé dans les ateliers et les établissements techniques. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre : 1° pour que les effectifs suffisants en personnel et les moyens nécessaires en matériel soient mis à la disposition des chefs de travaux afin que ceux-ci puissent se consacrer réellement à leurs tâches pédagogiques et non, comme trop souvent, à des besognes d'entretien ; 2° pour assurer le recrutement convenable des chefs de travaux et améliorer leurs conditions actuelles de travail ; 3° pour permettre aux chefs de travaux actuellement en fonctions d'accéder aux nouveaux indices correspondant à leurs responsabilités de bénéficier de l'attribution de l'indemnité de sujétions pour ceux qui ont la charge d'un collège d'enseignement technique annexé ou jumelé à l'établissement principal. (Question du 11 mars 1972.)

Enseignants (chefs de travaux des lycées techniques).

22976. — **M. Cazenave** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les chefs de travaux des lycées techniques éprouvent une inquiétude bien légitime en présence des projets de réforme relatifs aux modalités de recrutement qui sont actuellement envisagés et qui auraient pour objet de prévoir le recrutement des chefs de travaux au niveau du professorat supérieur (indice agrégé). Ceux qui sont en fonctions, parfois depuis de longues années, et qui doivent accomplir une tâche de plus en plus complexe, sans qu'aucune amélioration ait été apportée à leurs conditions de travail, ne pourraient bénéficier du nouvel indice qu'après avoir subi avec succès les épreuves d'un concours interne. Une telle méthode ne pourrait que défavoriser ceux qui ont la plus grande ancienneté, ou ceux qui ont les plus lourdes charges professionnelles, et elle ne tiendrait aucun compte des qualités humaines et de caractère que requiert l'exercice des fonctions de chef des travaux. D'autre part, les intéressés constatent qu'il leur a été refusé le bénéfice de l'indemnité de sujétions spéciales qui a été accordée aux chefs de travaux des C. E. T., alors que, très fréquemment, ils assument la charge des enseignements technologiques dans un C. E. T. annexé ou jumelé à leur lycée. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en vue d'apaiser les inquiétudes de cette catégorie de personnels de son administration, tant en ce qui concerne les modalités d'accès aux nouveaux indices pour les chefs de travaux actuellement en fonctions que l'amélioration de leurs conditions de travail et l'attribution de l'indemnité de sujétions spéciales, tout au moins pour ceux qui ont la charge d'un C. E. T. annexé ou jumelé à leur établissement principal. (Question du 18 mars 1972.)

Enseignants (chefs de travaux des lycées techniques).

22977. — **M. Oliviero** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les chefs de travaux des lycées techniques éprouvent une inquiétude bien légitime en présence des projets de réforme relatifs aux modalités de recrutement qui sont actuellement envisagés et qui auraient pour objet de prévoir le recrutement des chefs de travaux au niveau du professorat supérieur (indice agrégé). Ceux qui sont en fonctions, parfois depuis de longues années, et qui doivent accomplir une tâche de plus en plus complexe, sans qu'aucune amélioration ait été apportée à leurs conditions de travail, ne pourraient bénéficier du nouvel indice qu'après avoir subi avec succès les épreuves d'un concours interne. Une telle méthode ne pourrait que défavoriser ceux qui ont la plus grande ancienneté, ou ceux qui ont les plus lourdes charges professionnelles, et elle ne tiendrait aucun compte des qualités humaines et de caractère que requiert l'exercice des fonctions de chef des travaux. D'autre part, les intéressés constatent qu'il leur a été refusé le bénéfice de l'indemnité de sujétions spéciales qui a été accordée aux chefs de travaux des C. E. T., alors que, très fréquemment, ils assument la charge des enseignements technologiques dans un C. E. T. annexé ou jumelé à leur lycée. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en vue d'apaiser les inquiétudes de cette catégorie de personnels de son administration, tant en ce qui concerne les modalités d'accès aux nouveaux indices pour les chefs de travaux actuellement en fonctions que l'amélioration de leurs conditions de travail et l'attribution de l'indemnité de sujétions spéciales, tout au moins pour ceux qui ont la charge d'un C. E. T. annexé ou jumelé à leur établissement principal. (Question du 18 mars 1972.)

Enseignants (chefs de travaux des lycées techniques).

22978. — **M. Michel Durafour** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les chefs de travaux des lycées techniques éprouvent une inquiétude bien légitime en présence des projets de réforme

relatifs aux modalités de recrutement qui sont actuellement envisagés et qui auraient pour objet de prévoir le recrutement des chefs de travaux au niveau du professorat supérieur (indice agrégé). Ceux qui sont en fonctions, parfois depuis de longues années, et qui doivent accomplir une tâche de plus en plus complexe, sans qu'aucune amélioration ait été apportée à leurs conditions de travail, ne pourraient bénéficier du nouvel indice qu'après avoir subi avec succès les épreuves d'un concours interne. Une telle méthode ne pourrait que défavoriser ceux qui ont la plus grande ancienneté, ou ceux qui ont les plus lourdes charges professionnelles, et elle ne tiendrait aucun compte des qualités humaines et de caractère que requiert l'exercice des fonctions de chef des travaux. D'autre part, les intéressés constatent qu'il leur a été refusé le bénéfice de l'indemnité de sujétions spéciales qui a été accordée aux chefs de travaux des C. E. T., alors que, très fréquemment, ils assument la charge des enseignements technologiques dans un C. E. T. annexé ou jumelé à leur lycée. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en vue d'apaiser les inquiétudes de cette catégorie de personnels de son administration, tant en ce qui concerne les modalités d'accès aux nouveaux indices pour les chefs de travaux actuellement en fonctions que l'amélioration de leurs conditions de travail et l'attribution de l'indemnité de sujétions spéciales, tout au moins pour ceux qui ont la charge d'un C. E. T. annexé ou jumelé à leur établissement principal. (Question du 18 mars 1972.)

Enseignants (chefs de travaux des lycées techniques).

23327. — **M. Stasi** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** quelles mesures il envisage pour améliorer les conditions de travail tant pédagogiques qu'administratives et techniques ainsi que la situation matérielle des chefs de travaux des lycées techniques. (Question du 1^{er} avril 1972.)

Réponse. — Le Gouvernement s'emploie à promouvoir l'enseignement technologique dans notre pays et à le placer de plain-pied avec l'enseignement classique et moderne. Ce principe a été clairement énoncé dans la loi n° 71-577 du 16 juillet 1971 sur l'enseignement technologique. L'administration a été ainsi amenée à reconsidérer les problèmes de recrutement et de formation des maîtres de l'enseignement technologique. C'est à ce titre que les fonctions des chefs de travaux de lycée technique ont été appelées à être redéfinies. Compte tenu de l'importance et de la nature de leurs tâches, il a paru souhaitable de prévoir un niveau de recrutement différent de l'actuel certificat d'aptitude à l'enseignement pratique. Le projet auquel il est fait allusion n'en est encore qu'au stade de l'élaboration. Il va de soi que les représentants de ces personnels seront consultés avant l'adoption définitive du texte réglementaire et que des dispositions seront prises pour que les plus méritants des chefs de travaux actuellement en fonctions puissent bénéficier de cette promotion. Il est rappelé à l'honorable parlementaire que les chefs de travaux de lycée technique, qui assurent, en outre, la direction technique des ateliers d'un collège d'enseignement technique annexé à l'établissement où ils sont affectés, bénéficient déjà d'une indemnité forfaitaire instituée par l'article 4 du décret n° 56-413 du 23 avril 1956 relatif au régime de rémunération des personnels participant à la direction et à la gestion des centres d'apprentissage annexés. Il est dans l'intention du ministère de l'éducation nationale de revaloriser le montant de cette indemnité.

EQUIPEMENT ET LOGEMENT

Veuves (accès prioritaires aux H. L. M.).

22432. — **M. Missoffe** signale à **M. le ministre de l'équipement et du logement** la situation particulièrement digne d'intérêt des veuves. La plupart de celles-ci, au décès de leur époux, doivent brutalement trouver une nouvelle insertion dans la vie économique pour subvenir à leurs besoins et souvent à ceux de leurs enfants. Le manque de formation professionnelle, les difficultés de trouver un emploi ont pour conséquence que leurs revenus sont très inférieurs à ceux dont elles disposaient du temps du vivant de leur mari. En particulier, le coût des loyers, lorsqu'ils ne sont pas contrôlés, grève très lourdement leur budget. Il lui demande, en conséquence, s'il ne serait pas possible d'accorder aux veuves une priorité pour l'accès aux logements attribués par les organismes d'habitations à loyer modéré. (Question du 19 février 1972.)

Réponse. — Le Gouvernement est tout à fait conscient de la situation douloureuse des veuves, notamment lorsqu'elles sont chargées de famille et il recherche toutes les solutions possibles pour améliorer leurs conditions. Il n'est toutefois pas possible d'accorder une priorité systématique d'accès à un logement H. L. M. à certaines catégories de personnes, en fonction de critères généraux autres que leurs ressources. On risquerait ainsi de causer un préjudice grave à d'autres familles dont la situation particulière peut être parfois plus pénible encore que celle de certains bénéficiaires de la priorité de principe. Le caractère prioritaire d'une

demande ne peut être dégagé que de l'examen du dossier. Or, celui-ci comporte un questionnaire sur la situation familiale des demandeurs qui permet d'appeler l'attention sur les veuves. Les commissions d'attribution ne manquent pas, en général, de tenir compte des difficultés particulières à cette catégorie spéciale.

Code de la route (priorité).

22725. — M. de Gastlines demande à M. le ministre de l'équipement et du logement s'il ne lui apparaît pas anormal que, compte tenu de la vitesse élevée à laquelle circulent les véhicules automobiles modernes, il puisse encore être considéré que des véhicules débouchant d'une voie goudronnée située à droite, dans le sens de la circulation, puissent bénéficier de la priorité, dite priorité à droite, dès lors que les voies en question ne sont pas signalées par un panneau portant une croix de Saint-André, placée 150 mètres avant l'intersection. Il désirerait connaître les dispositions qu'il compte prendre pour mettre fin à cette anomalie. (*Question du 4 mars 1972.*)

Réponse. — L'article R. 25 du code de la route précise que lorsque deux conducteurs abordent une intersection de routes par des routes différentes, le conducteur venant par la gauche est tenu de céder le passage à l'autre conducteur. Cette règle de la priorité à droite est une règle générale de circulation qui s'applique valablement en l'absence de la signalisation correspondante. La prolifération de cette signalisation conduirait d'ailleurs rapidement à sa dévalorisation ; c'est pourquoi seules sont signalées en rase campagne les intersections qui offrent, soit par l'importance ou par la nature de la circulation qui les fréquente, soit par la disposition des lieux, soit du fait de quelque autre circonstance, un caractère dangereux. Dans les agglomérations, où l'on circule généralement moins vite, notamment dans les villes où il existe une police de la circulation, la pose de tels signaux n'est qu'exceptionnelle. Mais une modification très importante intervient actuellement afin de résoudre le problème de la priorité des routes recevant un fort trafic sur les routes secondaires, évoqué par l'honorable parlementaire. Une nouvelle signalisation verticale conforme à la réglementation internationale sera mise en place progressivement, région par région, sur l'ensemble des routes à grande circulation qui comprennent actuellement 46.000 kilomètres. Cette signalisation est déjà en place dans les régions de l'Est de la France et l'opération se terminera en 1973. De plus, le réseau des routes à grande circulation doit être étendu prochainement à 50.000 kilomètres, ce qui augmentera encore la portée de la mesure précédemment exposée.

Autoroute A 26 (création).

23016. — M. Charles Bignon demande à M. le ministre de l'équipement et du logement quelles sont les conséquences qu'il compte tirer de la soudaine annonce par M. le Premier ministre de la création d'une autoroute A 26 reliant Calais à l'autoroute A 1 par Arras. Il aimerait savoir comment le Gouvernement se procurera des crédits pour ce projet, non prévu au VI^e Plan, alors que les élus du département de la Somme réclament en vain depuis longtemps les crédits nécessaires à l'autoroute Calais—Abbeville—Amiens—Beauvais—Paris. A défaut de ces crédits, ils ont également demandé la modernisation de la route nationale n° 1 entre Abbeville et Beauvais. L'axe existant est le seul qui permette d'éviter d'engorger l'autoroute A 1 qui sera saturée à bref délai à la sortie de Paris par la desserte de l'aéroport de Roissy-en-France et à son terminal Nord par la liaison avec la Belgique et le Nord de l'Europe. Il lui demande donc de lui faire connaître quelle est la politique suivie pour relier le Nord-Ouest du pays au reste du territoire et s'il est enfin envisagé de désenclaver la Picardie maritime. (*Question du 18 mars 1972.*)

Réponse. — La circulation sur la liaison Calais—Arras dépasse très sensiblement celle de la liaison Beauvais—Calais. En 1968, elles étaient en moyenne respectivement de 5.000 et 3.500 véhicules par jour ; depuis cette date, le trafic Est-Ouest sur Calais—Arras a fortement crû, alors que le trafic Nord-Sud s'est reporté en partie sur les routes reliant Amiens à Paris vers l'autoroute A 1, à la suite, notamment, de la réalisation de l'axe Amiens—Roye. Par ailleurs, sur le plan de l'aménagement du territoire et du développement régional, si l'itinéraire Calais—Amiens présente un intérêt certain, celui de Calais—Arras ne l'est pas moins, compte tenu notamment des perspectives de réalisation du tunnel sous la Manche. Il est donc logique d'amorcer dès maintenant cette dernière liaison. Le niveau élevé du trafic, gage de son utilité pour la collectivité, permet en outre d'en assurer le financement en faisant appel essentiellement à l'emprunt ; l'apport budgétaire est nul au départ, alors qu'il aurait dû être très élevé pour la réalisation d'une autoroute selon le tracé Calais—Abbeville—Amiens—Beauvais, ce qui rendait impossible sa réalisation immédiate. Sur ce dernier axe sont cependant prévus des aménagements importants dès le VI^e Plan (sortie Nord-Ouest d'Amiens, deuxième tranche de la déviation de Mon-

treuil, travaux urbains dans Amiens et Beauvais), et les études de l'ensemble de la liaison sont poursuivies dans la perspective d'un lancement au VII^e Plan. De plus, le renforcement coordonné de l'itinéraire Amiens—Boulogne, déjà effectué au titre des précédents programmes, sera poursuivi avant la fin du Plan sur Calais au Nord puis Beauvais et Paris au Sud. Enfin, le risque de saturation de l'autoroute A 1 au niveau de ses terminaux Nord et Sud est pallié, au Nord, par l'élargissement entre Lille et Carvin et par la prochaine ouverture de l'autoroute A 2 et, au Sud, par la construction en cours de l'autoroute B 3 qui assurera la desserte Paris—Roissy.

Autoroute A 10 (tracé envisagé).

23025. — M. Berthoulin demande à M. le ministre de l'équipement et du logement s'il peut lui faire connaître l'état actuel des études concernant le tracé de l'autoroute A 10 entre Tours et Châtelleraut. (*Question du 18 mars 1972.*)

Réponse. — Le tracé et les caractéristiques de l'autoroute A 10 entre Tours et Châtelleraut ont fait l'objet d'études qui sont, maintenant, assez avancées pour que l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de la construction de cette section d'autoroute puisse avoir lieu prochainement. La mise au point des dispositions nécessaires à cette importante étape de l'instruction du projet est en cours. La longueur de la section en cause est de 60 km environ. Son origine se situe à l'échangeur de Chambray-lès-Tours (croisement avec la R. N. 10) et son extrémité au Nord de Châtelleraut, à la jonction de la bretelle de raccordement de l'autoroute à la R. N. 10 au Nord de cette agglomération. Entre ces deux points, le tracé sensiblement Nord-Sud se développe entre la R. N. 10 et la voie ferrée, puis franchit cette dernière entre Le Plessis et Maille, laissant à l'Est Montbazou, Sorigny, Sainte-Catherine et Sainte-Maure-de-Touraine. Il traverse ensuite la Vienne à Ports et entre dans le département de la Vienne à l'Est de Velleches. Passant près de Vaux-sur-Vienne et Champdigon à l'Est et d'Usseau à l'Ouest, il se raccorde à la section Châtelleraut-Nord—Poitiers-Nord au point ci-dessus indiqué. La construction d'un échangeur est prévue à Sainte-Maure-de-Touraine.

Ville nouvelle (extension de Cergy-Pontoise).

23027. — M. Poniatowski attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et du logement sur les projets d'extension de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, qui se concrétisent actuellement par une enquête préalable d'utilité publique portant sur 2.115 hectares et concernant les territoires des communes du plateau de l'Hautil. Il s'agit là d'une région naturelle restée à peu près intacte, malgré la proximité de la capitale, et qui représente un ensemble assez exceptionnel du point de vue forestier, agricole, touristique. Ces nouvelles acquisitions ne semblent pas indispensables au développement normal de la ville nouvelle qui dispose déjà d'un territoire considérable qu'elle mettra de très longues années à utiliser complètement. Rien ne justifie en tout cas la hâte avec laquelle l'opération a été mise en route. Il lui demande : 1° s'il existe une étude sérieuse des projets d'extension de la ville nouvelle justifiant l'enquête préalable en cours et les raisons pour lesquelles ces projets ne sont pas largement connus et débattus avant la mise en œuvre d'une telle procédure ; 2° s'il ne serait pas préférable, au lieu d'une urbanisation excessive contraire à l'évolution prévisible de la fin de ce siècle, de pratiquer une politique de sauvegarde de l'environnement, de la nature et des villages ruraux dans certains de leurs aspects ; 3° s'il ne serait pas souhaitable de créer, afin de protéger cette région naturelle, un parc régional qui couvrirait le plateau de l'Hautil et celui du Vexin, à l'image du projet envisagé pour les cinq forêts de la région Nord de Paris. En ce qui concerne l'orientation de la ville nouvelle : 4° si l'adoption de l'aéroport qui doit, de l'avis même de ses défenseurs, faciliter les déplacements rapides vers la Défense, ne conduit pas à faire de la ville nouvelle une ville dortoir ; 5° si l'administration acceptant l'urbanisation de la boucle de Chanteloup et du plateau de Conflans, touchant au territoire de la ville nouvelle, un ensemble urbain longiforme démesuré ne va pas se constituer et ce à l'Ouest de Paris, le long de l'Oise et de la Seine, exemple parfait d'un mode d'urbanisation que tout le monde réprovoque. (*Question du 18 mars 1972.*)

Réponse. — L'aménagement des versants de l'Hautil ne constitue pas une extension du programme déjà prévu de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, mais une nouvelle phase dans la réalisation de celui-ci. Le schéma directeur d'aménagement de la région parisienne prévoit l'urbanisation de cette zone, qui doit constituer un des quartiers de la ville nouvelle : c'est pourquoi elle a été incluse, dès l'origine, dans la zone d'aménagement différé qui couvre la ville nouvelle et dans le périmètre de l'établissement public chargé de son aménagement. Ainsi l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de l'acquisition des terrains ne fait

que marquer le passage au stade opérationnel d'un projet prévu depuis l'origine de la ville nouvelle. C'est dans ce contexte que se posent les problèmes évoqués par l'honorable parlementaire. 1° L'aménagement des versants de l'Hautill a fait l'objet d'études approfondies et de larges consultations lors de la préparation du schéma des structures de la ville nouvelle et du plan directeur d'urbanisme intercommunal n° 41 A. Le schéma des structures a reçu un avis favorable de l'ensemble des maires des communes concernées (le 23 novembre 1968), du conseil d'administration et du comité consultatif économique et social du district de la région parisienne (les 25 mai et 3 juillet 1969). Le plan directeur d'urbanisme intercommunal n° 41 A a été rendu public par arrêté du 28 juin 1970 du préfet de la région parisienne, après avoir été soumis aux conseils municipaux, à la commission départementale du conseil général et au conseil d'administration du district. Il a été mis à l'enquête publique du 5 au 22 janvier 1971. A l'occasion de cette enquête, tous les conseils municipaux concernés ont délibéré : onze communes sur seize ont émis un avis favorable, dont trois sans réserve. Le conseil général du Val-d'Oise a également donné un avis favorable, le 20 juin 1971, à la suite duquel le plan a été approuvé par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre de l'équipement et du logement en date du 30 juin 1971. Ce plan, dans sa version définitive, tient le plus grand compte des observations recueillies au cours de ces consultations : c'est ainsi, par exemple, que le tracé et les caractéristiques du chemin départemental n° 55 ont été modifiés, à la demande des conseils municipaux concernés. 2° La sauvegarde de la nature et des villages ruraux, dont l'intérêt n'est pas contestable, constitue de toute évidence un des éléments de la politique de l'environnement. Mais l'amélioration des conditions de vie des habitants de la région parisienne dépend également de l'offre de logements neufs en nombre suffisant, proches de lieux de travail et d'équipements sociaux, culturels et commerciaux et constitue un autre volet particulièrement important de cette politique. Pour concilier la sauvegarde des sites et l'aménagement rationnel de la région parisienne il est nécessaire qu'un plan général définisse les secteurs qui ne doivent pas être bâtis et ceux où des possibilités d'urbanisation peuvent être offertes. A l'intérieur de ces derniers, des terrains aménagés répondant aux critères qui viennent d'être énumérés doivent être mis à la disposition des constructeurs, sous peine de voir se développer une « urbanisation sauvage » difficilement contrôlable et contraire à la sauvegarde de la qualité de la vie. Les versants de l'Hautill ont été choisis comme emplacement d'une urbanisation nouvelle en raison de la proximité du nouveau centre de la préfecture et celle du futur centre d'affaires du Puisseux, qui permettront aux habitants de disposer de moyens de transport commodes, d'équipements de toute sorte et de possibilités d'emploi importantes. Un effort particulier n'en sera pas moins fait pour préserver, à l'intérieur même de la zone aménagée, un environnement de qualité. Ce quartier de la ville nouvelle sera, en effet, réservé à l'implantation de maisons individuelles et d'immeubles collectifs bas, entre lesquels de nombreux espaces verts seront aménagés. Les villages de Jouy-le-Montier, Boisemont, Vaureal et Courdimanche resteront en dehors de l'urbanisation nouvelle et conserveront leur caractère actuel. Enfin, les alentours des versants de l'Hautill seront préservés : la vue sur la boucle de l'Oise restera inchangée, car cette dernière sera aménagée en base de loisirs et conservera donc son caractère d'espace vert ; sur le plateau, la forêt de l'Hautill sera protégée. 3° La forêt de l'Hautill est, en effet, protégée par les différents plans d'urbanisme et l'acquisition des bois par la puissance publique est en cours. Par ailleurs, des mesures sont actuellement à l'étude pour protéger le Vexin, et plus particulièrement les massifs boisés et les vallons. Dans cette perspective, la création d'un parc régional, pour laquelle le président de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle a manifesté à plusieurs reprises un intérêt certain, mérite une étude approfondie. Ce parc pourrait couvrir le Vexin et la partie de l'Hautill où aucune urbanisation n'est envisagée. Le ministre de l'équipement et du logement a saisi le ministre de l'environnement de ce problème afin d'examiner plus en détail avec lui les conditions de sa mise en œuvre pour le cas où le projet recueillerait l'adhésion des collectivités locales concernées : c'est en effet à ces dernières que revient l'initiative de demander la création d'un parc régional, car celle-ci implique des engagements précis de leur part pour ce qui concerne le fonctionnement de ce parc. 4° Les premiers efforts dans la réalisation de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise ont porté, avant même l'arrivée des premiers habitants, sur la création d'emplois. Déjà, l'implantation de services administratifs et d'entreprises a permis la création de plusieurs milliers d'emplois. Cette action sera poursuivie : au total, une trentaine de milliers d'emplois nouveaux est prévue durant le VJ^e Plan. Contrairement à ce que craint l'honorable parlementaire la desserte de la ville nouvelle par l'aérotrain ne doit pas transformer celle-ci en ville-dortoir. Bien au contraire, en permettant d'associer Cergy-Pontoise au développement du quartier de la Défense, elle constituera un facteur important de développement des activités tertiaires : la rapidité des liaisons permettra à la ville nouvelle de devenir une zone d'extension naturelle

pour des entreprises installées à la Défense et incitera d'autres entreprises à s'implanter à Cergy-Pontoise pour profiter du voisinage du centre d'affaires international. En toute hypothèse et indépendamment du nombre d'emplois créés dans la ville nouvelle, un certain nombre de migrations alternantes sont inévitables ; il est souhaitable que les voyageurs soient transportés dans les meilleures conditions de confort et de rapidité. L'aérotrain possède en ces domaines une supériorité sur les transports en commun traditionnels. 5° Le développement de l'urbanisation le long d'axes préférentiels constitue un des choix majeurs du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne. Ce principe d'urbanisation, qui laisse subsister, entre les axes de développement, des espaces ruraux de vastes dimensions, marque un net progrès par rapport à l'urbanisation en tâche d'huile qui s'était pratiquée auparavant. Le choix opéré en faveur d'une urbanisation cohérente, au Nord de Paris, le long d'un axe principal Le Bourget - Pontoise, dont l'organisation sera dominée à l'Ouest par la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, laisse subsister des coupures à l'intérieur même de cet axe : l'aménagement de la base de loisirs de Cergy-Neuville et la protection de la forêt de l'Hautill évoqués précédemment, le maintien des servitudes dans la zone de Pierrelaye, la préservation d'une zone verte le long de la vallée de la Seine, la protection de la forêt de Montmorency et l'allègement de l'urbanisation dans la vallée de Montmorency témoignent de cette préoccupation. L'axe choisi doit cependant être une zone privilégiée d'urbanisation : les opérations de Conflans et de Chanteloup, citées par l'honorable parlementaire, entrent dans ce dessein. L'urbanisation de ces deux zones a été décidée dès 1964 et intégrée au schéma directeur. Bien que situés en dehors du périmètre de la ville nouvelle, les quartiers dont la réalisation est prévue à Conflans et à Chanteloup, du fait de la facilité des communications, subiront très vraisemblablement l'attraction de Cergy-Pontoise : leurs habitants y trouveront du travail, des commerces, des distractions et des services. Pour tenir compte de ce lien, le projet de Conflans est d'ailleurs en cours d'harmonisation avec celui de la ville nouvelle. Ainsi l'urbanisation de l'Hautill, prévue depuis longtemps, préparée par une série d'études et de consultations, fait partie d'un projet cohérent. Sa réalisation progressive est nécessaire à l'équilibre de la ville nouvelle. La déclaration d'utilité publique de l'acquisition des terrains permet une réparation intégrale du préjudice subi par les propriétaires. Elle est, en outre, indispensable pour que les exploitants agricoles puissent bénéficier de l'indemnisation prévue à l'article 10 de la loi du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole. Engagée suffisamment tôt, la procédure de déclaration publique permet d'étudier en temps opportun les conditions de réinstallation ou de conversion des agriculteurs et surtout donne à la collectivité publique le temps de procéder aux acquisitions par voie amiable, au lieu d'avoir recours à une expropriation rapide. C'est pourquoi il a paru nécessaire d'ouvrir dès maintenant l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique. Cette enquête a d'ailleurs été préparée par une campagne systématique d'information auprès des conseils municipaux, des populations et des représentants des exploitants agricoles.

Cherbourg (installations portuaires).

23200. — M. Robert Ballanger appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement et du logement** sur la situation économique et portuaire de Cherbourg. Cherbourg dispose d'une rade d'accès facile en eau profonde. Situé à proximité des principales voies du commerce maritime avec l'Europe, il occupe une position géographique particulièrement favorable. Compte tenu de la croissance des besoins internationaux en ce domaine, Cherbourg peut prendre une place importante dans la réparation navale, en particulier pour les gros bâtiments, pétroliers et méthaniers, sans porter atteinte au trafic actuel des marchandises et des voyageurs. Cherbourg ne dispose pas actuellement de quais, ni de formes de radoub de taille suffisante. Le développement de sa fonction portuaire permettrait d'assurer la nécessaire complémentarité entre les ports du Havre et de Cherbourg. Elle favoriserait également le développement économique de la ville et de sa région. Il apparaît souhaitable, à cet égard, d'envisager l'implantation d'établissements industriels travaillant pour l'exportation. Une main-d'œuvre qualifiée et en nombre important existe sur place. Une telle orientation répondrait tant à l'intérêt de la population de l'agglomération cherbourgeoise qu'à l'intérêt national. En conséquence, il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour l'aménagement à Cherbourg des installations portuaires permettant la réparation navale. (*Question du 25 mars 1972.*)

Réponse. — Une perspective nouvelle d'activité s'est offerte récemment pour le port de Cherbourg, non pas en matière de réparation navale, comme l'indique l'honorable parlementaire, mais dans le secteur de la construction navale. Il s'agit de la venue en finition de navires pétroliers de fort tonnage (250 000 tonnes de port en lourd), après leur période d'essais à la mer et avant livraison à l'armateur. Ce choix du chantier de construction s'explique à la

fois par l'occupation de ses propres installations à Saint-Nazaire, par la localisation de Cherbourg par rapport aux zones d'essais en mer et aux ports de livraison et aussi par la qualité des prestations fournies par les entreprises locales. Mais l'apparition de cette activité nouvelle posait un certain nombre de problèmes liés à l'occupation du port et à ses perspectives de développement. Si deux navires ont pu être reçus au quai de France en 1971, la reprise prévue des escales de paquebots en 1972 impose de recevoir les navires pétroliers attendus à partir de cette année à un autre quai du port. Après examen approfondi de la question il est apparu que la solution la plus judicieuse consiste à aménager l'extrémité Nord du quai de Normandie. Les travaux correspondants ont été lancés dès le mois de mars et l'échéancier de leur réalisation est compatible avec les besoins du chantier de construction navale. Bien que d'ampleur limitée, une telle opération est particulièrement intéressante et montre que le Gouvernement a pris, au plan des investissements portuaires, les mesures nécessaires pour permettre le développement sur des bases saines et réalistes du port de Cherbourg. L'aménagement du quai de Normandie, auquel s'ajoute la modernisation des équipements pour la réception des navires à manutention horizontale, continue à mettre le port de Cherbourg en position favorable. Cette situation peut certainement être encore améliorée par une utilisation intensive du port pour la desserte de son hinterland naturel. Mais, compte tenu de la proximité des ports du Havre et de Brest, déjà fortement équipés, notamment dans le domaine de la réparation navale, il est indispensable de n'investir à Cherbourg qu'au vu de perspectives précises et suffisamment sûres. Celles-ci font l'objet d'études particulièrement attentives en liaison avec la chambre de commerce et d'industrie.

Taxe locale d'équipement (victimes d'expropriations).

23340. — M. Griotteray rappelle à M. le ministre de l'équipement et du logement que la loi d'orientation foncière a créé une taxe complémentaire pour que les propriétaires des constructions nouvelles participent aux charges correspondantes des communes. On comprend mal que des expropriés qui, dans le cadre de l'opération d'urbanisme à laquelle ils sont soumis, choisissent la disposition de la loi qui leur permet de reconstruire eux-mêmes leur habitation, doivent acquitter lesdites taxes. Ce n'est pas volontairement qu'ils réalisent une « construction nouvelle ». L'expropriation les soumet déjà à un trouble de jouissance considérable en entraînant pour eux des charges matérielles importantes. Le coût de la reconstruction dépasse souvent l'indemnité qui leur est du reste versée avec des retards considérables. Il lui demande si la loi prévoit une disposition particulière pour éviter cette situation et les conditions dans lesquelles les intéressés peuvent en bénéficier. (Question du 1^{er} avril 1972.)

Réponse. — En vertu des dispositions de l'article 64 de la loi d'orientation foncière, les propriétaires d'une habitation familiale reconstruisant leur bien exproprié peuvent être exonérés de la taxe locale d'équipement sous réserve d'une part, que l'immeuble corresponde aux normes des logements aidés par l'Etat, d'autre part, que le conseil municipal de la commune où ils reconstruisent en ait décidé ainsi par délibération. Par ailleurs, au cas où ces conditions ne seraient pas réunies, l'examen des textes et de la jurisprudence conduisait jusqu'ici les services du ministère de l'équipement et du logement à considérer que le juge de l'expropriation était habilité à comprendre dans l'indemnité de remploi prévue par l'article 30 IV du décret du 20 novembre 1959, le montant de la taxe locale d'équipement que l'exproprié doit verser pour la reconstitution de son bâtiment. Cette interprétation sera reprise formellement dans le projet de loi qui sera prochainement soumis au Parlement; de cette façon, aucun doute ne sera plus laissé sur la possibilité ainsi accordée au juge puisque le projet vise expressément les taxes parmi les éléments à retenir pour le calcul de l'indemnité de remploi.

INTERIEUR

Conseil municipal (non-approbation d'une délibération).

23074. — M. Bouloche expose à M. le ministre de l'intérieur qu'à la suite de la question écrite n° 21909 qu'il lui avait posée le 14 janvier 1972, il lui a été répondu le 4 mars de la façon suivante : « Aux termes de l'article 42 du code de l'administration communale, les délibérations d'un conseil municipal portant sur un objet étranger à ses attributions sont nulles de plein droit. L'article 52 du même code interdit, d'autre part, à tout conseil municipal d'émettre des vœux politiques. En l'absence de plus amples précisions sur l'objet et le contenu de la délibération à laquelle se réfère l'honorable parlementaire, il est permis de présumer que l'une ou l'autre des dispositions précitées pourrait recevoir application au cas d'espèce ». Contrairement à l'opinion du rédacteur de la réponse, la question posée ne visait nullement une délibération

portant sur un objet étranger aux attributions des conseils municipaux, pas plus qu'il ne s'agissait du vote d'un vœu politique. Pour lui permettre de répondre utilement à la question posée, savoir « quels sont les textes réglementaires ou législatifs qui permettent à l'autorité préfectorale de refuser l'approbation de délibérations d'un conseil municipal sous le prétexte qu'au cours de la même séance des critiques ont été formulées à l'égard de la politique gouvernementale », il lui signale qu'il s'agissait : 1° D'une délibération relative à l'achat par l'Etat d'une parcelle de terrain communal, délibération au cours de laquelle certains conseillers municipaux critiquèrent la politique suivie par le Gouvernement en matière financière, sans pour autant refuser le vote demandé par le maire; 2° d'une délibération relative à la construction d'un centre médico-social, au cours de laquelle de vives critiques furent émises par certains conseillers municipaux concernant les lenteurs apportées par le Gouvernement pour l'attribution des subventions. Dans aucune de ces délibérations en question, aucun vœu politique ne fut émis. (Question du 18 mars 1972.)

Réponse. — Dans le cas où le procès-verbal d'une délibération d'un conseil municipal ne contient aucune mention à ce sujet, l'autorité de tutelle ne paraît pas fondée à refuser l'approbation de ladite délibération au motif que certaines critiques auraient été formulées à l'égard de la politique gouvernementale au cours de la séance du conseil municipal. Il convient toutefois de noter que le Conseil d'Etat, appelé à se prononcer sur une délibération d'un conseil municipal contenant une critique de décisions du Gouvernement, a estimé que cette critique n'était pas de la compétence de l'assemblée municipale et a considéré la délibération comme nulle de droit en ce qui concerne ladite critique (Conseil d'Etat, ville de Montpellier, 23 décembre 1936). Au cas où de telles mentions figureraient dans le procès-verbal d'une délibération, l'autorité de tutelle est donc en droit de demander à la municipalité de les retirer.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Téléphone (transfert de ligne).

23548. — M. Houël demande à M. le ministre des postes et télécommunications s'il lui paraît normal que son administration effectuant au profit d'un particulier un transfert de ligne exige de celui-ci, outre la somme de 300 francs, montant du transfert, une avance de 2.500 francs remboursable en cinq ans sans intérêt pour le branchement, l'installation extérieure étant effectuée. Il lui demande s'il peut éventuellement lui faire connaître les textes se rapportant à l'objet. (Question du 15 avril 1972.)

Réponse. — Pour redresser la situation téléphonique au plan national, l'administration s'est fixé trois objectifs qui visent, dans l'ordre : à améliorer l'écoulement du trafic ; à automatiser entièrement l'exploitation téléphonique et à faire face à l'accroissement annuel des demandes d'abonnement. Tant que les deux premiers objectifs ne seront pas atteints, il ne sera pas possible d'équiper dans les meilleurs délais des immeubles neufs. Toutefois, afin d'accélérer les travaux d'équipement téléphonique, ceux-ci peuvent être préfinancés par des promoteurs immobiliers qui souscrivent des avances remboursables, en général, avant le lancement de la construction d'un immeuble ou d'un groupe d'immeubles, pour être assurés du raccordement téléphonique à la livraison des appartements, pour un certain nombre ou la totalité des abonnés qui bénéficient ainsi d'une priorité contractuelle dans la mesure où il acceptent cet effort financier. Le remboursement du montant de l'avance est effectué au promoteur en cinq annuités égales. Dans le cas d'un transfert d'abonnement, il s'agit d'une suppression suivie de la construction d'une nouvelle ligne. Si traditionnellement il est consenti une priorité d'installation sur les demandes nouvelles ordinaires et une réduction de la taxe de raccordement, il faut souligner que les travaux de raccordement sont identiques dans les deux cas et peuvent donner lieu, dans les mêmes conditions, à un préfinancement par avance remboursable. En outre, au moment où les promoteurs effectuent le versement de l'avance permettant la construction des lignes et la réservation des numéros, il est impossible de connaître le nombre des acheteurs ou des locataires d'appartement susceptibles d'effectuer un transfert d'abonnement. Les demandes de transfert ne peuvent, dans ces conditions, être dispensées du préfinancement collectif et il serait anormal qu'un abonné « prioritaire » qui s'installe dans un immeuble laisse à la charge des autres abonnés le coût d'une réservation qui lui profite au premier chef. Le régime actuel des avances remboursables résulte de l'article 2 de la loi de finances du 31 décembre 1951 repris à l'article R. 64 du code des postes et télécommunications et des décrets d'application du 31 mars 1952 et du 21 février 1961 repris à l'article D. 570 du code cité ci-dessus. En l'état actuel des choses, ce serait aller à l'encontre de la politique d'investissement des télécommunications que de renoncer aux avances remboursables.

TRANSPORTS

Société nationale des chemins de fer français (wagons restaurants).

22932. — **M. Barberot** demande à **M. le ministre des transports** s'il est bien d'accord pour que la restauration sur les lignes de chemins de fer soit assurée, comme par le passé, par une seule société et quelles instructions il compte donner pour que les personnels intéressés puissent être associés aux mesures qui pourraient être prises pour améliorer leurs conditions de travail et également les prestations de service offertes à la clientèle. (Question du 11 mars 1972.)

Réponse. — La Société nationale des chemins de fer français, dans le cadre de l'autonomie de gestion qui lui a été reconnue, est habilitée à déterminer elle-même les conditions dans lesquelles elle estime opportun, en fonction de son intérêt commercial, de faire assurer la restauration ferroviaire. Il lui appartient donc, comme à la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme (C. I. W. L. T.), d'apprécier si le contrat qui lie les deux sociétés et qui arrive à expiration doit ou non être renouvelé, ou si elle juge préférable d'en assurer elle-même la charge ou encore de faire appel à d'autres exploitants susceptibles d'assurer des prestations de service correspondant mieux aux désirs, tels qu'ils sont appréciés, de la clientèle du chemin de fer. Si le ministre des transports n'a pas à intervenir sur ce plan, il estime que cette opération ne doit pas s'effectuer au détriment du personnel. A cet effet, il a rappelé à la Société nationale des chemins de fer français la nécessité de faire connaître à tout nouvel exploitant, d'une part, que la réglementation du travail telle qu'elle est appliquée actuellement au personnel de la C. I. W. L. T. devra l'être également pour toute nouvelle entreprise qui serait chargée de la restauration ferroviaire et, d'autre part, que les droits et avantages acquis par ce personnel, notamment au titre de l'accord d'entreprise, devront également être sauvegardés et étendus aux agents nouvellement recrutés. Ces considérations, dont les organisations de salariés de la C. I. W. L. T. ont été informées, semblent de nature à répondre aux préoccupations exprimées par l'honorable parlementaire.

*Société nationale des chemins de fer français
(délais d'acheminement des marchandises).*

22954. — **M. François Bénard** expose à **M. le ministre des transports** que si la clientèle se plaît généralement à reconnaître les efforts réalisés par la Société nationale des chemins de fer français dans le domaine des transports marchandises du moins en ce qui concerne ses relations commerciales avec les usagers (création du Sernam, etc.), des critiques continuent à être formulées, par exemple dans la région compiégnoise, en ce qui concerne les délais d'acheminement, incitant certaines entreprises à délaisser le rail pour la route, ce qui n'est pas sans inconvénient, tant en raison de l'encombrement du réseau routier que du manque à gagner qui en résulte pour la Société nationale des chemins de fer français. Il lui demande si des mesures sont envisagées afin de remédier à cette situation qui n'a certainement pas manqué de lui être signalée. (Question du 18 mars 1972.)

Réponse. — L'amélioration de la qualité des acheminements de marchandises est l'une des préoccupations majeures de la Société nationale des chemins de fer français tant sur le plan commercial que sur le plan technique (augmentation continue de la vitesse des trains de marchandises, création d'enlèvements supplémentaires, modernisation du parc des wagons, des installations de triage, etc.). L'attention des services de la Société nationale n'avait pas été appelée jusqu'à ce jour sur le cas particulier de la région compiégnoise ; toutefois, dans le cadre des ajustements permanents auxquels ces services procèdent, et à la faveur de l'expérience acquise, des améliorations ont été récemment apportées au plan de transport par wagons intéressant cette région. Depuis le 13 mars 1972, l'enlèvement au départ de Compiègne des wagons de régime ordinaire, collectés dans cette zone, se fait, d'une part, sur le triage de Tergnier (deux trains par jour) et, d'autre part, sur le triage du Bourget (un train par jour), alors qu'il s'effectuait jusqu'à cette date uniquement sur le Bourget. Cette mesure permet des acheminements plus rapides à la région lilloise et à certaines autres gares du Nord et de l'Est, pour les wagons destinés à l'exportation via la Belgique. En outre, à partir du 28 mai 1972, la desserte de la ligne Compiègne—Vic-sur-Aisne sera effectuée en matinée (desserte de Lamotte-Breuil) et en soirée (desserte de Vic-sur-Aisne). Enfin, certains embranchements particuliers, desservis actuellement trois fois par semaine, seront desservis tous les jours et, à la demande des clients intéressés, la desserte de la ligne Compiègne—Estrées-Saint-Denis—Moyenneville s'effectuera dans l'après-midi.

Musique dans les trains.

23206. — **M. Henri Michel** expose à **M. le ministre des transports** que certains voyageurs ne souhaitent pas devoir entendre des annonces par haut-parleur et de la musique dans leur compar-

tement. D'autres au contraire apprécient cette innovation apportée par la Société nationale des chemins de fer français dans certains trains. Il lui demande s'il n'estime pas devoir exclure la musique ou les annonces de certains compartiments en s'inspirant du précédent des voitures réservées aux non-fumeurs. (Question du 25 mars 1972.)

Réponse. — Dans toutes les voitures construites récemment, et dans la plus grande partie des voitures plus anciennes qui ont été sonorisées, les haut-parleurs placés dans les compartiments sont munis d'un atténuateur à quatre ou cinq positions pour permettre aux voyageurs de réduire à leur convenance le volume sonore des émissions musicales, et même de les interrompre complètement. Les annonces parlées concernent notamment la sécurité et le service du train (arrêts, position de la voiture de restauration, etc.) ; elles sont donc prioritaires et sont diffusées à puissance constante quelle que soit la position de l'atténuateur. Ces mesures intéressent tous les voyageurs ; il ne paraît pas possible dans ces conditions de créer des compartiments « sans sonorisation ».

TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION

Boulangers (allocation de chômage).

22382. — **M. Maujouan** du **Gasset** attire l'attention de **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** sur le cas de **M. H. boulangier**, qui, du fait de circonstances économiques, a dû cesser son métier. Il lui demande si ce monsieur qui, actuellement cherche du travail, ne pourrait pas bénéficier de l'allocation de chômage. (Question du 12 février 1972.)

Réponse. — L'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967 créant un régime d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi a subordonné le bénéfice des prestations à des conditions d'activité préalable à la privation d'emploi. Celles-ci ont été définies par le décret du 25 septembre 1967 sur la base d'une certaine durée d'activité salariée. Pour les travailleurs indépendants, il n'était pas possible d'apprécier des références de travail sur des bases du même ordre présentant une certitude indiscutable. De ce fait, les intéressés ne pouvaient pas être inclus dans le champ d'application de l'aide publique. D'autre part, le régime d'assurance-chômage résulte d'une convention signée entre les organisations représentatives des employeurs et des salariés de l'industrie et du commerce dont l'extension réalisée au profit d'autres branches d'activité par les pouvoirs publics ne pouvait concerner que des travailleurs salariés. L'union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce et les associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce, chargées de la gestion de ce régime, qui ont un statut de droit privé et ne relèvent pas de l'autorité du ministre du travail, de l'emploi et de la population, et dont les conseils d'administration sont constitués à part égale d'employeurs et de salariés, ne peuvent pas être mises dans l'obligation de prendre en charge un secteur d'activité non représentée par des travailleurs salariés. Par ailleurs, aucune convention semblable à celle précitée n'ayant été conclue entre les organisations professionnelles des travailleurs auxquels l'honorable parlementaire fait allusion, ces derniers se trouvent malheureusement dépourvus de toute aide en cas de perte d'emploi. Ces travailleurs auraient cependant avantage à se faire inscrire comme demandeurs d'emploi auprès de l'A. N. P. E. qui ne manquera pas de déployer tous ses efforts pour réaliser dans les meilleurs délais leur reclassement professionnel en les orientant si nécessaire vers un stage de formation.

*Comités d'entreprise
(entreprises à établissements distincts).*

22557. — **M. Luciani** rappelle à **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** qu'en application de l'ordonnance du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise, et du décret du 2 novembre 1945, ceux-ci assurent le financement des œuvres sociales dont les ressources sont essentiellement constituées d'une subvention patronale qui prend la forme d'un pourcentage des salaires, variable selon les entreprises. Lorsqu'une entreprise comporte plusieurs établissements, il n'y a pas de comité d'entreprise mais des comités d'établissement et un comité central d'entreprise élu au second degré. La législation et la réglementation relatives aux comités d'entreprise ne prévoient pas le mode de répartition de la subvention patronale entre les différents comités d'établissement. Pratiquement, les entreprises à établissements multiples effectuent cette répartition soit en fonction des masses salariales versées dans chacun des établissements, soit en fonction de l'effectif des salariés de chaque établissement. Généralement, ces deux modes de répartition entraînent des conséquences identiques. Il n'en est toutefois pas ainsi si, dans certains cas, un des établissements comporte une forte proportion d'ingénieurs et de cadres. Un comité central d'entreprise ayant estimé qu'une

répartition par masses salariales avantageait d'une manière trop évidente le personnel d'un établissement où travaillent de nombreux ingénieurs et cadres bénéficiant de salaires élevés avait décidé que la répartition entre les comités d'établissement de l'entreprise se ferait en fonction des effectifs. La cour d'appel de Paris avait donné raison au comité central d'entreprise lequel était en litige, à ce sujet, avec le comité d'établissement pour modifier le mode de répartition. La Cour de cassation, par un arrêt de sa chambre sociale, en date du 16 novembre 1971, a cassé l'arrêt précité estimant « que chacun des comités d'entreprise avait qualité pour gérer les œuvres sociales qui lui étaient propres, ce qui impliquait qu'il devait, en principe, continuer à disposer de ressources correspondantes conformément à l'usage établi ». Cette thèse de l'autonomie absolue de chacun des établissements accentue les inégalités au sein des entreprises, ce qui ne paraît conforme, ni à la justice sociale, ni à la notion même d'œuvres sociales. Il serait, au contraire, normal que ce soit les moins favorisés qui bénéficient le plus largement des œuvres sociales. En raison du vide juridique existant à cet égard et afin de tenir compte des remarques qui précèdent, il lui demande s'il envisage de compléter les textes applicables en ce domaine de telle sorte que la répartition de la subvention patronale ne puisse être basée sur la masse salariale versée dans chacun des établissements que dans la mesure où le comité central d'entreprise a donné son accord à ce mode de répartition. (Question du 19 février 1972.)

Réponse. — La question posée soulève un problème dont les aspects juridiques et techniques ont déjà donné lieu à une jurisprudence qui a mis en évidence les difficultés qui peuvent surgir à propos du fonctionnement de l'institution considérée dans les entreprises comportant plusieurs établissements distincts. Du fait de la complexité de ce problème, il est procédé à une étude juridique approfondie des solutions susceptibles de pallier ces difficultés.

Mensualisation des salaires.

22599. — M. Pierre Buron rappelle à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population qu'en matière de mensualisation, de très nombreux accords ont été signés depuis la déclaration du 20 avril 1970, soit par avenant aux conventions collectives existantes, soit par accord propre à une branche professionnelle. En outre, des dispositions législatives ont été prises par la loi n° 71-487 du 24 juin 1971. En ce qui concerne le commerce et la réparation automobile, un accord de mensualisation résulte d'un avenant en date du 29 décembre 1970 à la convention collective nationale de travail. Le salaire garanti, s'agissant de la mensualisation du personnel ouvrier, est établi sur la base de 173 h 33 par mois, c'est-à-dire de 40 heures par semaine. Il lui demande : 1° en cas de maladie d'un ouvrier, si le salaire garanti doit porter sur le salaire du mois précédent, compte tenu des heures supplémentaires effectuées avec majoration de 25 ou 50 p. 100 ou, comme semblent l'indiquer les textes, sur la base d'un salaire garanti de 40 heures par semaine ; 2° dans cette profession, de nombreux employeurs, après la mensualisation, établissant les fiches de salaires sur la base d'un forfait mensuel pour un nombre d'heures de 200 heures, par exemple, si cette façon d'agir ne peut avoir pour effet de changer le statut de l'ouvrier, considéré alors comme collaborateur, en ce qui concerne l'affiliation à une caisse de retraite, à une caisse de retraite complémentaire, ainsi qu'en matière de congés payés et en ce qui concerne le préavis de trois mois en cas de licenciement ; 3° dans cette situation et en cas de départ volontaire de l'ouvrier, quelle serait la durée du préavis à donner. (Question du 26 février 1972.)

Réponse. — L'accord du 29 décembre 1970 sur la mensualisation auquel se réfère l'honorable parlementaire, constitue l'avenant n° 3 à la convention collective nationale de travail du commerce et de la réparation automobile, cycle et motocycle. Il précise les conditions et les modalités de progression suivant lesquelles le personnel horaire des entreprises entrant dans le champ d'application de ladite convention bénéficiera de certains avantages accordés aux mensuels. Il appartient aux parties contractantes d'interpréter les clauses d'un texte conventionnel compte tenu de leur commune intention, et, à défaut, aux tribunaux de se prononcer en la matière. C'est particulièrement le cas pour le point 1° et le point 3° de la question

écrite. En ce qui concerne le point 2° il ne semble pas, sous réserve de dispositions de textes conventionnels, que le simple fait d'établir des fiches de paie sur la base d'un forfait mensuel de 200 heures puisse avoir en lui-même d'incidence sur le statut du personnel en cause.

Zones de salaires (suppression).

22635. — M. de Poulpiquet demande à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population s'il ne considère pas que les raisons qui ont motivé, à une certaine époque, l'institution des zones de salaire sont aujourd'hui sans fondement. Il lui fait remarquer qu'en effet des abattements ont lieu dans des zones plus défavorisées que d'autres créant ainsi une disparité notable donnant lieu à un profond mécontentement très justifié en l'occurrence en Bretagne. En conséquence, il lui demande s'il ne pense pas que le moment est venu d'abroger le principe des zones de salaires. (Question du 26 février 1972.)

Réponse. — S'agissant du salaire minimum interprofessionnel, il est rappelé que la dernière zone d'abattement a été supprimée par le décret du 31 mai 1968. Le taux de ce salaire est désormais uniforme pour l'ensemble du territoire métropolitain. Depuis la loi du 11 février 1950 consacrant le retour à la libre négociation des salaires, les disparités de rémunérations qui peuvent subsister d'une région à l'autre tiennent essentiellement au jeu des facteurs économiques ainsi qu'aux différences d'activité, de structure et de possibilités financières des entreprises. Il convient d'ailleurs de souligner que la pratique des abattements de zone dans les conventions collectives disparaît progressivement et que les statistiques de taux de salaire horaire établies par le ministère du travail révèlent que l'écart entre les salaires de la région parisienne et ceux pratiqués dans les anciennes zones n'a cessé de décroître depuis le 1^{er} janvier 1968.

Travailleurs saisonniers (allocation de chômage).

22720. — M. Christian Bonnet expose à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population que la subordination à un seuil de 1.000 heures de travail de la réglementation en vigueur en matière d'aides publiques aux travailleurs privés d'emploi s'avère extrêmement peu adaptée aux caractéristiques de certaines activités saisonnières, telle l'industrie de la conserve. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de prévoir une adaptation de la réglementation à ce cas particulier. (Question du 4 mars 1972.)

Réponse. — Les allocations d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi ont le caractère d'un revenu de remplacement destiné à compenser la perte de salaire subie par un travailleur, ayant fait l'objet d'une mesure de licenciement. Il en découle qu'elles ne peuvent être attribuées qu'aux personnes justifiant d'un minimum de références de travail avant l'inscription comme demandeur d'emploi. Le minimum a été fixé à 150 jours au cours des douze mois précédant ladite inscription. Il ne paraît pas possible de réduire ce nombre qui représente seulement six mois de travail environ. Cette dernière remarque est valable quelle que soit la profession habituelle des intéressés. Les adaptations des règles habituelles d'indemnisation qui peuvent être justifiées par les conditions particulières d'exercice de certaines activités professionnelles ne doivent donc pas avoir pour effet de dispenser certaines catégories de demandeurs de justifier du minimum de références de travail fixé par la réglementation en vigueur. Par contre ces adaptations peuvent avoir pour but de déterminer quelles sont, le cas échéant, les références de travail dans certaines professions pouvant être considérées comme équivalent à 150 jours de travail salarié. Les travailleurs intermittents, dont font partie les salariés des conserveries, ont précisément la possibilité, en raison du caractère discontinu de leur activité, de faire décompter leurs références de travail non pas en jours, mais en heures. Il leur est demandé, pour pouvoir prétendre aux allocations d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi, de justifier de 1.000 heures de travail au cours de la période de référence. Cette équivalence a été déterminée de façon bienveillante puisque 150 journées de 8 heures représentent 1.200 heures et non 1.000 heures de travail. Compte tenu de ces observations, il ne paraît pas utile de modifier les règles adoptées pour procéder à l'indemnisation des intéressés.

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL

DE LA

2^e Séance du Mercredi 3 Mai 1972.

SCRUTIN (N° 309)

Sur l'ensemble du projet de loi portant statut général des militaires.

Nombre des votants.....	479
Nombre des suffrages exprimés.....	472
Majorité absolue.....	237
Pour l'adoption.....	378
Contre	94

L'Assemblée nationale a adopté.

Ont voté pour :

MM.	Bourgeois (Georges).	Crespin.	Gerbet.	Lucas (Pierre).	Richard (Lucien).
Abdolkader Moussa	Bousquet.	Cressard.	Germain.	Luciani.	Richoux.
Ali.	Bousseau.	Dahalani (Mohamed).	Giacomi.	Maquet.	Rickert.
Achille-Fould.	Boutard.	Damette.	Giscard d'Estaing	Magaud.	Ritter.
Aillières (d').	Bozzi.	Danilo.	(Olivier).	Mainguy.	Rivière (Joseph).
Alloncle.	Bressolier.	Dassault.	Glsinger.-	Malène (de la).	Rivière (Paul).
Ansquer.	Brial.	Dassié.	Glou.	Marcenet.	Rivierecz.
Arnaud (Henri).	Briane (Jean).	Degraeve.	Godefroy.	Marcus.	Robert.
Arnould.	Bricout.	Dehen.	Godon.	Marette.	Rocca Serra (de).
Aubert.	Briot.	Delachenal.	Gorse.	Marle.	Rolland.
Aymar.	Brocard.	Delahaye.	Grailly (de).	Marquet (Michel).	Rossi.
Mme Aymé de la	Broglie (de).	Delatre.	Granel.	Martin (Claude).	Roux (Claude).
Chevrelère.	Broglie (de).	Delhalle.	Grimaud.	Martin (Hubert).	Roux (Jean-Pierre).
Barillon.	Brugerole.	Dellaune.	Griotteray.	Massoubre.	Rouxel.
Barrot (Jacques).	Buffet.	Delmas (Louis-Alexis).	Grondeau.	Mathieu.	Royer.
Bas (Pierre).	Buot.	Delang (Jacques).	Grussenmeyer.	Mauger.	Ruals.
Baudis.	Buron (Pierre).	Deniau (Xavier).	Guichard (Claude).	Maujorian du Gassel.	Sabatier.
Baudouin.	Caillaud (Georges).	Denis (Bertrand).	Guilbert.	Mazeaud.	Sabié.
Bayle.	Caillaud (Paul).	Deprez.	Gullermin.	Médecin.	Sallé (Louis).
Beaugultie (André).	Caille (René).	Desanlis.	Habib-Deloncele.	Menu.	Sallenave.
Beauverger.	Calméjane.	Destremau.	Halbout.	Mercier.	Sanford.
Bécam.	Capelle.	Dijoud.	Haigouët (du).	Meunier.	Sanglier.
Bégué.	Carrler.	Dominati.	Hamelin (Jean).	Miossec.	Sanguinetti.
Belcour.	Cassabcl.	Donnadieu.	Hauret.	Mirlin.	Santoni.
Bénard (François).	Catalifaud.	Douzens.	Mme Hauteclocque	Missoffe.	Sarneiz (de).
Bénard (Mario).	Catry.	Dronne.	(de).	Mohamed (Ahmed).	Schnebelen.
Bénouville (de).	Cattin-Bazin.	Duboscq.	Héberl.	Montescuou (de).	Schwartz.
Bérard.	Cazenave.	Ducray.	Helène.	Morellon.	Sers.
Beraud.	Cerneau.	Dumas.	Herman.	Morison.	Sibeud.
Berger.	Chambon.	Dupont-Fauville.	Hersant.	Maron.	Soisson.
Bernard-Reymond.	Chambrun (de).	Durieux.	Herzog.	Moulin (Arthur).	Sourdille.
Bernasconi.	Chapalain.	Dusseaulx.	Hinsberger.	Mourat.	Sprauer.
Beucler.	Charbonnel.	Duval.	Hoffer.	Murat.	Stasi.
Beylot.	Charié.	Ehm (Albert).	Hoguët.	Mourat.	Stehlin.
Bichat.	Charles (Arthur).	Fagot.	Hunault.	Mura.	Stirn.
Bignan (Albert).	Charret (Edouard).	Falala.	Icart.	Narquin.	Sudreau.
Bignon (Charles).	Chassagne (Jean).	Faure (Edgar).	lhuel.	Nass.	Terrenoire (Alain).
Billotte.	Chaumont.	Favre (Jean).	Jacquet (Marc).	Nessler.	Terrenoire (Louis).
Bisson.	Chauvet.	Féit (René).	Jacquet (Michel).	Neuwirth.	Thillard.
Bizel.	Chazalon.	Feuillard.	Jacquinoi.	Noilon.	Thorailier.
Blary.	Claudius-Petit.	Flornoy.	Jacson.	Nungesser.	Tiberi.
Blas (René).	Clavel.	Fontaine.	Jalu.	Offroy.	Tissandier.
Boinvilliers.	Colibeau.	Fortuit.	Jamot (Michel).	Ollivro.	Tisserand.
Boisdé (Raymond).	Collette.	Fossé.	Janot (Pierre).	Ornano (d').	Tomasini.
Bonhomme.	Collière.	Fouchet.	Jarrige.	Palewski (Jean-Paul).	Tondut.
Bonnel (Pierre).	Commenay.	Fraudeau.	Jarro.	Papon.	Torre.
Bonnet (Christlan).	Conte (Arthur).	Frys.	Jenn.	Paquel.	Toutain.
Bordage.	Cornet (Pierre).	Gardell.	Jenne.	Pasqua.	Trémeau.
Borocco.	Cornette (Maurice).	Garels (des).	Joanne.	Pelzerat.	Triboulet.
Boscher.	Corrèze.	Gastlincs (de).	Jouffroy.	Perrot.	Tricon.
Bouchacourt.	Couderc.	Georges.	Jousseau.	Petit (Camille).	Mme Troisier.
Boudet.	Coumaros.	Gerbaud.	Joxe.	Petit (Jean-Claude).	Valade.
Boudon.	Costé.		Julia.	Peyreffille.	Valenet.
Bourdellès.	Couvelnhes.		Kédinger.	Peyrel.	Vallèix.
			Krieg.	Pianta.	Vallon (Louis).
			Labbé.	Pierrebouurg (de).	Vandelanoitte.
			Lacagne.	Plantier.	Vendroux (Jacques).
			La Combe.	Mme Ploux.	Vendroux (Jacques-Philippe).
			Lainé.	Poirier.	Verkindère.
			Lassourd.	Poncelet.	Vernaoud.
			Laudrin.	Poniatowski.	Verpillère (de la).
			Lavergne.	Ponyade (Pierre).	Vertadier.
			Lebas.	Préaumont (de).	Vitton (de).
			Le Bault de la Mor-	Quentier (René).	Voilquin.
			nière.	Rabourdin.	Voisin (Alban).
			Lecat.	Rabreau.	Voisin (André-Georges).
			Lehn.	Radius.	Volumard.
			Lelong (Pierre).	Raynal.	Wagner.
			Lemaire.	Renouard.	Weber.
			Le Marc'hadour.	Réthoré.	Weinman.
			Lepage.	Ribadeau Dumas.	Westphal.
			Leroy-Beaulieu.	Ribes.	Zimmermann.
			Le Tac.	Rivière (René).	
			Le Theule.	Richard (Jacques).	
			Llogier.		

Ont voté contre :

MM. Alduy. Andrieux. Ballanger (Robert). Barbet (Raymond). Barel (Virgile). Bayou (Raouï). Benoist. Berthelot. Berthouin. Billères. Billoux. Boulay. Bouloche. Brettes. Brugnon. Buslin. Carpentier. Cermolacce. Césaire. Chandernagor. Chazelle. Mme Chonavel. Dardé. Darras. Defferre. Delelis. Delorme. Denvers. Ducoloné. Dumortier. Dupuy. Duraffour (Paul).	Duroméa. Fabre (Robert). Fajou. Faure (Gilbert). Faure (Maurice). Feix (Léon). Fiévez. Gabas. Garcin. Gaudin. Gernez. Gosnat. Guille. Houël. Laravé. Lafon. Lagorce (Pierre). Lamps. Larue (Tony). Lavielle. Lebon. Lejeune (Max). Leroy. L'Huillier (Waldeck). Longueueue. Lucas (Henri). Madrelle. Masse (Jean). Massot. Michel. Mitterrand. Mollet (Guy).
---	---

Musmeaux. Niles. Notebart. Odru. Peugnet. Philibert. Planeix. Privat (Charles). Ramette. Regaudie. Rienbon. Rocard (Michel). Rochet (Waldeck). Roger. Roucaute. Rousset (David). Saint-Paul. Sauzedde. Schloesing. Servan-Schreiber. Spénale. Mme Thome-Pate- nôtre (Jacqueline). Mme Vaillant- Couturier. Vals (François). Vancalster. Védrines. Ver (Antonin). Vignaux. Villon (Pierre). Vinatier.

Se sont abstenus volontairement :

MM. Abelin. Barberot.	Bennetot (de). Caill (Antoine). Fouchier.	Poudevigne. Poulpiquet (de).
-----------------------------	---	---------------------------------

N'ont pas pris part au vote :

MM. Carlier et Rives-Henrys.

Excusés ou absents par congé (1) :

(Application de l'article 162, alinéas 2 et 3, du règlement.)

MM. Bolo, Boyer, Chédru et Péronnet.

N'ont pas pris part au vote :

M. Achille Peretti, président de l'Assemblée nationale, et M. Le Douarec, qui présidait la séance.

Motifs des excuses :

(Application de l'article 162, alinéa 3, du règlement.)

MM. Bolo (maladie).
Chédru (maladie).
Péronnet (maladie).

(1) Se reporter à la liste ci-après des motifs des excuses.

Ce numéro comporte le compte rendu intégral des deux séances
du mercredi 3 mai 1972.

1^{re} séance : page 1269 ; 2^e séance : page 1305.